

SAMUDRA

REVUE

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU COLLECTIF INTERNATIONAL D'APPUI À LA PÊCHE ARTISANALE



COVID-19 : mesures de confinement en Indonésie, aux USA, au Nigéria

Communautés autochtones en Amazonie

Ghana : petits poissons et nutrition

Timor-Leste : réduire les inégalités entre les sexes

Une histoire de l'UNCLOS/CNUDM

Justice pour la pêche artisanale



L'ICSF est une ONG internationale qui s'intéresse aux problèmes de la pêche à travers le monde. Ce collectif a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et il est sur la Liste spéciale des ONG internationales de l'OIT. Il a aussi le Statut de liaison auprès de la FAO.

Il constitue un réseau mondial de militants associatifs, d'enseignants, de techniciens, de chercheurs et scientifiques. Il suit l'actualité, effectue des études, facilite les échanges, mène

des campagnes d'opinion et d'action, diffuse l'information. Sa revue SAMUDRA (Océan en sanskrit) sera heureuse de recevoir réactions et contributions. La correspondance doit être adressée au bureau de Chennai en Inde.

Les opinions exprimées dans les articles publiés sont celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement la position officielle de l'ICSF.

Toute la série SAMUDRA est disponible sur www.icsf.net



KYANA DIPANANDA / INDONÉSIE

SAMUDRA

REVUE

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU COLLECTIF INTERNATIONAL D'APPUI À LA PÊCHE ARTISANALE

N° 83 | septembre 2020

SUJIT CHOUDHURY

PREMIÈRE DE COUVERTURE



Illustration de Deepak Sivan
Courriel : dpk.sivan@gmail.com

PUBLIÉ PAR

International Collective in Support of Fishworkers (ICSF) Trust
No 22, First Floor
Venkatrathinam Nagar
Adyar
Chennai - 600 020
Tamil Nadu
India
Tél : (91) 44-24451216 / 24451217
Fax : (91) 44-24450216
Courriel : icsf@icsf.net
Site Internet : www.icsf.net

PRÉPARÉ PAR

KG Kumar

REU PAR

Sopan Joshi

MIS EN PAGE PAR

MS Vasanth Christopher

DESSINS DE

Sandesh

TRADUIT PAR

Gildas Le Bihan

PUBLICATION NON COMMERCIALE À DIFFUSION LIMITÉE

SAMUDRA News Alerts

Samudra News Alerts est un service de veille gratuit qui diffuse, quotidiennement et avec un résumé hebdomadaire, des nouvelles et des analyses relatives au monde de la pêche, de l'aquaculture et domaines connexes, en format ordinaire ou html.

Il s'agit de documents de bonne source qui traitent essentiellement de la pêche artisanale, surtout dans les pays du Sud, de la place des femmes dans ce secteur d'activité, de la sécurité en mer, mais aussi de problèmes environnementaux, des océans. Vous pouvez vous abonner à ce service sur le site de l'ICSF : <http://www.icsf.net>

QUATRIÈME DE COUVERTURE



Pêcheurs au travail dans le port de Zarzis en Tunisie
Photo : FAO/Economoupolis



INDONÉSIE

Manque de transparence4

Les mesures de confinement dues au Covid-19 ont durement touché les petits pêcheurs

ÉTATS-UNIS

Une aide mal répartie8

Les dispositifs de soutien ont favorisé les gros opérateurs

BRÉSIL

Conflits en Amazonie15

Des communautés autochtones encore plus fragilisées par le Covid-19

MALAWI

Des héros méconnus.....19

Au sein de la SADC/CDAA, le commerce du poisson a pourtant une grande importance

GHANA

Petit poisson, gros résultat.....23

Du petit poisson à petit prix, voilà qui est bon pour lutter contre la faim et améliorer la nutrition

INDONÉSIE

Séché, testé, dégusté26

Le pindang, cuisson traditionnelle du poisson, donne une saveur toute particulière à la cuisine du Java oriental

TIMOR-LESTE

Femmes fortes, nation solide29

Dans ce pays insulaire, réduction des inégalités hommes-femmes et sécurité alimentaire vont de pair

INDE

L'avenir est dans les terres33

Bien gérées, les eaux intérieures peuvent renforcer durablement la sécurité alimentaire

INDE

Un circuit tortueux38

Transformer le poisson en farines pour nourrir des crevettes prive les petits Indiens d'un précieux aliment

ANALYSE

Le poisson qui nourrit43

Il faut une feuille de route pour bien marquer la place du poisson dans le droit à l'alimentation et la nutrition

NIGÉRIA

Un coup dur.....49

Les pêcheurs non organisés ont plus souffert du confinement que du Covid-19

ÎLES DU PACIFIQUE

30 % et 30 %.....53

Les efforts de conservation ne devraient pas ignorer les démarches démocratiques suivies pour l'amélioration des pêcheries

ANALYSE

Il y a loin de la coupe aux lèvres.....55

La Conférence UNCLOS 1960, où l'Inde, le Chili et l'Équateur avaient eu un rôle marquant, n'était pas parvenue à un accord complet

PÊCHE ARTISANALE

Couper les cheveux en quatre.....58

Aucune raison d'attendre un consensus sur ce qui est juste avant de corriger les injustices dans ce secteur

CRITIQUE CINÉ

Espoir, Désespoir, Courage61

Un film primé qui montre bien la situation complexe des petits pêcheurs et transformatrices de l'Afrique de l'Ouest

ÉDITORIAL 3

BRÈVES..... 64



KYANA DIPANANDA

Préparation de poisson bouilli (pindang) dans des paniers de bambou au marché d'Anom, Sumenep City, Indonésie

Repartir sur de meilleures bases

Car la pandémie du Covid-19 nous rappelle les liens qui existent entre alimentation, systèmes de santé, développement durable et droits humains

Tandis que nous mettons en avant la contribution des pêches artisanales à la nutrition et à la sécurité alimentaire dans un cadre fondé sur les droits (ce qui fait partie d'une campagne ICSF), il convient de ne pas perdre de vue le contexte local. La pandémie du SARS-CoV-2 (syndrome respiratoire aigu sévère, communément appelé Covid-19) a mis en pleine lumière les problèmes de la maladie, du bien-être, de l'immunité. C'est précisément là que le poisson prend toute son importance dans des environnements divers, avec les différents intervenants de la chaîne de valeur des pêches maritimes et continentales.

Le présent numéro de SAMUDRA traite des effets inquiétants du Covid-19 dans 10 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Océanie. Depuis l'apparition de ce virus en décembre 2019, plus de 31 millions de personnes ont été contaminées, et environ 1 million sont décédées à travers le monde (chiffres du 22 septembre 2020). Les confinements et autres mesures de lutte contre la pandémie ont perturbé la production alimentaire et le commerce dans le secteur de la pêche.

Au début, les communautés de petits pêcheurs sur la côte et dans l'intérieur ont été largement épargnées par le virus. Le Brésil est cependant une exception : les populations autochtones ont subi de plein fouet l'assaut de l'épidémie, comme le montre l'article de la page 5. Dans la région peu peuplée de l'Amazonie, on comptait en septembre 127 tribus touchées, avec 22 489 personnes infectées et 646 décédées. Généralement, la pêche de subsistance, la pêche à pied et la consommation de poisson ont été moins affectées. Les opérations de la pêche commerciale ont, par contre, été fortement réduites suite aux contraintes imposées au déplacement des pêcheurs, des bateaux et du matériel de pêche. La fermeture des marchés au poisson et des restaurants et la diminution de la demande ont entraîné une baisse sensible des activités de pêche, surtout dans les pays développés.

L'article sur le Nigéria (page 49) note que, du fait de la pénurie de poisson frais, les prix au débarquement devenaient inabornables pour les transformateurs. Et comme les écoles étaient fermées et que les familles devaient vivre à l'intérieur, les femmes avaient encore plus de travail pour tenir le ménage.

À mesure que le virus se propageait dans les communautés locales, leurs vulnérabilités préexistantes apparaissaient clairement, notamment les difficultés d'accès aux soins et aux diagnostics dans des zones reculées. Dans les lieux de vie et de travail encombrés de multiples communautés, le lavage des mains et la distanciation physique, par exemple, n'étaient pas faciles à respecter.

Certains villages indonésiens éloignés sont cependant parvenus à imposer des confinements communautaires pour contenir le virus (page 4). Visant essentiellement à limiter la pandémie et à soutenir des infrastructures médicales surchargées, la plupart des gouvernements ont été, jusqu'à présent, peu disposés à étendre la protection sociale, en particulier dans les pays en développement.

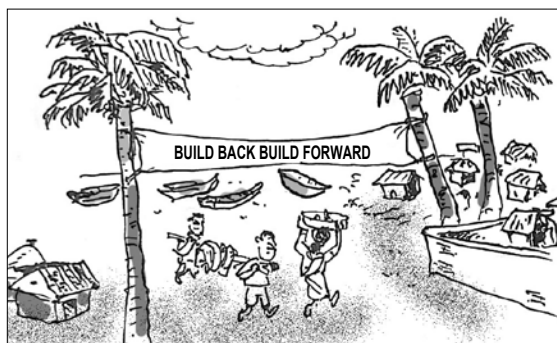
Pour beaucoup de gens de ces pays, le poisson constitue la principale (et souvent la seule) source de protéines animales et de micronutriments dans leur alimentation quotidienne. Environ la moitié de la production mondiale de poisson provient de la pêche artisanale. Et ce sous-secteur représente aussi 90 % des emplois dans les pêches maritimes. Les effets de la crise du Covid-19 montrent bien la nécessité de lier le droit universel à l'alimentation aux droits spécifiques des communautés de pêcheurs concernant leur vie et leurs moyens de subsistance, conformément

à la recommandation du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation en 2012, à savoir établir un lien explicite entre le droit à l'alimentation et les droits de ceux qui la produisent à un accès équitable aux ressources telles que le poisson et l'eau.

Comme le mystérieux Covid-19 persiste, il faut évidemment améliorer l'accès des travailleurs de la pêche et des familles aux soins médicaux et tests de contrôle. Si de sévères mesures de lutte contre la pandémie s'imposent à nouveau, il conviendra de trouver un juste équilibre entre prévention de la maladie et droits humains. Tous les travailleurs de la pêche devraient notamment bénéficier de mesures de protection sociale quand le travail est arrêté. Il faudrait que ces mesures soient proportionnelles à l'apport social et économique manifeste de ce secteur d'activité.

Comme les signes de retour à la normale post Covid-19 tardent à apparaître, il importe de soutenir la petite pêche durable afin qu'elle puisse mieux contribuer à la sécurité alimentaire locale. Il importe en même temps d'identifier et de développer des mécanismes appropriés de sécurité en mer et de commercialisation afin de faciliter l'accès des divers travailleurs de la pêche artisanale à la ressource et au marché. Étant donné qu'il faut s'attendre à une incidence plus fréquente de zoonoses à l'avenir, il convient d'élaborer des protocoles et des normes solides pour le secteur de la pêche.

La pandémie de Covid-19 constitue un sérieux revers dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Elle nous rappelle cependant les liens forts qui existent entre notre alimentation et nos systèmes de santé, entre le développement durable et les droits humains. Le Covid-19 sera-t-il l'occasion de repartir de l'avant en mieux ?



Manque de transparence

Les pêcheurs artisans n'ont guère été touchés par le Covid-19. Mais les mesures de confinement et les politiques économiques ont accru leur vulnérabilité

Le nouveau coronavirus (SRAS-CoV-2) a provoqué des changements partout dans le monde. Après sa diffusion rapide en dehors de Wuhan en Chine à partir de janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé déclarait, le 11 mars 2020, que le Covid-19 constituait une pandémie à l'échelle mondiale. En septembre, elle touchait environ 200 pays, avec au moins 31 millions de personnes infectées et 1 million de décès. Les pays comptant le plus grand nombre de cas sont les États-Unis, le Brésil, l'Inde et la Russie.

Le premier cas confirmé de Covid-19 en Indonésie datait du 20 mars 2020. Mais des épidémiologistes ont affirmé que le virus était entré dans le pays fin janvier. L'OMS a adressé un courrier aux autorités pour qu'elles prennent immédiatement des mesures concrètes

capacité de tester 1 976 personnes par million d'habitants, la Malaisie voisine en était à 20 391 personnes, et Singapour à 98 519.

L'Indonésie est un vaste pays insulaire qui est confronté à plusieurs difficultés dans sa gestion du Covid-19. Le plus gênant c'est l'attitude des autorités qui nient la gravité de la menace. L'important c'était surtout de maintenir l'activité économique plutôt que de traiter la pandémie. Depuis l'apparition des premiers cas de Covid, il y a eu un manque évident de transparence concernant les chiffres.

Pour preuve de l'incurie gouvernementale, l'absence d'une stratégie pour mettre en œuvre des mesures appropriées. Entre le 28 janvier et le 28 février, la NDMA a décrété un certain nombre de Situations d'urgence. Le 31 mars, le Président Joko Widodo (Jokowi) déclarait que le Covid-19 était une Urgence sanitaire. Le 12 avril, il parlait d'une Catastrophe nationale.

La déclaration présidentielle ne mentionne pas le poisson comme denrée de base. Mais il est évident que le secteur de la pêche a aussi subi le contrecoup de la pandémie.

Restrictions sociales

La législation relative à la quarantaine sanitaire offre au gouvernement plusieurs options dans une situation d'Urgence de santé publique : quarantaine au domicile, quarantaine régionale, quarantaine hospitalière, restrictions sociales à grande échelle. Le gouvernement a choisi les restrictions sociales à grande échelle (PSBB) avec un minimum de trois formes d'action : 1) fermeture des écoles et lieux de travail, 2) restrictions concernant les activités religieuses, 3) restrictions dans les lieux publics. Cela doit tenir compte des besoins essentiels de la population : soins de santé, alimentation, autres nécessités quotidiennes. Les mesures de quarantaine sanitaire peuvent être prises par le gouvernement régional avec l'approbation du Ministère de la santé. Cela inclut les restrictions sociales à grande échelle, notamment les mouvements de personnes et de marchandises vers certaines provinces, des districts ou cités.

afin de freiner la propagation et déclarent l'état d'urgence. Début septembre, l'Indonésie était à la 23ème place dans la liste des pays touchés, avec environ 194 000 cas confirmés et plus de 8 000 décès. Le nombre de cas positifs a augmenté depuis le 16 juin, date à laquelle le Groupe de travail pour une gestion accélérée du Covid-19, qui fait partie de la NDMA (Agence nationale de gestion des catastrophes) confirmait 1 106 nouveaux cas dans le pays. Ce chiffre était basé sur le test PCR (Réaction de polymérisation en chaîne) appliqué à 339 309 personnes. À ce moment, 15 703 personnes étaient déclarées guéries.

Ces données montrent que les tests ne se font pas à un niveau souhaitable, que les capacités opérationnelles du pays dans ce domaine restent très faibles. Tandis que l'Indonésie avait la

Cet article a été écrit par **Marthin Hadiwinata** (hadiwinata.ahmad@gmail.com), directeur exécutif, et **Henri Pratama** (henrixus@gmail.com), chercheur associé, du Marine and Ecology Institute, Indonésie



Dans la région de Jakarta, l'île de Pari est un village de petits pêcheurs qui participe aussi à un tourisme communautaire, source de revenus complémentaires.

Après la mise en place des restrictions sociales à grande échelle à la mi-avril, le gouvernement a adopté un train de mesures supplémentaires.

- Aide pour la consommation électrique : afin de soutenir les communautés, les factures des mois d'avril, mai et juin ont été annulées.
- Interdiction des retours à la maison : le gouvernement a prévu des aménagements à l'occasion du festival de l'Id-ul-Fitri.
- Soutien au crédit : des facilités de crédit, d'une année à partir du mois d'avril, ont été prévues pour un certain nombre de groupes : conducteurs de motos-taxis en ligne, chauffeurs de taxis, pêcheurs...
- Dotation budgétaire : pour faire face aux besoins au milieu de l'épidémie de Covid-19, le gouvernement central a prévu une somme de 405,1 trillions de roupies (24,5 milliards de dollars) dans le cadre du budget national 2020. Cette politique a été mise en place via une réglementation gouvernementale en lieu et place de la Loi sur la stabilité économique pendant la pandémie.

Dans le contexte incertain engendré par le niveau élevé de nouvelles contaminations, le Président Jokowi a fait état de pénuries alimentaires

dans certaines zones. Cela est en partie dû aux restrictions pesant sur la distribution logistique interrégionale. Cette déclaration ne mentionne pas le poisson comme denrée de base. Mais il est évident que le secteur de la pêche a aussi subi le contre-coup de la pandémie.

Au milieu des restrictions sociales à grande échelle imposées par chaque gouvernement local, les pêcheurs ont généralement continué leurs opérations. Dans certaines régions, la saison de pêche a débuté. La majorité des pêcheurs indonésiens font partie du secteur artisanal. Le pays compte 523 903 petits navires ayant un tonnage de jauge brute inférieure à 10 tonnes. Les autorités ne disposent toujours pas de données exhaustives sur l'ensemble des travailleurs dans le segment avant capture de la pêche artisanale. Les opérations après capture font intervenir et des hommes et des femmes.

Depuis l'annonce des restrictions, la plupart des pêcheurs ont enregistré des répercussions significatives, même si les niveaux de capture ne sont généralement pas affectés. La disponibilité des produits de la pêche transformés dans le secteur des services (restaurants, hôtels, tourisme) a sensiblement diminué. Les principaux produits d'exportation ou d'importation

M. ROOSMAN



Port de pêche à Indramayu, Java occidentale. Au milieu de restrictions sociales à grande échelle imposées par les autorités, les pêcheurs ont généralement continué leurs activités

6

ont également été touchés en raison des restrictions commerciales imposées par plusieurs pays. Cela a un effet direct sur la façon dont les captures sont absorbées par le marché. Le marché a maintenant du mal à digérer cette production en raison des limitations affectant de nombreuses activités communautaires, depuis la vente aux enchères dans les villages jusqu'à la distribution au niveau provincial et interprovincial. Les pêcheurs, particulièrement les petits pêcheurs, vont chercher du poisson tous les jours car c'est là leur seule source de revenus et de subsistance.

Quarantaine

Les pêcheurs de l'île de Pari, dans la régence (kabupaten) de Kepulauan Seribu, province du Grand Jakarta, sont confrontés au même problème. Edy, l'un d'entre eux, dit que ses revenus ont considérablement diminué depuis que le Covid-19 a commencé à se répandre dans le pays. Les pêcheurs ont mis en place une quarantaine de façon indépendante. Personne n'a le droit de sortir de l'île. Et à ce jour, l'entrée dans cette communauté est également interdite. Seules les activités de pêche sont autorisées. Habituellement, l'endroit est aussi touristique, et les pêcheurs trouvaient un complément de

revenus en faisant le guide. Ils ont été obligés de s'arrêter. Le 15 juin, Edy disait à un journaliste : « Pendant environ trois mois, nous ne sommes pas sortis de l'île. Les recettes de pêche ont baissé de 50-70 %. Quand les touristes sont là, il y a plus d'argent ; mais il a disparu puisque nous n'avons plus cette activité ».

Le gouvernement provincial de Jakarta a été le premier à prendre des mesures concrètes pour faire face à la pandémie. Le 25 février, le gouverneur donnait des instructions pour sensibiliser la population aux risques. Les autorités décidaient également de mettre à disposition divers apports pour répondre aux besoins essentiels du mois, notamment un ensemble d'aliments de base. Edy continue : « Pendant trois mois, le gouvernement a fourni 5 kg de riz. Les habitants manquent toujours de produits essentiels, mais ils essaient de survivre en allant à la pêche tous les jours pour répondre à leurs besoins alimentaires. À présent, les restrictions ont été levées mais les habitants ont délibérément décidé d'interdire aux gens d'ailleurs d'entrer dans la zone ».

Dans la ville de Tarakan, province de Kalimantan du Nord, un pêcheur nommé Rustan a bien senti la pression de la pandémie. Dans un article de presse, il disait : « Les pêcheurs ont perdu

beaucoup d'argent à cause des multiples restrictions imposées à leurs activités. Maintenant le poisson ne se vend que sur les marchés locaux alors qu'auparavant la production partait toujours ailleurs. Le prix du poisson a chuté de près de 90 %. C'est comme ça depuis mars. En plus, l'aide sociale publique n'est pas répartie de manière égale ».

Rustan ajoute que les pêcheurs ont des activités sociales limitées, qu'ils mettent un masque lorsqu'ils sortent en mer. Pourtant une dizaine d'entre eux ont attrapé le virus dans le secteur de Gowa au Sulawesi du Sud. Cela s'est produit lors de la fête religieuse de Tabligh Akbar, et non pas durant des opérations de pêche.

Les pêcheurs connaissent des situations semblables dans d'autres endroits : Karanghantu près de Serang-Banten, Lamongan au Java oriental, Surabaya au Java oriental, Sumenep au Java oriental, Indramayu au Java occidental. Ils peuvent toujours aller à la pêche, tout en sachant que les prix sont bas. Leur production sert à faire face aux besoins quotidiens, à se procurer du carburant. Et ils sont à la recherche d'alternatives. Ainsi, dans le secteur de Lamongan au Java oriental, ils vont en mer grâce à des prêts consentis par des investisseurs. La production est vendue à ces derniers en guise de versement ou remboursement de capital. Sur l'île de Pari, aux Mille Îles, à Surabaya, les pêcheurs salent le poisson invendu qui est ensuite cédé à petit prix à des collecteurs. Serang Banten est pêcheur à Karanghantu, et témoigne : « Le poisson qui n'est pas acheté par ces collecteurs, on essaie de le vendre autour de la maison. On ne trouve pas toujours preneur, mais on ne sait jamais. Il faut bien réagir pour survivre ». À Sumenep au Java oriental, les pêcheurs ont réduit le nombre de matelots à bord afin de diminuer à la fois les coûts et de respecter la distanciation physique au travail.

Généralement, les pêcheurs sont donc confrontés à la chute des prix et aux restrictions imposées aux activités sociales. Le petit pêcheur qui doit compter sur une rentrée d'argent quotidienne est bien obligé d'aller en mer tout en sachant que les prix ont dégringolé. Certains cherchent diverses occupations, qui ne suffiront pas pour répondre à leurs besoins du jour.

Les stimulants financiers et soutiens publics ne sont pas accessibles à tous les pêcheurs. Le manque de données relatives au secteur artisanal (tant

au niveau national que régional) fait obstacle à tous les efforts visant à aider les pêcheurs. Ceux-ci ont toujours du mal à obtenir des capitaux.

Avec l'instauration de la distanciation physique et des restrictions sociales dans le pays, les marchés au poisson, les restaurants et les hôtels connaissent un manque de clientèle. La baisse de la demande et de la consommation entraîne automatiquement une chute des revenus dans le secteur de la pêche.

Comme certaines régions limitent l'accès à leur territoire, la hausse des coûts du transport vient encore compliquer la vie des pêcheurs. En même temps, cette situation sans précédent a donné lieu à des pratiques nouvelles qui, à l'avenir, pourraient influencer les modes de fonctionnement

Concernant le manque de disponibilités alimentaires, le gouvernement a omis d'élaborer une stratégie spécifique visant à renforcer le rôle des petits producteurs dans la chaîne de valeur alimentaire.

de ce secteur. Il est regrettable que les autorités restent figées dans leurs façons de faire habituelles, en refusant les avis scientifiques et une approche fondée sur des données dans les processus d'élaboration des politiques. Sur le terrain, cela a donné lieu à une situation chaotique tandis que le coronavirus continue à se répandre dans la population.

Chaîne de valeur alimentaire

Concernant le manque de disponibilités alimentaires, le gouvernement a omis d'élaborer une stratégie spécifique visant à renforcer le rôle des petits producteurs dans la chaîne de valeur alimentaire. L'Indonésie est déjà dotée d'un instrument juridique qui aurait pu jouer un rôle clé dans ce domaine, précisément la Loi n° 7 de 2016 portant sur la protection et l'autonomisation des pêcheurs, des aquaculteurs et des paludiers. Elle appelle notamment à assurer la sécurité des entreprises de pêche artisanale. Elle ouvre la voie pour créer des conditions favorables à un juste prix, pour encourager l'élaboration de systèmes de commercialisation des produits de la pêche en agissant sur le stockage, le transport, la distribution et la promotion.

Pour plus d'information

<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/ins159362.pdf>

Loi n° 7 de 2016 portant sur la protection et l'autonomisation des pêcheurs, des aquaculteurs et des paludiers

<https://www.seafoodsource.com/news/supply-trade/indonesia-considers-allocating-usd-69-million-for-fisheries-aquaculture-amid-covid-19-pandemic>
L'Indonésie prévoit d'attribuer 69 millions de dollars à la pêche et l'aquaculture dans le contexte de la pandémie de Covid-19

<https://news.mongabay.com/2020/04/sinking-feeling-for-indonesian-fishers-as-covid-19-hits-seafood-sales/>

Sentiment de naufrage chez les pêcheurs qui voient les ventes chuter à cause du Covid-19

https://www.ilo.org/jakarta/info/public/pr/WCMS_748037/lang--en/index.htm

L'OIT travaille avec les syndicats pour protéger les pêcheurs contre la pandémie de Covid-19 et le trafic d'êtres humains

Une aide mal orientée

La pêche artisanale est importante pour la sécurité alimentaire des États-Unis. Mais les mesures de soutien favorisent les opérateurs industriels

8

Lorsque l'épidémie mondiale de Covid-19 a touché les États-Unis en mars 2020, personne ne savait au juste ce que cela allait donner pour l'industrie des produits de la mer, sans parler des opérations de pêche à petite et moyenne échelle. Comme la plupart des restaurants, des hôtels et des services de restauration ont dû fermer ou réduire sérieusement leurs activités, comme toutes les écoles et universités fermaient aussi, la demande pour ces produits a chuté de près de 80 %. En plus, les restrictions imposées aux transports en vue de contenir la vague montante du virus ont interrompu les circuits d'approvisionnement des opérations de pêche.

Les grosses entreprises, les grandes sociétés de produits de la mer pourraient traverser la tempête sur le plan financier. Ils ont cependant manqué de souplesse

... beaucoup avaient déjà adopté cette pratique en s'inspirant de la PSC (Pêche soutenue par la communauté) ou d'autres arrangements de vente directe.

pour s'adapter aux circonstances. La pêche à petite et moyenne échelle était et reste encore en difficulté. Mais elle s'est avérée plus apte à changer rapidement de modèle commercial, en se lançant notamment dans la vente directe aux consommateurs. À vrai dire, beaucoup avaient déjà adopté cette pratique en s'inspirant de la PSC (Pêche soutenue par la communauté) ou d'autres arrangements de vente directe. Avec la pandémie, beaucoup ont dû redoubler d'efforts pour tenter de compenser les dégâts provoqués par la perte du marché des restaurants internationaux et locaux. En général, l'industrie des produits de la mer est assurément en train de prendre un grand coup. Mais c'est la pêche à petite et moyenne échelle qui a été le plus durement touchée, et qui continue à l'être.

Dans le même temps, les besoins alimentaires sont plus élevés que jamais, et les préoccupations dans ce domaine augmentent constamment. Malheureusement, comme aux États-Unis 90 % des produits de la mer sont importés, avec un taux d'exportation d'environ 60 %, le système actuel dans ce domaine empêche fortement et durablement les pêcheurs locaux et régionaux d'atteindre le consommateur local. Les pêcheurs et commerces locaux et régionaux expriment depuis longtemps le souhait d'avoir davantage de marchés de vente directe. C'est pour cela que le modèle PSC a été tellement essayé. C'est pour cela aussi que les réseaux d'appui sont si importants. Les opérateurs locaux et régionaux disent qu'il faudrait plus, que les autorités des États et le gouvernement fédéral devraient apporter un soutien infrastructurel afin que les marchés de vente directe puissent fonctionner à plus grande échelle. Alors que la pandémie se propageait rapidement, les acteurs les plus touchés du secteur alimentaire s'organisaient presque aussi rapidement. Des communautés de pêche et des commerces ont vite pris contact avec des organisations telles que NAMA (Northwest Atlantic Marine Alliance) pour exprimer leur désir de devenir une ressource pendant ces temps troublés, de travailler résolument pour servir et ravitailler les communautés qui en avaient besoin.

Une coalition de groupes

Pour être à la hauteur de la situation, des personnes et groupes partageant les mêmes idées ont formé, au mois de mars, une coalition de pêcheurs, d'agriculteurs, de militants contre la faim et d'organisations de travailleurs de l'alimentation. L'objectif était double : premièrement, tirer parti des dispositions d'esprit du Congrès qui souhaitait adopter des mesures de stimulation économique, exprimer en même temps leur besoin d'aide et leur désir de contribuer à nourrir la population ; deuxièmement, se faire reconnaître véritablement comme des travailleurs essentiels. Dans une

Cet article a été écrit par Heidi Anne Rogers (heidi@namanet.org), coordinatrice communications, Northwest Atlantic Marine Alliance (NAMA), États-Unis



Dans l'usine de Sitka Salmon Shares à Sitka, Alaska, mise en filets du flétan durant la saison de printemps. Beaucoup de pêcheurs sont mécontents des priorités de l'administration fédérale en matière de pêche.

déclaration commune adressée au gouvernement, NAMA, NFFC (National Family Farm Coalition), WhyHunger, Farm Aid, HEAL Food Alliance et IATP (Institute for Agriculture Trade and Policy) ont demandé aux autorités de veiller à ce que tout le monde ait un accès équitable à l'alimentation, et de soutenir les gens (et non pas les grosses entreprises) qui assurent la production, l'approvisionnement et la distribution de la nourriture (à la fois d'origine terrestre et maritime).

Concrètement, cette déclaration recommandait au Congrès de prendre en considération six points importants dans leurs futures mesures de stimulation.

- Cibler les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les travailleurs de l'industrie alimentaire de couleur qui sont touchés de façon disproportionnée par les iniquités du système alimentaire américain ;
- Assurer des moyens de subsistance équitables et sûrs ;
- Soutenir les systèmes alimentaires locaux et régionaux qui sont prêts à nourrir les communautés ;
- Procéder à des réformes pour produire de la résilience ;
- Protéger les opérations petites et moyennes contre les fusions et acquisitions ;
- Veiller à ce que toute personne aux États-Unis ait accès à une alimentation saine et nutritive.

Ces recommandations, exprimées par des communautés de pêcheurs, d'agriculteurs, de travailleurs du secteur alimentaire, étaient à la fois larges et pertinentes. Elles disaient clairement au gouvernement qu'un soutien approprié aux systèmes alimentaires locaux et régionaux constituait la meilleure solution dans le contexte de crise économique et alimentaire actuelle.

Le 27 mars, le Congrès a répondu en attribuant 300 millions de dollars à l'industrie des produits de la mer via la Loi CARES (Aide, secours et sécurité économique en temps de coronavirus). Le Congrès a demandé au Secrétaire d'État au Commerce et, sous son autorité, à la NOAA (Administration nationale océanique et atmosphérique) de distribuer une aide financière sous forme de paiements directs tels que subventions ou d'autres formes d'investissement dans le secteur de la pêche et les exploitations aquacoles. Comme on pouvait s'y attendre, la réponse du gouvernement fédéral était insuffisante. Le train de mesures de stimulation était sans doute utile financièrement, mais il ne correspondait pas aux recommandations de notre coalition. Celle-ci s'est développée et a adressé une lettre au Secrétaire d'État au Commerce, au Secrétaire d'État au Trésor, au Secrétaire d'État à l'Agriculture et au Congrès, en les exhortant à augmenter leur soutien

aux communautés de pêcheurs et d'agriculteurs dans le pays.

À cause de la distanciation sociale, la coalition a innové et présenté ses recommandations sous forme d'un message vidéo envoyé directement au Secrétaire au Commerce, Wilbur Ross. Ce document était signé par un ensemble varié de 238 organisations et personnes représentant 3 millions de personnes à travers le pays : 30 000 pêcheurs commerciaux, le collectif de pêcheurs, des associations professionnelles de la pêche commerciale, des entreprises de produits de la mer, des groupements agricoles et de produits alimentaires, des organisations environnementales, des militants de la justice sociale, des citoyens engagés. Leur argumentation était la suivante : ce moteur économique renouvelable génère 1,1 million d'emplois, apporte chaque année 100 milliards de dollars au PIB (produit intérieur brut) du pays ; il fournit des protéines nutritives à sa population. Pour toutes ces raisons, ce secteur d'activités doit bénéficier de toute l'attention qu'il mérite.

- Aider à obtenir des tests, de l'équipement de protection, des soins médicaux ;
- Accès au Programme d'aide alimentaire du Ministère de l'Agriculture (USDA) pour que le secteur de la pêche puisse fonctionner sur un pied d'égalité avec le secteur agricole ;
- Renforcer les chaînes d'approvisionnement locales en prévoyant des programmes de subventions destinés aux jeunes pêcheurs pour leur permettre d'obtenir une première licence de pêche ou de conchyliculture ; financer un programme de commercialisation des produits de la mer au sein de la NOAA, lequel devra inclure des dispositifs publicitaires et un soutien complémentaire aux marchés de vente directe.

Les consommateurs concrétisent leurs valeurs

Cet ensemble de recommandations urgentes à plusieurs volets permettrait aux communautés de pêche de s'adapter à la situation de crise apportée par le Covid-19, à la désorganisation ainsi engendrée dans la filière d'approvisionnement des produits de la mer. Tandis qu'ils attendaient que le gouvernement joue son rôle, les acteurs locaux et régionaux de la pêche faisaient ce qu'ils pouvaient pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Dans la plupart des cas, il s'agissait (et c'est encore ainsi) de réduire les distances parcourues par leur poisson en essayant de vendre le plus possible sur place par des ventes directes aux consommateurs. Avant la pandémie, cela voulait souvent dire établir des relations avec des restaurants pour leur vendre directement, et aussi lancer des PSC ou des PSR (pêches soutenues par des restaurants). Quand les restaurants ont dû fermer pour cause de Covid-19, les pêcheurs à petite et moyenne échelle ont été obligés de modifier rapidement leur approche.

Avec la pandémie, le système PSC s'est répandu et beaucoup vendent bien, tout comme d'autres types de vente directe. Les PSC assurent leur propre approvisionnement, pêchent, nettoient, conditionnent puis vendent cette production directement aux consommateurs, à quoi peut s'ajouter une livraison à domicile. Ces structures prélèvent et distribuent le poisson d'une manière qui reflète les valeurs sociales, économiques et environnementales d'un nombre croissant de consommateurs. Dans le passé, il n'était peut-être par facile de localiser une PSC ; certaines trouvent le moyen de faciliter cette tâche.

Les PSC sont là depuis un certain temps, et la pandémie démontre que ces systèmes gérés par les pêcheurs locaux et régionaux sont essentiels pour nourrir la population...

La lettre exprimait spécifiquement les revendications suivantes :

- Accorder une priorité aux pêcheurs indépendants, aux milliers d'entreprises à petite et moyenne échelle (transformateurs, agrégateurs, distributeurs...) et autres installations à terre ;
- Affecter 1,5 milliard de dollars supplémentaires au fond d'urgence, avec au moins 50 % attribué aux opérations de pêche à petite et moyenne échelle ;
- Décider une annulation ou un report de la dette, et privilégier l'accès au PPP (programme de protection des salaires) pour les capitaines et matelots qui pêchent, notamment les jeunes pêcheurs (détenteurs ou non de licences de pêche) ; et étendre au besoin les bénéfices du PPP aux entreprises qui peuvent prouver leur incapacité à payer leurs employés ou prestataires à cause des mesures d'urgence dues au Covid-19 ;
- Soutenir les jeunes pêcheurs ;
- Investir dans des infrastructures à terre ;



Des membres de la Chatham Harvesters Cooperative pratiquent la vente directe dans le contexte du Covid-19. Mais c'était déjà souvent le cas avant.

Le Local Catch Network (réseau pêche locale) est une communauté de pratiques constituée de pêcheurs, d'organismes, de chercheurs et consommateurs en Amérique du Nord. Leur but est de fournir des produits de la mer locaux, sains, à faible impact écologique et durables par le biais des PSC et autres stratégies de vente directe. Ce réseau s'est renforcé depuis son lancement en 2012 comme moyen de servir les PSC et autres entreprises du secteur de la pêche fondées sur des valeurs.

Cette année, le LNC a développé son outil de recherche facile à utiliser pour mettre en rapport consommateurs et producteurs locaux. Il y a aussi des efforts en cours pour établir avec des institutions locales (écoles, hôpitaux...) des circuits d'approvisionnement qui pourraient continuer après la pandémie si les pêches locales et régionales bénéficieront de l'appui infrastructurel dont elles ont besoin pour se maintenir à flot. Les PSC sont là depuis un certain temps, et la pandémie démontre que ces systèmes gérés par les pêcheurs locaux et régionaux sont essentiels pour nourrir la population, et marquer la voie vers un avenir plus durable. Pour rendre cette évolution plus permanente, cependant, il faudrait « une expansion immédiate d'infrastructures à terre appuyées par les communautés ». La pétition adressée

au Congrès par la coalition contient une demande en ce sens. Au lieu d'écouter les recommandations des pêcheurs, la Maison Blanche a publié un décret qui a, en fait, sapé les solutions proposées par la coalition. Le 7 mars, l'administration Trump a mis en œuvre un plan visant à « accroître la compétitivité de l'Amérique dans le secteur des produits de la mer et à protéger notre chaîne d'approvisionnement » en déréglementant la gestion des pêches, en développant l'aquaculture industrielle, en accélérant les procédures d'autorisation, en confiant à la seule NOAA le contrôle de la réglementation. Cela revient à accorder une plus grande place aux élevages industriels par rapport aux opérations locales et régionales, et à supprimer les vérifications et équilibres indispensables pour assurer une supervision efficace.

Ce décret salue l'aquaculture industrielle en se fondant sur un faux argument : les piscicultures industrielles seraient le moyen de répondre à des besoins alimentaires sans cesse croissants. L'Administration et les partisans de l'aquaculture proclament qu'eux-mêmes et leur plan sont la bonne solution. Les leaders communautaires, les organisations communautaires membres de la coalition ont constamment souligné une évidence:

le manque d'accès à la nourriture n'a jamais été lié à un manque réel de nourriture. Cela a toujours été une question de distribution. Même avant la pandémie, 37 millions de personnes (dont 11 millions d'enfants) avaient du mal à s'alimenter correctement. Et quatre travailleurs américains sur cinq peinaient à joindre les deux bouts.

Les travailleurs de l'industrie alimentaire eux-mêmes étaient deux fois plus susceptibles de dépendre de bons d'alimentation du fait de leurs salaires de misère. Avec ces discours sur le renforcement de la sécurité alimentaire du pays, sur la protection de l'emploi dans le secteur des produits de la mer, et les promesses de création d'emplois, on peut se laisser convaincre par les efforts gouvernementaux. À vrai dire, ces discours masquent le point central de la solution proposée par le gouvernement fédéral pour traiter la crise alimentaire et économique en cours.

La NAMA a affirmé que ce décret n'apporte pas de solution de fond, qu'il est en fait un « ensemble de mesures dangereuses qui vont entraîner une dérégulation du secteur de la pêche, accélérer le développement de l'aquaculture industrielle offshore, et promouvoir l'exportation des produits de la mer ». En prévoyant la délivrance de permis à l'échelle nationale pour l'aquaculture en mer dans les 90 jours, le plan gouvernemental va précipiter les études d'impact environnemental, occulter les préoccupations de santé publique et les répercussions économiques sur les communautés côtières. Ces questions pressantes seront balayées sous le tapis. Ce plan va donc à l'encontre des preuves fournies par de nombreux environnementalistes et responsables de la santé publique, à savoir que la détention d'animaux en captivité à des concentrations élevées déstabilise les écosystèmes marins et favorise l'apparition de maladies et de virus tels que le Covid-19. Les cages flottantes utilisées pour élever du poisson produisent de la pollution à cause des abondants excréments qui passent dans la mer. Et les individus qui s'échappent peuvent affecter l'aptitude physique et le taux de reproduction des populations sauvages. Par ailleurs, la fabrication de farines de poisson destinées aux gros élevages perturbe les écosystèmes sauvages en brisant la continuité de la chaîne alimentaire.

Les réglementations qui ont été mises en place afin de protéger les populations sauvages et les écosystèmes marins sont systématiquement démantelées, ce qui est profondément inquiétant à la fois pour les groupes environnementalistes et les pêcheurs locaux et régionaux.

Les barrières que l'on détruit avaient été posées pour assurer une bonne sécurité, la santé publique, la protection de l'environnement, et un soutien aux pêcheurs indépendants. Les mesures gouvernementales prétendent renforcer notre système alimentaire national. C'est en fait le contraire qui se passe puisqu'on refuse de protéger nos pêcheries et de construire les infrastructures dont les communautés de pêche ont immédiatement besoin. En outre, ces mesures vont accroître la dépendance du pays vis-à-vis des marchés internationaux au détriment de nos marchés intérieurs.

Beaucoup de pêcheurs et autres travailleurs de la pêche s'interrogent sur les priorités de l'Administration pour lutter contre la crise économique et alimentaire du pays. Certains, comme NAMA, disent que le plan de l'Administration soulève cette question : à qui tout cela profite ? La réponse ne fait pas de doute : aux entreprises de pêche et d'aquaculture industrielles mondialisées, toujours en quête de profits, et qui se réjouiront d'être libérées des dispositifs de santé publique et d'environnement mis en place pour la protection des consommateurs et des écosystèmes.

Dans le monde de la pêche, la dérégulation n'est pas une nouveauté. Au cours des trois dernières décennies, le système de répartition des captures a laissé apparaître les quotas individuels favorables aux entreprises, et qui ont privatisé les droits de pêche et donné aux grosses sociétés la possibilité d'acquérir le contrôle de pêcheries au détriment des écosystèmes et des pêcheurs indépendants, qui sont pourtant les mieux placés pour s'adapter à l'évolution des marchés et des environnements, et mettre des produits de la mer sur la table de chacun. Les acteurs de la pêche locale et régionale savent qu'il y a de meilleures façons de procéder, que les piscicultures industrielles ne sont pas la solution parce qu'elles augmentent l'emprise des grands groupes et aggravent la privatisation des océans. Le gouvernement américain tente d'aller plus loin dans ce sens sous couvert de répondre à la crise économique et alimentaire engendrée par la pandémie.

Une solution durable

Les pêcheurs locaux et régionaux disent que la Maison Blanche devrait, au contraire, s'orienter vers une solution qui soutienne tout autant les écosystèmes marins, les communautés de pêche rurale et la filière des produits de la mer en agissant sur les points suivants :

- Gestion des pêches communautaire et écosystémique,



Des efforts communautaires sont en cours depuis plusieurs années pour trouver de nouveaux modes de commercialisation des produits de la pêche, pour plus de transparence et des relations plus proches avec les consommateurs.

13

- Diversification des flottilles et accès équitable aux droits de pêche,
- Limitation des industries extractives (mines, forages...) qui fragilisent les écosystèmes marins et les approvisionnements en produits de la mer,
- Transparence des processus décisionnels et responsabilité des dirigeants,
- Meilleur accès aux produits de la mer locaux et régionaux dans toutes les communautés.

Toutes ces recommandations ont été faites dans l'esprit du slogan « Aidez-nous à vous aider ». Ce qui veut dire accorder aux pêches locales et régionales les moyens d'aider les communautés qui en ont besoin actuellement, et des infrastructures soutenues par le gouvernement qui contribueront à nourrir le pays pendant longtemps.

Pour certains, les méthodes en train d'être mises en œuvre aujourd'hui n'auraient jamais intéressé avant la pandémie. La crise a forcé bon nombre de gens à prendre des chemins novateurs qui pourraient s'avérer encore utiles bien après la fin de cette tourmente. Pour d'autres, cela n'est que la continuation de pratiques déjà en place. En tout cas, les pêcheurs locaux et régionaux se posent la question : qu'advient-il lorsque le Covid-19 appartiendra au passé ? Les relations établies tiendront-elles, à quoi ressembleront les nouvelles

chaînes d'approvisionnement, comment le contact direct avec le consommateur peut-il devenir permanent ? « On ne sait pas au juste » est le sentiment qui prévaut ; et pêcheurs, récolteurs et autres acteurs de la pêche continuent de travailler à la volée. Mais une chose est sûre : les Américains consomment aujourd'hui davantage de produits de la mer, dont la majeure partie provient des PSC et autres modes de vente directe. Une nouvelle voie est déjà exploitée. Il faut maintenant s'engager à entretenir ces nouvelles relations.

Actuellement, les pêcheurs locaux et régionaux vendent directement leur marchandise essentiellement dans les marchés au poisson locaux organisés. On citera, par exemple, le Tuna Harbor Dockside Market à San Diego, Californie. Il y a là maintenant 10 entreprises familiales qui proposent du poisson local chaque samedi. Une partie du problème réside dans le fait que ces pêcheurs doivent aussi éduquer leurs communautés sur la diversité des produits disponibles. En Amérique, on consomme surtout le thon, le saumon, le tilapia, la truite et la crevette. Les quatre dernières espèces proviennent essentiellement d'établissements aquacoles. Les pêcheurs profitent des marchés du week-end pour informer le consommateur sur les poissons de la région, qui varient suivant les saisons.

Parfois, cela ne se résume pas à vendre des prises locales. Il arrive que des sections locales de l'organisation de base internationale Slow Food (campagne Slow Fish) fassent venir des chefs pour montrer aux gens comment préparer des plats appétissants. Des militants de PSC, du Local Catch Network, de Slow Fish vont aussi dans des écoles pour parler de la nécessité de protéger les océans, de consommer du poisson de façon variée.

Allant de l'avant, les pêcheurs locaux et régionaux américains ont expliqué que la diversification de nos menus de poisson peut partiellement contribuer à résoudre la crise alimentaire. La diversification améliore la carte et fait du bien aux océans. Elle augmente la

La diversification améliore la carte et fait du bien aux océans. Elle augmente la demande pour le poisson local, ce qui stimule l'économie sans avoir à importer, ou à exporter pour transformation à l'étranger.

soutien législatif accordé à l'aquaculture industrielle, qui n'apporte que déboires aux communautés de pêche. Il est évident qu'un bon nombre de difficultés survenues, notamment en matière de précarité alimentaire, auraient pu être minimisées si on avait écouté bien avant le début de la crise les paroles des responsables et organismes communautaires, des militants. Il faut bien comprendre que la pandémie a seulement exacerbé les injustices existantes et les problèmes systémiques dont souffre le secteur des produits de la mer.

Aujourd'hui, l'économie américaine souffre et les communautés ont toujours des difficultés pour se procurer une alimentation saine. Les autorités locales et le gouvernement fédéral sont prêts à répéter leurs erreurs s'ils ne sont pas attentifs aux besoins de leurs électeurs, s'ils n'écoutent pas leurs recommandations. Malgré la mauvaise gestion des gouvernants, les pêcheurs et autres travailleurs de la pêche à travers les États-Unis poursuivent leurs occupations avec diligence, et disent clairement qu'ils peuvent contribuer à résoudre la crise alimentaire qui augmente, dans la mesure où ils recevront le soutien infrastructurel dont ils ont besoin.

Oui, il y a l'urgence de la crise, une crise qui promet d'avoir des répercussions fâcheuses dans la durée si nous ne prenons pas le temps d'écouter attentivement maintenant. Les pêcheurs locaux et régionaux ont une solution. À nous de faire en sorte que leurs paroles soient prises au sérieux, que leurs pratiques soient soutenues, que leurs communautés en soient dynamisées. ♣

demande pour le poisson local, ce qui stimule l'économie sans avoir à importer, ou à exporter pour transformation à l'étranger.

Ces exemples montrent bien que l'accès à une alimentation nutritive peut avoir un effet positif à la fois en changeant les processus de distribution et en diversifiant la demande du consommateur. Les défis sont nombreux, mais la pandémie nous pousse à modifier nos modes de consommation, notamment en élaborant un régime alimentaire plus durable basé sur la saisonnalité des captures.

Les pêcheurs locaux et régionaux essaient constamment de raccourcir la chaîne d'approvisionnement et songent à l'après Covid-19. Il s'agit maintenant de faire en sorte que les liens directs établis avec les consommateurs deviennent permanents. Pour que cela devienne réalité, il conviendra de maintenir les pressions politiques au-delà de la pandémie. Il ne s'agit pas uniquement de démontrer que pêcheurs, récoltants, producteurs et autres travailleurs de la pêche sont des acteurs essentiels en ce moment. Il faudra aussi faire comprendre aux autorités locales et fédérales que ces gens et les valeurs qui les inspirent devront entrer en ligne de compte dans la durée.

Pour le bien des communautés

Cela implique notamment la continuation des pressions politiques sur le Congrès pour que soit repensé le

Pour plus d'information



<https://www.congress.gov/116/bills/hr748/BILLS-116hr748enr.pdf>

Loi CARES (Aide, secours et sécurité économique en temps de coronavirus)

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08920753.2020.1766937>

La pandémie de Covid-19, Petite pêche et communautés côtières

<https://www.sustainablefish.org/COVID-19>

COVID-19 : Partenariat pour une pêche durable

<https://www.fisheries.noaa.gov/national/noaa-fisheries-coronavirus-covid-19-update>

NOAA Pêche Coronavirus (COVID-19)

Conflits en Amazonie

Le Covid-19 menace des communautés autochtones fragiles et un programme pour des moyens de subsistance et de préservation de poissons d'eau douce

Les populations autochtones et rurales de l'Amazonie ont été durement touchées par le Covid-19. Une note publiée le 10 juin par la COIAB (Coordination des organisations de l'Amazonie brésilienne) à la demande du gouvernement brésilien déclarait que les actions des agences officielles visant à faire face à la pandémie étaient regrettables. « Jusqu'à présent, les réponses de la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) et du SESAI (Secrétariat spécial à la santé indigène) pour contrer le virus ont été lentes, mal coordonnées et insuffisantes. Le Covid-19 est entré sur les territoires indigènes et s'y répand rapidement. Nous sommes au bord du chaos...Masquer la réalité ne résoudra pas le problème ».

La COIAB a fait état de l'impact de la pandémie dans ses différents bulletins, suite aux efforts inlassables et aux relevés effectués par le mouvement des populations indigènes. Au 5 septembre, 22 486 cas de Covid-19 étaient confirmés dans cette population ; 682 cas suspects et 646 décès étaient relevés dans un ensemble de 96 groupes autochtones.

Ces résultats prennent en compte les données du SESAI plus celles des enquêtes de la COIAB (non incluses dans les enquêtes officielles du SESAI) portant sur les certificats de décès et des informations obtenues directement auprès de responsables indigènes, d'agents de santé indigènes et d'organisations du réseau COIAB. L'APIB (Articulation des peuples indigènes du Brésil) est un forum auquel participe la COIAB. Elle a un système de suivi indépendant pour le Covid-19. Ses données établissent qu'un total de 127 groupes autochtones sont touchés par le virus dans l'Amazonie brésilienne, y compris les Warao, des réfugiés du Venezuela.

En plus de la pandémie, la crise politique inquiète aussi les représentants

indigènes. La communication de la COIAB au gouvernement brésilien disait ceci : « Nous luttons chaque jour pour survivre face au Covid-19, mais aussi à cause du démantèlement des politiques indigènes, du manque de protection et de démarcation de nos territoires, de la montée de la cupidité sur nos terres et dans nos vies, de l'assassinat de leaders, du calendrier anti-indigène du gouvernement fédéral. Après avoir résisté au virus, ce n'est pas la « normalité » nationale que nous accepterons ».

Nous luttons chaque jour pour survivre face au Covid-19, mais aussi à cause du démantèlement des politiques indigènes, du manque de protection et de démarcation de nos territoires...

Groupes indigènes

Au Brésil, les territoires des communautés traditionnelles officiellement reconnus se composent de *Terres indigènes* habitées par des groupes autochtones, de *Quilombos* pour les communautés traditionnelles d'ascendance africaine, d'*Aires protégées d'utilisation durable* qui peuvent être des territoires de peuples riverains, pour des *caçaras* (communautés côtières traditionnelles) et des travailleurs extractivistes. Ces territoires sont historiquement considérés comme les zones les plus grandes et les plus protégées d'Amazonie. La garantie du droit foncier traditionnel, la santé et l'éducation sont des conditions essentielles pour que ces groupes puissent vivre dans la dignité, la souveraineté alimentaire, la sécurité sociale, le bien-être collectif et l'autonomie.

Les pressions extérieures exercées sur ces territoires en temps de

Cet article a été écrit par **Felipe Rossoni** (felipe@amazonianativa.org.br), biologiste et indigéniste dans la gestion des pêches, **Leonardo Kurihara** (leonardo@amazonianativa.org.br), biologiste et coordinateur de projet, **Gustavo Silveira** (gustavo@amazonianativa.org.br), sociologue et coordinateur de programme pour l'OPAN (Operacao Amazonia Nativa), Amazonie, Brésil. Traduit en anglais par **Rodrigo Ferreira**.



Les Paumari se déplacent le long du fleuve Tapauádans dans leurs embarcations traditionnelles. Ici, ils préparent un repas avec le poisson qui assure leur subsistance.

16

pandémie aggravent les risques et les menaces. En plus des conséquences environnementales et sociales engendrées par une exploitation inconsidérée et illégale des ressources naturelles, l'invasion de ces territoires expose les communautés indigènes, *quilombola* et riveraines au Covid-19. Le virus peut pénétrer en profondeur dans les villages et communautés, même loin des centres urbains. Dans ces endroits, les agences officielles ne font pas de tournées d'inspection. Les services de santé y sont précaires, avec de médiocres infrastructures et très peu de personnel qualifié. Et il faut prendre en compte les distances énormes dans l'espace géographique amazonien. Et aussi les coutumes traditionnelles propices à la promiscuité sociale : partage des repas, du logement, des rites : toutes choses qui constituent des conditions idéales pour une rapide contamination d'individus, de villages, de communautés entières.

On pourrait croire que les groupes autochtones volontairement isolés ou ayant peu de contacts extérieurs soient mieux protégés du Covid-19, d'autant plus que leurs territoires

sont certifiés par l'État. En fait, c'est exactement le contraire. Ils sont plongés dans un manque flagrant de sécurité territoriale et confrontés à d'incessantes invasions (exploitations minières et forestières illégales, trafic de stupéfiants...). Le niveau d'inquiétude est particulièrement élevé dans le secteur du fleuve Solimoes, où l'on trouve le plus grand nombre mondial de groupes autochtones isolés ou récemment contactés.

Il y a aussi des groupes autochtones qui vivent dans des territoires (certifiés ou pas) situés près de grandes villes. Ce sont les plus vulnérables car ils sont généralement plus dépendants de produits extérieurs et ont plus de contacts extérieurs et commerciaux avec des populations non autochtones. C'est là qu'on peut voir des gens se déplacer en nombre entre villes et villages, et pas souvent soucieux de respecter les indispensables mesures de prévention individuelles. Il y a aussi des populations indigènes qui habitent dans les villes de l'intérieur de l'Amazonie et dans les capitales provinciales du Brésil, et qui sont généralement dans une grande vulnérabilité sociale.

La pêche, qui est une antique pratique en Amazonie, montre clairement la complexité des répercussions du Covid-19. Au fil du temps, elle a acquis une importance commerciale locale, devenant ce qu'on appelle maintenant la pêche à petite échelle ou artisanale, et qui fait travailler directement ou indirectement des milliers de gens dans tout le bassin de l'Amazonie. C'est l'un des principaux moyens de subsistance dans cette immense région. Elle assure aux communautés éparpillées dans leurs territoires la souveraineté alimentaire et une certaine abondance.

Mais la pêche peut aussi donner lieu à une contamination lorsque le pêcheur s'expose en allant vendre le surplus de sa production sur le marché local, ce qui est chose fréquente dans les communautés autochtones et riveraines situées à proximité d'agglomérations. En Amazonie, le virus circule principalement via les flottilles de navires (pirogues pour déplacements courts, gros bateaux couvrant des distances moyennes ou longues entre diverses municipalités). Il est déjà arrivé bien loin. Sur les 62 municipalités de l'État d'Amazonie, seulement deux n'ont pas encore enregistré de cas de Covid-19. Et c'est seulement à Manaus, la capitale, qu'il y a des lits en soins intensifs.

Les dangers du Covid-19 et les dégâts environnementaux causés par les invasions entourent les zones de gestion communautaire de l'espèce appelée *pirarucu* (*Arapaima gigas*) qui est l'un des plus gros poissons d'eau douce du monde. Des communautés locales, des ONG et des gouvernements se sont engagés à gérer ce poisson. Les choses ont évolué au mieux afin de mettre un terme à l'exploitation agressive qui menaçait la population sauvage. Le *pirarucu* est commercialement éteint dans les zones où une gestion n'a pas été mise en place. Les premières initiatives de commercialisation du *pirarucu* géré ont eu lieu il y a une vingtaine d'années. Depuis il est admis que sa gestion communautaire a produit une impressionnante activité économique, très efficace en matière de préservation de la biodiversité et de bien-être pour les communautés locales. Cela se passe

dans des aires protégées (Territoires indigènes, Réserves extractivistes) ou des zones bénéficiant de droits de pêche officiels. Plus de 5 000 personnes (autochtones et riverains) sont directement impliquées dans la gestion de ce poisson. Ils protègent des millions d'hectares de forêts, de marais et d'espaces aquatiques naturels.

Effets multiples

Ils produisent annuellement environ 3 000 tonnes de *pirarucu* géré dans un système de quotas autorisés et de contrôles par les agences gouvernementales en charge. Tout cela contribue directement aux Objectifs de développement durable : lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire, qualité de la nourriture, environnement plus sûr et plus sain, inclusion des femmes et des jeunes dans la vie économique, croissance économique durable, répartition plus juste des revenus, protection des moyens de subsistance locaux, atténuation des effets du changement climatique.

Dans le contexte actuel de pandémie, les groupements de

Il est admis que la gestion communautaire du *pirarucu* a produit une impressionnante activité économique, très efficace en matière de préservation de la biodiversité et de bien-être pour les communautés locales.

pêcheurs et les organisations d'appui sont confrontés à de sérieux défis avec l'arrivée de la saison de pêche entre août et novembre. La protection territoriale des zones sous gestion est assurée par un système de surveillance qui est opérationnel tout au long de l'année, avec un suivi renforcé au cours de la saison des inondations (qui facilite l'entrée des envahisseurs) et de la période creuse (où il est plus facile de pêcher). Ce sont les pêcheurs eux-mêmes qui assurent la surveillance et le suivi. Ils ne sont pas payés pour cela, et il y a des frais de carburant pour le transport et de nourriture pour les équipes de surveillance.

En moyenne, le maintien de ce système de protection collective représente 40-45 % des coûts de

gestion du *pirarucu*. Mais si les groupes de gestion de cette pêcherie n'accomplissaient pas ces tâches, il y aurait sur le territoire des envahisseurs attirés par les gros stocks de *pirarucu* protégés par les communautés. Ces incursions entraîneraient la perte des poissons illégalement prélevés et feraient également fuir des bancs entiers, ce qui affecterait directement les quotas de pêche des groupes gestionnaires, et se traduirait par d'importantes pertes financières. Pour maintenir le système de protection, payé par les pêcheurs eux-mêmes, il est indispensable qu'ils puissent prélever le quota autorisé, et que les coûts de la surveillance soient couverts par les rentrées d'argent provenant de la commercialisation de leurs prises.

La pêche annuelle autorisée du *pirarucu* exige un certain nombre d'opérations : comptage de la population, prélèvement, transformation et transport jusqu'à l'acheteur, qui peut être le marché libre ou une grosse usine qui affinera la transformation. Ces activités qui sont exécutées de manière collective donnent lieu à des réunions de préparation, à la constitution d'équipes, à la fourniture d'infrastructures pour les camps et les expéditions jusqu'aux lacs sous gestion, puis à la capture, au

de 2019 qui étaient déjà inférieurs à un seuil de rentabilité raisonnable.

Les communautés indigènes et riveraines, les personnels de santé et les organisations d'appui du Brésil font des efforts collectifs pour s'occuper des personnes contaminées et pour empêcher la propagation du virus dans les zones rurales de l'Amazonie. Ils essaient de réduire autant que possible les sérieuses répercussions de cette pandémie. 

Les communautés indigènes et riveraines, les personnels de santé et les organisations d'appui du Brésil font des efforts collectifs pour s'occuper des personnes contaminées...

transport via les communautés jusqu'à la municipalité la plus proche ou la destination finale.

Généralement, des représentants des groupes gestionnaires doivent être présents à toutes ces étapes, ce qui n'est manifestement pas conforme aux mesures de précaution préconisées pour empêcher la propagation du virus. En outre, dans le contexte économique actuel, le marché est profondément affecté et ne peut garantir la demande pour ce poisson sous gestion, ce qui peut entraîner une baisse des cours, peut-être même en dessous des niveaux

Pour plus d'information

<https://www.devex.com/organizations/coordination-of-the-indigenousorganizations-of-the-brazilian-amazoncoiab-135182>

Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB)

<http://toobigtoignore.net/small-scalefishing-community-mobilization-in-brazilamidst-multi-faceted-challenges/>

Mobilisation de la petite pêche communautaire du Brésil face à de multiples défis

<https://www.telegraph.co.uk/news/2020/07/20/fears-brazil-healthworkers-brought-covid-19-indigenouscommunities/>

Au Brésil, on craint que des agents sanitaires aient apporté le Covid-19 dans les communautés autochtones

<https://www.nationalgeographic.com/history/2020/06/disaster-loomsindigenous-amazon-tribes-covid-19-cases-multiply/>

Un désastre menace les tribus indigènes de l'Amazonie alors que les cas de COVID-19 se multiplient

<https://theconversation.com/indigenouspeople-may-be-the-amazons-lasthope-130941>

Les populations autochtones sont peut-être le dernier espoir de l'Amazonie

Des héros méconnus

Au sein de la SADC, le poisson tient une grande place dans l'alimentation, et plus discrètement dans le commerce

Le poisson et ses produits dérivés sont une source majeure de protéines et de nutriments essentiels dans l'alimentation humaine. Tous les pays de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) disposent de poissons et autres espèces aquatiques, en eau de mer ou en eau douce. Cette ressource contribue grandement à la sécurité alimentaire et la nutrition des populations d'Afrique australe.

L'accroissement des populations, notamment dans les pays en développement, représente un sérieux défi car une demande grandissante va s'exercer sur des ressources alimentaires déjà très sollicitées. Selon le rapport 2015 sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, environ 2 milliards de personnes vont s'ajouter à la population mondiale actuelle, qui devrait passer à 9,6 milliards en 2050. Plus de la moitié de cette croissance démographique mondiale sera le fait de l'Afrique. On estime que les populations de 28 pays africains vont plus que doubler entre 2015 et 2050. À l'horizon 2100, les habitants de cinq pays de la SADC seront au moins cinq fois plus nombreux : Angola, République démocratique du Congo, Malawi, République unie de Tanzanie, Zambie. Au cours de la période 2015-2050, la moitié de la croissance démographique mondiale se produira dans neuf pays, dont deux membres de la SADC : République démocratique du Congo et Tanzanie.

Le rôle des pêches dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'a pas été très bien documenté dans la région concernée, pour diverses raisons, notamment les difficultés à obtenir des données et informations pertinentes.

La sécurité alimentaire c'est lorsque tous les ménages ont, physiquement et économiquement, accès à une quantité adéquate de poisson pour tous leurs membres, et qu'ils ne risquent pas de perdre cet accès. Les gens les plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire sont ceux qui vivent en zones rurales, y compris les communautés de pêcheurs et d'aquaculteurs.

La chaîne de valeur dans la petite pêche est souvent dictée par les conditions locales. Les bateaux constituent la base de la chaîne, avec une transformation primaire et secondaire effectuée à terre dans des ateliers, d'où le produit fini est directement expédié à des grossistes ou des détaillants. Les femmes participent principalement à des activités après capture, comme usinières dans des établissements organisés ou transformatrices informelles (fumage et salage notamment). Les femmes

La chaîne de valeur dans la petite pêche est souvent dictée par les conditions locales. Les bateaux constituent la base de la chaîne...

occupent une place importante pour la commercialisation dans certains pays, Angola et Mozambique par exemple. On dit que certaines sortent en mer pêcher ou récoltent divers produits sur l'estran pour une consommation courante ou comme source de revenu.

On peut répartir les apports de la petite pêche artisanale en cinq points : 1) contribution directe et 2) indirecte à la sécurité alimentaire du ménage, 3) contribution directe et 4) indirecte aux marchés intérieurs (locaux et nationaux), 5) contribution à la sécurité alimentaire mondiale.

Exports, imports

Le secteur de la pêche de la région concernée contribue à hauteur de 2 % environ au Produit intérieur brut de la SADC, les exportations s'élevant à environ 152 millions de dollars et les importations à 100 millions de dollars. Il emploie à peu près 145 000 personnes; et plus de 1 million de personnes bénéficient indirectement de cette activité. La consommation de poisson par habitant est de l'ordre de 11 kg, soit une moyenne de 16 % des apports de protéines animales et 5 % de l'apport total en protéines. Cela illustre bien

Cet article a été écrit par Chikondi Manyungwa-Pasani (cpasani@gmail.com), Département des pêches, Lilongwe, Malawi

Tableau 1 : Contribution du poisson à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la SADC, par pays et consommation par habitant

Pays	Contribution du poisson à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
Afrique du Sud	6 kg, ce qui est inférieur à la moyenne régionale, continentale et mondiale ; 2 % de l'apport total de protéines, 5 % de l'apport total de protéines animales
Angola	16 kg, 8 % de l'apport total de protéines, 26 % de l'apport total de protéines animales
Botswana	3 kg, 1 % de l'apport total de protéines, 3 % de l'apport en protéines animales, le tout en dessous des moyennes régionales
République démocratique du Congo	6 kg, 6 % de l'apport total en protéines, mais 39 % de l'apport en protéines animales, l'un des plus hauts de la SADC
Eswathini	2 kg, environ 1 % de l'apport total de protéines, 3 % de l'apport en protéines animales, bien en dessous des moyennes régionales, continentales et mondiales
Lesotho	Pas de données
Madagascar	Disponibilité, consommation, apport au total des protéines en dessous de la moyenne régionale, estimée en dessous de 5 kg
Malawi	8 kg, 28 % de l'apport total en protéines
Maurice	23 kg, 8 % de l'apport total en protéines, 17 % de l'apport en protéines animales
Mozambique	9 kg, 40 % de l'apport en protéines animales, 5 % de l'apport total en protéines
Namibie	12 kg, 5 % de l'apport total en protéines, 14 % des protéines animales
Seychelles	59 kg, le plus élevé de la SADC, 22 % du total des protéines, 48 % des protéines animales
Tanzanie	6 kg, 4 % de l'apport total de protéines, 22 % des protéines animales
Zambie	7 kg, 4 % du total des protéines, environ 20 % des protéines animales
Zimbabwe	3 kg, 2 % de l'apport total de protéines, 7 % de l'apport de protéines animales

Source : *Le rôle des pêches dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2016*, Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA)

l'importance de la pêche pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans cette région.

Le poisson est une source particulièrement importante de protéines dans bon nombre de pays africains, notamment pour les segments les plus pauvres de la population. Il a donc une place majeure dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Afrique. Dans les petits États insulaires en développement (Seychelles et Maurice, par exemple), l'approvisionnement en poisson par habitant est l'un des plus élevés dans le monde. Les gens ne peuvent pas vivre uniquement de poisson ; mais de petites quantités dans le régime alimentaire peuvent faire la différence en matière de santé, pour le développement du cerveau, des os, des muscles, pour prévenir la malvoyance, des problèmes cardiaques, le cancer, et atténuer les effets du VIH/sida. Le poisson est très nourrissant, riche en micronutriments essentiels, en minéraux, en acides gras essentiels et protéines. C'est un excellent complément dans les menus à base de céréales qui présentent des carences nutritionnelles.

Selon le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA), le poisson peut de toute évidence améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la SADC. Une consommation régulière d'espèces de petits poissons qui existent dans la région permet d'obtenir de précieux micronutriments, surtout lorsqu'elles sont consommées entières avec les os, la tête et les organes internes, où les micronutriments sont concentrés. En voici une liste : *arenque* (*Clupea harengus*), *dagaa* (*Rastrineobola argentea*), *kapenta* (*Limnothrissa miodon*), *matemba* (*Barbus paludinosus*), *sardines* (*Sardina pilchardus*), *usipa* (*Engraulicypris*) et *utaka* (*Copadichromis*). Il conviendrait donc d'accorder plus d'attention au poisson dans les politiques alimentaires pour les raisons suivantes : son importance dans le panier alimentaire, ses propriétés nutritionnelles uniques, sa plus grande efficacité de production, sa faible empreinte carbone par rapport à d'autres formes de production animale.

Il existe une connotation étroite entre sécurité alimentaire, bonne



Transformatrices à Ngwalu Beach, district de Salima, Malawi. Il existe un lien étroit entre sécurité alimentaire, bonne nutrition et genre.

nutrition et genre. L'accès général des populations à la nourriture repose en grande partie sur le travail des femmes des campagnes. Les économies des pays de la SADC restent essentiellement agraires, l'agriculture jouant un rôle important dans le développement socio-économique. Dans cette région, les femmes représentent plus de 60 % de la production totale de nourriture ; elles fournissent la majeure partie de la main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture (la pêche étant un sous-secteur de ce secteur général). Dans certains pays membres, elles effectuent plus de 70 % du labeur agricole.

Le commerce interrégional du poisson joue un rôle clé dans le développement socio-économique de la SADC. Les femmes de la petite pêche artisanale y ont un rôle important et apportent une contribution majeure à ces échanges. Elles sont surtout présentes dans le commerce informel. On estime que 70 % des personnes qui pratiquent un commerce informel transfrontalier dans la SADC sont des femmes. Environ 30-40 % des échanges au sein de cette région sont le fait de cette activité. Des données relatives à l'emploi dans le secteur de la pêche de la SADC sont disponibles pour quelques pays ; et des données ventilées par sexe existent pour seulement deux maillons de la chaîne de valeur, à savoir les pêcheurs et les transformateurs.

Femmes invisibles

Malgré son importance dans la pêche et les communautés, l'apport des femmes reste souvent invisible, considéré comme une simple extension de leurs tâches domestiques. Il en résulte qu'elles sont absentes des débats concernant la pêche. Une étude récente montre que les femmes tiennent une grande place dans les chaînes de valeur de la pêche à petite échelle, et que cette participation a des résultats différenciés au niveau des individus, des ménages et des communautés. Les relations au sein du ménage se sont améliorées grâce à la participation des femmes à la chaîne de valeur. On a constaté une évolution significative concernant les rôles respectifs des hommes et des femmes et leur participation aux prises de décision, notamment dans les choix stratégiques portant sur l'approvisionnement alimentaire et nutritionnel. Par leur participation aux activités de la chaîne de valeur, les femmes ont un rôle important au sein du ménage, car elles génèrent ainsi des revenus qui seront utilisés pour l'alimentation et la nutrition.

Les questions de genre visant à défendre les intérêts des femmes à divers niveaux font l'objet d'une attention accrue de la part des organisations. Dans la pêche artisanale, les mécanismes de coordination et d'organisation des femmes concernent le commerce du poisson et les associations de

transformatrices. Ces groupements sont un moyen de s'engager dans le dialogue politique. Ils offrent des plateformes utiles pour des contacts et partenariats commerciaux, pour échanger également des informations pertinentes en matière de techniques de transformation, de manipulation et conditionnement du poisson.

Ils favorisent une culture d'entreprise chez les femmes. Le Secrétariat de la SADC a travaillé en partenariat avec le Bureau régional de WorldFish pour l'Afrique australe, basé en Zambie, dans un projet intitulé « Améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté par le commerce intra-régional du poisson », (appelé couramment Projet commerce du poisson), qui a été exécuté entre 2013 et 2017. Il a appuyé le développement de onze normes harmonisées de qualité du poisson pour la SADC. Elles contribueront à renforcer les capacités commerciales dans les associations du secteur privé, en particulier des femmes transformatrices et mareyeuses, afin de mieux profiter de l'expansion des échanges grâce à des petites et moyennes entreprises compétitives.

Surmonter les défis

Un certain nombre d'associations et de réseaux de femmes dans la pêche artisanale ont profité de cette intervention. Dans la SADC, on citera deux exemples : la Kafue Women Fish Processors' Association et Lotuno Enterprises Ltd. en Zambie. Les groupes ont bénéficié de structures de stockage pour améliorer la durée de conservation des produits de la pêche. Ils ont été initiés à des stratégies visant à surmonter les difficultés dans le commerce du poisson et à appliquer des méthodes hygiéniques de manipulation du poisson. Les normes (surtout pour les saucisses et snacks de poisson) ont aidé l'association des transformatrices à améliorer les façons de faire et à négocier de nouveaux débouchés en dehors de la Zambie.

Dans les débats sur la pêche, les spécialistes se concentrent essentiellement sur des questions de durabilité biologique et d'efficacité économique, en négligeant ce que la pêche peut apporter pour lutter contre la faim et la malnutrition et pour fournir des moyens de subsistance. La plupart des experts et décideurs régionaux en matière de sécurité alimentaire non liée à la pêche ne paraissent guère au courant de ces choses. Ils n'ont pas conscience du rôle primordial tenu par les pêcheurs à l'heure actuelle et pour l'avenir. Jusqu'à présent, le poisson n'apparaît que de manière marginale

dans les débats régionaux. De nombreux programmes nutritionnels l'ignorent, ne reconnaissent pas, n'exploitent pas son potentiel pour la réduction des carences en micronutriments.

Selon les conclusions d'une étude SmartFish de 2013 intitulée *Flavoring Fish into Food Security* (par Kurien et Lopez Rios), cette absence d'intégration de la pêche dans les politiques de sécurité alimentaire peut être attribuée à une participation quasi nulle des agents nationaux des pêches dans l'élaboration des politiques. Le poisson mérite plus d'attention compte tenu de son importance dans le panier de la ménagère, de ses propriétés nutritionnelles uniques, de sa plus grande efficacité de production, de sa faible empreinte carbone par rapport à d'autres formes de production animale. Les défis à relever sont de plusieurs sortes : rendre le poisson plus abordable pour les pauvres, améliorer la durabilité environnementale du secteur de la pêche, faciliter l'emploi lié au poisson et à ses dérivés, réduire les tensions entre petits producteurs et producteurs commerciaux, lutter contre le changement climatique.

Malgré leur importante contribution à la pêche artisanale, malgré ce qu'elles apportent à la sécurité alimentaire, les femmes restent confrontées à bien des difficultés : manque d'infrastructures de stockage du site de débarquement jusqu'aux frontières, harcèlement par les agents des douanes, confiscation de la marchandise à cause de l'absence de documents d'exportation, pas d'environnement porteur qui puisse aider transformatrices et commerçantes dans leurs activités transfrontalières, notamment aux marchés officiels de la région. Ces points devraient être traités en priorité. 

Pour plus d'information



<https://www.sadc.int/>

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

<http://www.fao.org/3/ca7343en/CA7343EN.pdf>

Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique : Répercussions du ralentissement économique et de la récession sur la sécurité alimentaire en Afrique

Petit poisson, gros résultat

Proposer du petit poisson à petit prix, voilà qui ferait disparaître la faim et améliorerait la nutrition dans les foyers pauvres des villes

Les petits poissons sont en effet la base de l'approvisionnement en protéines animales dans les quartiers urbains pauvres d'Accra (Nima, Chorkor, Ga Mashie, James Town) et de Tamale (Sagnarigu, Kukoo, Sakasaka, Salamba). Telle est la conclusion d'un récent projet de recherche intitulé Fish4Food. L'équipe universitaire derrière cette initiative venait de l'Université d'Amsterdam, de l'Université du Ghana, de l'Université de science et technologie Kwame Nkrumah. Jusqu'à une date récente, cet aspect important était largement ignoré. Les résultats de la recherche font apparaître que les pauvres des villes préfèrent les petits pélagiques (anchois, harengs, maquereaux), plutôt que d'être attirés par des poissons plus gros, sans mentionner des poissons d'élevage de plus en plus populaires, comme le tilapia et le poisson-chat.

Sans parler également de sa taille et de sa valeur nutritive, le poisson est assurément indissociable de la cuisine ghanéenne. Près d'un tiers du revenu moyen des ménages urbains consacré à l'alimentation passe dans le poisson. Les Ghanéens ont un gros appétit pour cette denrée dont la consommation annuelle par habitant s'élève à 25 kg. C'est bien plus que la moyenne africaine estimée à 10,5 kg, et au-dessus des 20,3 kg de la moyenne mondiale. En plus des chiffres bruts, cette étude propose un vaste tableau du poisson en tant que nourriture, et des répercussions de ce niveau élevé sur des pêcheries déjà en déclin. Le poisson va-t-il pouvoir continuer à figurer dans le régime alimentaire des pauvres des villes ?

Bien avant l'arrivée des sciences modernes, les communautés indigènes du Ghana s'y connaissaient en nutrition. La bonne cuisinière savait choisir son poisson et ses ingrédients dans un ordre précis et au moment exact, non seulement pour la valeur diététique mais aussi pour obtenir les délicieux éléments des goûts régionaux

et ethniques. Citons quelques plats de base : *akple* avec *abobi tadzi*, *etsew* avec *Fante-Fante*, *banku* avec *shitorlo*. Ces préparations sont riches en protéines et en oméga-3. Pendant des générations, les ménages en ont profité pour leur santé, et les recettes n'ont guère changé.

Les ménages

En analysant les données concernant 300 ménages à faibles revenus d'Accra et de Tamale, le projet Fish4Food a

Les Ghanéens ont un gros appétit pour cette denrée dont la consommation annuelle par habitant s'élève à 25 kg. C'est bien plus que la moyenne africaine estimée à 10,5 kg...

constaté que le poisson est relativement abordable, qu'il représente une bonne partie du budget alimentaire des ménages urbains pauvres. Les chercheurs ont, en outre, relevé que d'autres facteurs influencent le type de poisson consommé : la localisation, la disponibilité, le goût, la taille, l'influence de la religion.

Qu'est-ce qui fait qu'un ménage dépense plus ou moins pour le poisson ? L'étude suggère un certain nombre de réponses judicieuses, notamment le revenu des ménages et la taille des ménages. « Par rapport au budget disponible, les riches dépensent moins sur leur poisson, les pauvres davantage », note l'étude. À mesure que les pauvres s'enrichissent, la part de leur revenu affectée au poisson diminue. Une augmentation des ressources financières permet de libérer la dépense et de se tourner vers d'autres sources de protéines : bœuf, chèvre, volaille...

L'étude montre bien l'influence de la taille du ménage : « Quand le ménage grandit, il consacrera

Cet article a été écrit par **Peter Linford Adjei** (pieroquz@gmail.com), TESCOOD (Services techniques pour le développement communautaire), Accra, Ghana, Membre de l'ICSF

probablement moins d'argent au poisson. Un ménage plus nombreux a sans doute besoin de davantage de poisson, mais cela coûterait forcément plus cher. Les familles nombreuses vont donc dépenser moins sur le poisson et se tourner vers des achats moins coûteux, comme le poulet et les œufs d'importation ».

Indépendamment de l'influence des revenus et de la taille du ménage sur les achats, la consommation de poisson ne va probablement pas diminuer dans un avenir proche. Avec l'accroissement de la population, la demande va aller en augmentant. Et naturellement, la durabilité des ressources halieutiques sera de plus en plus préoccupante.

Pour satisfaire une demande sans cesse croissante, le Ghana prélève environ 450 000 tonnes de poisson en mer et dans les eaux intérieures, et aussi les piscicultures. Il importe également 450 000 tonnes. On estime que 2,6 millions de Ghanéens tirent leur subsistance de la pêche et des chaînes de valeur qui lui sont associées. Compte tenu du grand nombre d'acteurs et de communautés qui dépendent de la pêche, ce secteur occupe une place centrale en matière d'emploi, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Mais la forte demande sur

le poisson exerce une pression énorme sur les ressources halieutiques. Depuis un certain temps, les débarquements sont en baisse. À cela s'ajoute un déficit annuel croissant d'environ 50 %, comblé en grande partie par des importations.

Toute augmentation significative de la facture des importations est un mauvais signe pour les personnes à faibles revenus car une forte hausse des prix mettra à mal leur capacité à acheter du poisson. Comme le poisson fournit environ 60 % de l'apport moyen national de protéines animales, toute perturbation des fragiles éléments de la sécurité alimentaire (disponibilité, stabilité, utilisation et accès) aura de sérieuses répercussions sur la santé nutritionnelle des pauvres des villes.

Les gouvernements successifs ont élaboré diverses politiques visant à surmonter les difficultés du secteur de la pêche. Une grande importance a été donnée aux mesures législatives : Loi sur la pêche (loi 625) en 2002, Règlementation des pêches de 2010, notamment. Plus récemment, il y a eu un système de suivi des navires, des patrouilles maritimes, des groupes locaux de vigilance, des périodes de fermeture de la pêche. Cela a donné lieu à de modestes résultats ; mais le tableau

PETER LINFORD ADJEI



Déchets sur la plage à Teshie, Ghana. Particules de plastique et polluants chimiques peuvent être absorbés par le poisson et entrer dans la chaîne alimentaire jusqu'au consommateur.

général n'est guère encourageant : les stocks de poissons marins continuent à décliner. Pourquoi ?

Le Ministère des pêches et de l'aquaculture considère que la surpêche et les surcapacités des navires, notamment, font obstacle à la reconstitution des stocks. Les pêcheurs ne peuvent sans doute pas être poursuivis pénalement pour surpêche ; mais il existe pour ce secteur de nombreuses preuves de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), et qui frise la criminalité.

Secteur informel

Parmi les infractions, il y a l'usage de lumières, d'explosifs, de maillages non conformes, et la pratique plus destructive du transbordement en mer, appelé *saiko* en langue locale. Il s'agit de vendre ou d'échanger des prises accessoires entre chalutiers et pêcheurs artisans ou collecteurs, contre de l'argent ou des marchandises. Il reste à évaluer l'importance de cette pratique qui pénalise les pêcheries locales. Mais une chose est certaine : en recourant à la force brute, les chalutiers prélèvent tellement de juvéniles que les poissons peinent à se reproduire en nombre et à atteindre leur maturité.

En plus du *saiko*, il y a la pollution, due surtout au plastique. Les fragments de plastique et les polluants chimiques (mercure, dichlorodiphényltrichloroéthane/DDT...) peuvent être ingérés par le poisson et passer dans la chaîne alimentaire jusqu'au consommateur. Les sérieuses préoccupations exprimées par diverses parties prenantes et le regain d'attention de la part du Ministère pour assainir le secteur de la pêche sont des développements très importants car les moyens de subsistance des pêcheurs et la principale source de protéines animales pour les Ghanéens sont en jeu.

Le Ghana est doté d'une chaîne de valeur du poisson qui fonctionne, soutenue par un vigoureux secteur informel, des réseaux de relations et des télécommunications améliorées, avec le téléphone portable qui offre des services bancaires. Dans ses recommandations, l'étude Fish4Food recommande un renforcement des chaînes de valeur pour les petits pélagiques via une amélioration des emballages, du stockage et du transport. Si c'est suivi d'effets, les chercheurs sont convaincus qu'on obtiendra du poisson



Environ 2,6 millions de Ghanéens tirent leur subsistance de la pêche et de ses chaînes de valeur. C'est un secteur essentiel pour lutter contre la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire.

plus sûr, plus frais et plus accessible pour les ménages à faible revenu. Et ce sera là une importante contribution à l'ODD 2 : l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Cependant, en l'absence de consultations visant à s'assurer du Consentement préalable libre et éclairé des petits pêcheurs, du secteur et des organismes de réglementation, l'objectif Zéro faim restera irréalisable, comme on le voit par l'inefficacité des tentatives précédentes. Les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté fournissent un cadre global permettant de traiter les problèmes de la pêche artisanale dans un contexte plus organisé, plus inclusif, plus digne, à la lumière des droits humains, de la non-discrimination, de la transparence et de la responsabilité de chacun.

La véritable force de ces Directives réside à la fois dans le recensement des obstacles et les orientations proposées pour les amendements, les mesures législatives nouvelles ou complémentaires, les dispositions réglementaires envisagées.

Pour plus d'information

<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/88535/101263/F583967126/GHA88535.pdf>

Loi sur la pêche, 2002 (Act 625)

<https://www.mdpi.com/2071-1050/11/10/2807/htm>

Évaluation de la sécurité alimentaire dans les ménages de communautés de pêcheurs au Ghana

<https://www.mdpi.com/2071-1050/12/19/7932/pdf>

Comportements de consommation du poisson et perception de la sécurité alimentaire dans les ménages urbains à faibles revenus

Séché, testé, dégusté

Le pindang, mode de préparation traditionnelle du poisson, donne une saveur toute particulière à la cuisine du Java oriental

26

La régence de Sumenep est située à la pointe est des îles de Madura, dans la province du Java oriental. Elle est connue pour ses importantes pêcheries et son potentiel maritime. Il existe plusieurs types d'engins de capture à Madura, principalement le *payang*, une sorte de senne très commune, indispensable pour les pêcheurs. Il ressemble à un chalut, avec des ailes et une poche à la partie supérieure soutenue par des flotteurs et des lests fixés à la partie inférieure. Le second type, introduit par le gouvernement indonésien en 1976 afin d'améliorer l'efficacité, est la senne coulissante. Elle est plus grande, plus productive que la senne *payang*. Il y a

en boîte et des farines de poisson, ce qui nécessite des capitaux. Dans la population de Sumenep, le poisson est quotidiennement au menu. Sous une forme ou une autre, il est toujours présent dans toutes les cuisines comme source habituelle de protéines.

Dans les activités après capture, le poisson est traité selon diverses méthodes artisanales. Cela est dû au manque d'équipement frigorifique dans la chaîne d'approvisionnement en zone rurale. Ces pratiques se sont maintenues depuis des décennies grâce au savoir-faire des populations locales. Prenons l'exemple d'une commerçante qui vend des produits alimentaires, qui circule à motocyclette chaque jour, du lever du soleil à midi. Elle n'a jamais de poisson frais, trop périssable dans un climat tropical. Le poisson frais n'est pas facile à conserver, à cause d'un environnement où il se détériore en quelques heures, à cause du manque d'équipement de réfrigération. Pour exercer son métier dans ces conditions, elle utilise des méthodes particulières pour chaque type de poisson qu'elle propose.

Ces pratiques se sont maintenues depuis des décennies grâce au savoir-faire des populations locales.

aussi la pêche au filet maillant qui a été très pratiquée dans les communautés de Madura. On distingue trois catégories : le filet dérivant, le filet à crevettes et le filet fixe. La plupart des pêcheurs artisans utilisent le *bagan*, qui est une plateforme de pêche fixe exploitée durant une campagne. Le filet est descendu sous la structure à l'aide d'un treuil ; quand un nombre suffisant de poissons ont été pris, le filet est remonté. Le processus est ensuite répété jusqu'à satisfaction.

La plupart des produits de la mer de Sumenep sont utilisés comme nourriture. Il y a le poisson frais et le poisson artisanal transformé (séché, salé, bouilli, fumé). Il y a aussi du poisson congelé, du poisson

Techniques traditionnelles

Cinq préparations sont très demandées dans le marché local ici. Tout d'abord, le fameux *pindang*. Ce terme désigne la façon de le cuire : les ingrédients sont bouillis dans du sel avec diverses épices. À noter qu'à Sumenep, le poisson *pindang* est habituellement cuit avec uniquement du sel. Mais comme le *pindang* est bien connu ailleurs aussi, il existe d'autres variantes à travers le pays. Ces techniques font partie de la tradition dans les populations de Java et Sumatra, où on trouve une variété de préparations dans les marchés traditionnels. Certains se servent de pelures d'échalotes, de feuilles de

Cet article a été écrit par **Kyana Dipananda** (r.dipananda@uva.nl), actuellement sur le terrain à Sumenep, Indonésie



Au marché de Gapura, district de Gapura, régence de Sumenep. À cause du manque de réfrigération, on utilise diverses méthodes traditionnelles pour conserver le poisson.

goyaves, de teck ou de thé, ou autres espèces communes de l'Asie du Sud-Est. Cela donne à la sauce une couleur variant entre le jaune et le brun. Cela permet également au poisson de se conserver plus longtemps que le poisson bouilli sans garniture.

Au marché local de Sumenep, on trouve habituellement des femmes qui vendent du *pindang* dans leurs paniers. C'est généralement de la bonite ou du maquereau de diverses tailles. Les endroits où l'on prépare le *pindang* sont dispersés à travers la ville, certains dans les secteurs nord (Pasongsongan, Slopeng, Ambunten, Dungkek). Des ateliers ont commencé à s'installer à proximité des marchés traditionnels, par exemple l'échoppe située à Pasar Anom dans le centre de Sumenep. La plupart de ces commerçants cherchent à réduire leurs coûts de production et de distribution.

Les mères des secteurs ruraux de Sumenep sont de très bonnes clientes pour le *pindang*. Elles sont habituées au goût particulier de cette préparation. La recette la plus appréciée est appelée *palappa koneng*. En madurais, *palappa* signifie épices et *koneng* signifie jaune.

Sothis désigne des épices jaunes. Le poisson est bouilli avec divers condiments : ail, oignon, bancoulier, curcuma, piment, tamarin, poivre, gingembre, sel, sucre. Le *Pindang* ainsi assaisonné est ensuite frit juste avant d'être servi. Comme elles ne disposent pas de réfrigérateur ou refroidisseur, les femmes comptent sur les épices pour garder le poisson.

Pâte de poisson

Le second produit très demandé est une pâte de poisson appelée *petis*. Elle est faite à partir de sous-produits de poissons, moules ou crevettes qui sont chauffés jusqu'à obtenir une sauce épaisse. À Sumenep, les *petis* proviennent de la soupe restant après la cuisson du *pindang*. Ces produits ont diverses formes et saveurs. Les *petis* confectionnés à Madura sont caractéristiques : salés, brillants et bruns-rouges. Une bonne partie provient de Pasean, Pasongsongan et Ambunten, principaux secteurs où l'on trouve des échoppes à *pindang*.

Les *Petis* sont souvent servis avec une sauce pimentée, qui accompagne aussi le riz, le poisson frit, le tofu frit

et divers légumes (concombre haché, pousses...). Ils sont généralement vendus dans des marchés traditionnels ou par des commerçants itinérants qui passent dans les villages. Pour les petits sacs, les *petis* se vendent à des prix bas abordables. Les gens du lieu pensent que ce produit a donné à la nourriture de Sumenep une identité particulière qui la distingue des autres aliments du Java oriental.

Le troisième produit également très demandé est le poisson fumé. Le fumage est une autre technique artisanale à Sumenep. Le poisson subit ce processus dès qu'il est débarqué. Ce sont généralement les femmes qui s'en occupent. Ensemble, elles brûlent des épis de maïs et des fibres de noix de coco. La fumée qui se dégage donne un arôme spécial au poisson. Et la chaleur donne au poisson frais une coloration noire brillante. La fumée assure une cuisson lente qui facilite la conservation du poisson sans réfrigération.

Le séchage au soleil et le salage sont également très employés. Dans

d'endroits de l'Indonésie. Les plus chers se destinent à l'exportation ; les moins chers sont écoulés sur les marchés locaux. Comme le poisson séché contient plus d'os que la viande, les consommateurs plus aisés ont tendance à s'en détourner. 

... Comme il dure plus longtemps, le poisson séché est la nourriture de base quand les temps sont durs, quand l'autre poisson est trop cher.

les deux cas, le séchage est le même, du sel de mer étant ajouté dans le second cas. Le travail est exécuté en grande partie par des femmes. Elles se chargent du nettoyage et du séchage du poisson, effectuent le salage, préparent le conditionnement pour la vente en vrac. Le plus souvent, elles sont à la tâche dans des conditions lamentables, et gagnent très peu. Le prix de vente du poisson séché varie selon sa taille et sa qualité. À Sumenep et dans les zones rurales adjacentes, ce produit est abordable. Les gens qui ont des poches plus profondes ne l'estiment guère.

Demande extérieure

La filière du poisson séché de Sumenep est bien connue au Java oriental ; ses produits sont expédiés vers beaucoup

Pour plus d'information



<https://edepot.wur.nl/238229>

Le secteur des produits de la mer en Indonésie : analyse de la chaîne de valeur

http://www.gbgindonesia.com/en/agriculture/article/2014/indonesia_s_aquaculture_and_fisheries_sector.php

Le secteur de l'aquaculture et des pêches de l'Indonésie

Femmes fortes, nation solide

Des recherches innovantes ont rassemblé des données qui contribueront à lutter contre les disparités entre les sexes et à améliorer la sécurité alimentaire

En octobre 2018, Leocaldia de Araujo, femme de la pêche vivant dans un village de 300 habitants à la pointe nord de l'île d'Atauro au Timor-Leste, s'avancait d'un pas tranquille et assuré sur une estrade de la capitale, Dili. Elle représentait les travailleuses de la pêche lors du Forum national de la pêche, qui constituait le plus grand rassemblement concernant ce secteur depuis l'Indépendance. Sa présence devant une foule essentiellement masculine signalait le début d'une évolution dans les pêcheries de ce pays. Elle se présentait, elle-même et sa communauté, comme un exemple d'*ami povu ki'ik* (les pauvres et marginalisés) qu'il conviendrait d'écouter.

« Nous comprenons qu'il est nécessaire de bien gérer les ressources marines, dit-elle. Elles nous donnent la nourriture et de l'argent. Nous sommes un maillon important de cette chaîne, et nous pouvons participer à cette gestion, pour nos familles et pour la génération à venir ».

Le Timor-Leste (ou oriental) est un jeune État qui occupe la moitié d'une île à l'extrémité orientale de l'archipel indonésien. Il a obtenu son indépendance de l'Indonésie en 1999. Plus de 80 % de la population habite en milieu rural, et vit de l'agriculture. Environ 60 % de cette population manque de sécurité alimentaire ; et 50 % des enfants souffrent de malnutrition à cause d'une alimentation trop peu diversifiée. La flottille de pêche est petite et presque totalement artisanale : pirogues à rames et petits bateaux à moteur qui ciblent les pélagiques des récifs et du littoral à l'aide de filets maillants et de lignes à main.

Pour résumer la contribution des femmes à la longue et coûteuse marche vers l'indépendance au temps de la colonisation portugaise et de l'invasion indonésienne, un dicton local a été inventé : *Feto forte, nasaun forte*, ce qui veut dire Femmes fortes, nation solide. Mais les normes qui façonnent les relations sociales au Timor-Leste contredisent ce sentiment, car il existe bien des choses qui font obstacle à l'égalité des sexes.

La situation n'est pas différente dans la pêche. En général, ce secteur renvoie à des images d'hommes sur des bateaux. Cela est en train de changer progressivement à mesure que se mettent en place des systèmes de gouvernance plus inclusifs. Les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives SSF) soulignent que l'égalité hommes-femmes constitue un volet essentiel d'une gouvernance efficace des pêches. Elles insistent sur le fait que les acteurs et les programmes de la pêche doivent considérer les femmes comme contributrices à part entière à la pêche artisanale, comme moteurs des économies locales grâce à leur engagement dans tous les maillons des chaînes de valeur de ce secteur.

Les Directives insistent sur le fait que les acteurs et les programmes de la pêche doivent considérer les femmes comme contributrices à part entière à toutes les chaînes de valeur de la pêche artisanale.

À cette fin, il importe de combler les lacunes en matière de données sur les questions de genre et de s'attaquer aux obstacles à tous les niveaux.

Confiance et acceptation

La gouvernance inclusive ne se limite pas à accorder à toutes les parties prenantes la possibilité de participer aux prises de décision. Elle considère plutôt que les utilisateurs de la ressource (hommes et femmes) sont le point final à l'aune duquel il convient de mesurer le succès ou l'échec. La légitimité des règles et réglementations en matière de gestion des pêches est directement liée au degré de confiance et d'acceptation que les utilisateurs de la ressource (hommes et femmes, groupes socio-économiques) accorderont au processus.

Cet article a été écrit par **Joctan dos Reis Lopes** (j.dosreislopes@cgiar.org), **Agustinha Duarte** (a.duarte@cgiar.org), chercheurs analystes au WorldFish Center, Timor-Leste, **Alexander Tilley** (a.tilley@cgiar.org), scientifique au WorldFish Center, Malaisie

J. DOS REIS LOPES / WORLD FISH



La pêche est une source directe de bonne nourriture et de revenus pour les membres de la famille qui s'adonnent à divers modes de transformation de la ressource.

30

Jusqu'à une date récente, les responsables des pêches du Timor-Leste se sont exclusivement intéressés aux « hommes dans leurs bateaux ». Mais de nouvelles recherches sont en train de prêter main forte pour boucher les trous en matière de données sur les problèmes de genre. Elles mettent en évidence l'importance de l'engagement des femmes, de leur contribution aux activités de pêche du pays, aux flux de distribution des aliments aquatiques aux ménages et au sein des réseaux sociaux. Le recensement national montrait que 5 % des ménages du littoral participaient à la pêche. Mais de nouvelles recherches qui intègrent les activités des femmes et la pêche de subsistance estiment que le pourcentage pourrait atteindre 80 % des ménages dans de nombreuses régions côtières défavorisées. Cela prouve qu'il faudrait plus d'égalité hommes-femmes dans la collecte des données, et mieux faire pour intégrer les considérations de genre dans les politiques et les programmes. Par ailleurs, l'amélioration des données de genre conduit à une nouvelle appréciation du lien étroit entre pêche côtière et sécurité alimentaire des zones rurales, particulièrement en temps de crise. Ces choses donnent lieu à une nouvelle volonté politique, un nouvel élan aux pêcheries du Timor-Oriental, ce qui devrait permettre de promouvoir

des objectifs de développement plus larges.

Cinq exemples vont illustrer les principaux types de pêche pratiqués par les femmes. On peut les comparer au stéréotype traditionnel : la pêche au large est pratiquée par des hommes sur des bateaux. Les activités des femmes sont primordiales mais souvent laissées de côté dans les rapports sectoriels, l'élaboration des politiques et des programmes.

Sur l'île d'Atauro, la pêche traditionnelle au harpon, avec des lunettes en bois faites à la main et une lance hawaïenne, est pratiquée depuis plus d'un siècle par de petits groupes de femmes qui ciblent les poissons de récif, et qui récoltent aussi des palourdes et autres coquillages dans les habitats en bordure de récif. Ce sont les « sirènes » du Timor-Leste, les femmes plongeuses (*Wawata Topu*) qui, depuis quatre générations, s'efforcent d'extraire leurs moyens de subsistance de la mer. Leur savoir-faire dans ce domaine se transmet d'une génération à l'autre. La nourriture extraite de la mer fait partie de leur régime habituel, tout comme la pêche fait partie de leur culture. Cette activité est une source directe de bonne nourriture et de revenus pour les membres de la famille qui s'adonnent à divers modes de transformation de la ressource.

Le second exemple concerne des femmes qui, tout au long de l'année,

cultivent des algues dans des villages côtiers où l'environnement se prête à cette activité. Elles passent des heures au soleil en marchant le long des filins qui retiennent les algues parallèlement au rivage. Elles enlèvent les débris et des algues qui viennent s'y accrocher, et vérifient l'ancrage des filins pour résister aux courants forts. Les algues sont récoltées régulièrement (presque chaque semaine) puis mises dans des sacs ou paniers confectionnés avec des feuilles sèches de palmiers, ou étendues au soleil. Chaque samedi, elles sont transportées par bateau, par rickshaw (*tiga roda*) via la mauvaise route qui mène au marché local (*basar*). Les femmes qui n'ont pas de quoi payer le transport doivent marcher pendant des heures le long de la falaise avec leur récolte sur la tête ou sur les épaules. Les algues vendues localement, généralement fraîches et crues, entrent dans une recette du lieu appelée *budutasi*. Elles sont mélangées avec divers autres ingrédients : jus de citron, piment, ail, tamarin... Le prix à l'exportation des algues séchées est très faible, mais c'est une source de revenu significative pour ces communautés isolées où les cultures de rapport sont rares.

Le troisième exemple porte sur la cueillette, qui est une activité très populaire au Timor-Leste. Femmes et enfants récoltent des mollusques, des crabes, des algues, des poissons, des poulpes sur l'estran, dans la mangrove et autres endroits peu profonds lorsque la mer se retire. Un article publié récemment (*Contribution of women's fisheries substantial, but overlooked, in Timor-Leste*) note que si ces personnes ne prélèvent pas grand-chose, elles reviennent généralement à la maison avec quelque chose. Les hommes passent bien plus de temps en mer et ont des taux de capture en baisse. Les retombées des activités de cueillette sur les récifs proches des communautés sont vraisemblablement substantielles. Et les personnes qui observent quotidiennement ces ressources ont recueilli aussi un savoir inégalé sur leur dynamique écologique dans l'espace et dans le temps.

Femmes et enfants

Il va de soi que ce savoir devrait être reconnu par les structures officielles de la gouvernance, pour contribuer utilement à la gestion des ressources concernées. L'une des façons de procéder pourrait être une saine collaboration entre communautés et pouvoirs publics ou autres institutions, autrement dit la cogestion. Des travaux récents ont évalué la pertinence de ce système pour les pêcheries du Timor-

Leste. Il en ressort très clairement qu'il peut donner lieu à une gouvernance inclusive en se fondant sur la pratique rituelle locale du *tara bandu*, qui interdit les activités désignées sous peine de sanctions spirituelles et matérielles. Dans ce pays, le secteur de la pêche et ses chaînes de valeur fonctionnent sur un mode essentiellement informel. Et on ne tient guère compte du fait que, dans les villages, bon nombre de femmes commercent : elles achètent et vendent du poisson frais, des aliments aquatiques séchés, confectionnent et vendent des plats traditionnels, fabriquent des objets d'artisanat, des ornements avec des coquillages (colliers et bagues à partir de mollusques, bivalves et gastéropodes). Le poisson cuit au barbecue est ce qui accompagne le plus souvent le *Katupa*, une emblématique préparation locale : du riz enveloppé dans des feuilles de cocotier tressées et cuit avec de l'huile de noix de coco fraîche. Les échoppes proposant poisson et *katupa* sont alignées le long des routes qui

Les femmes pêchent, cultivent des algues, commercent, gèrent le ménage, élèvent des enfants.

traversent les petits villages du pays. Elles sont un important maillon de la chaîne de valeur qui va du pêcheur au consommateur.

À Beacou, un petit village situé près de la frontière occidentale, sur la côte nord, un groupement de femmes a développé des préparations à base de poisson au sein d'une entreprise sociale visant à améliorer la nutrition en facilitant l'accès au poisson. Cela est particulièrement important pour les femmes allaitantes et les bébés de moins de deux ans. Cela permet de diversifier suffisamment l'alimentation pour que l'enfant bénéficie de micronutriments indispensables à son développement. La poudre de poisson est un mélange de chair de poisson, de feuilles de marungi (*Moringa oleifera*), de crevette séchée, de graines de sésame rôties et d'épices. Il y a aussi des conserves de sardine en pots. Depuis 2019, ces produits commencent à être achetés et distribués par des supermarchés locaux de la capitale, Dili.

Afin de suivre les progrès réalisés par les pays vers les Objectifs de développement durable des Nations

J. DOS REIS LOPES / WORLD FISH



Femmes et enfants récoltent des mollusques, des crabes, des algues, des poissons, des poulpes sur l'estran, dans la mangrove et autres endroits peu profonds lorsque la mer se retire.

32

Unies, vers les objectifs des Directives SSF, une première étape consiste à bien comprendre, sur la base de faits concrets, la façon dont hommes et femmes apportent leur contribution aux activités de pêche. L'apport étendu et crucial des segments où prédominent les femmes reste à ce jour méconnu dans les données et indications servant à élaborer les politiques et les programmes.

Il est donc évident que, en matière de suivi et de gestion des pêcheries nationales, on doit pouvoir disposer d'instruments sexospécifiques. Les femmes pêchent, cultivent des algues, commercent, gèrent le ménage, élèvent des enfants. Mais la dynamique du genre et les obstacles qu'elle crée (y compris des normes restrictives) continue à faire perdurer les lacunes dans ce domaine. Les asymétries et déséquilibres de pouvoir engendrent des inégalités de gouvernance dans ce secteur, du local jusqu'au national.

Le travail de WorldFish et de ses partenaires, et de pêcheurs comme Leocaldia, montre qu'on peut faire usage de données, de recherche participative pour exposer obstacles, disparités et lacunes. Preuves documentaires et démarches innovantes pourront contribuer à faire évoluer le secteur de la pêche vers plus d'intégration pour le bien-être de tous les travailleurs de la pêche. En ayant les yeux fixés sur les

Objectifs de développement durable, rallions-nous derrière ces mots : *Feto forte, nasaun forte*. Ce doit être l'appel à l'action dans tous les secteurs du pays, y compris bien sûr la pêche !

Pour plus d'information



<https://link.springer.com/article/10.1007/s13280-020-01335-7>

Au Timor-Leste, la contribution des femmes au secteur de la pêche est importante, mais passe inaperçue

<http://www.fao.org/3/i7419fr/i7419FR.pdf>

Pour l'équité hommes-femmes dans la gouvernance et le développement de la pêche artisanale : Guide pour appuyer la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

<https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/TLS%202014%20National%20Nutrition%20Strategy.pdf>

Timor-Leste : Stratégie nationale de la nutrition 2014-2019

L'avenir est dans les terres

Bien gérées, les eaux intérieures peuvent renforcer durablement la sécurité alimentaire du pays

La production de poisson en Inde a enregistré une croissance remarquable de 16 fois au cours des six dernières décennies, pour atteindre 12,59 millions de tonnes en 2017-2018, ce qui place le pays au second rang mondial des producteurs de poisson. Au cours de cette période, la part du poisson continental est passée de 30 % à 70 %, avec une production actuelle de 8,9 millions de tonnes. Plus de 14 millions de pêcheurs et de pisciculteurs trouvent là de quoi vivre ; et bien plus de gens trouvent aussi des moyens de subsistance dans des activités connexes : transformation, commerce, construction de bateaux, confection d'engins de pêche. La valeur ajoutée brute (VAB) de la pêche est estimée à 1 330 tn de roupies (17,80 milliards de dollars), ce qui représente près de 1 % de la VAB nationale, aux prix courants en 2016-17, et environ 5,37 % de la VAB du secteur agricole.

Considérant la pêche et l'aquaculture comme des secteurs majeurs pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'emploi, le gouvernement indien a récemment effectué d'importants investissements dans ce domaine, par l'octroi de moyens financiers et un soutien institutionnel. Un département dédié à la pêche a été créé au sein du nouveau Ministère des pêches, de l'élevage et de la production laitière, qui aura pour mission de doubler les revenus des agriculteurs et d'atteindre l'objectif de 15 MT de poisson en 2022 dans le cadre de la Révolution bleue. Les initiatives lancées récemment, comme le Fonds de développement des infrastructures pour la pêche et l'aquaculture (75,5 milliards de roupies, soit 1 milliard de dollars) et le Pradhan Mantri Matsya Sampada Yojana (200,5 milliards de roupies, soit 2,7 milliards de dollars) pour la période 2020-25, sont les plus gros projets de développement des pêches jamais mis en œuvre dans ce pays, avec pour objectif d'améliorer les revenus et la qualité de vie des pêcheurs et pisciculteurs.

Les pêches continentales sont particulièrement importantes pour des

populations vulnérables sur le plan social, économique et nutritionnel à travers le monde. Mais pour pouvoir suivre ces pêcheries, il faut tout d'abord obtenir une vision complète de l'ampleur de leur contribution.

La discrétion de ces écosystèmes intérieurs (y compris leurs pêcheries) dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) traduit leur statut marginalisé dans les grandes enceintes politiques. L'Inde ne fait pas exception : mais la situation est en train d'évoluer rapidement à mesure que la pêche continentale trouve sa place dans les débats sur le développement. Cela a donné une impulsion aux travaux de recherche pour en savoir plus sur son importance.

Les pêches continentales sont particulièrement importantes pour des populations vulnérables sur le plan social, économique et nutritionnel à travers le monde.

Une petite pêche

Dans les pêches maritimes et l'aquaculture, il y a des opérations à petite et à grande échelle. Dans les eaux intérieures ouvertes de l'Inde, il s'agit exclusivement d'activités à petite échelle. Dans ces masses d'eau (y compris réservoirs et lacs), on utilise des embarcations traditionnelles (coracles, radeaux bricolés, pirogues, bateaux en bois rustiques) et surtout des filets maillants. Les bateaux à moteur sont rares même dans de grands réservoirs qui produisent plusieurs tonnes de poisson chaque année. Les pêcheurs individuels qui opèrent dans le cadre de coopératives ou qui louent un droit de pêche prélèvent des quantités limitées de poisson, souvent même en dessous du minimum vital. Toutes les variantes de la pêche intérieure en Inde relèvent de la pêche à petite échelle.

L'Inde est dotée d'abondantes ressources naturelles dans ses cours d'eau, ses étangs, lacs, réservoirs

Cet article a été écrit par V V Sugunan (vasu.sugunan@gmail.com), ancien directeur général adjoint du Conseil indien de la recherche agronomique (ICAR,) New Delhi, Inde



Dans les pêches maritimes et l'aquaculture, il y a des opérations à petite et à grande échelle. Dans les eaux intérieures ouvertes de l'Inde, il s'agit exclusivement d'activités à petite échelle.

et zones humides des plaines d'inondation. Dans ces masses d'eau, les systèmes de production du poisson se résument essentiellement à des pêches de capture dans les fleuves, lagunes et lacs, à de l'aquaculture dans les étangs, et à diverses méthodes améliorées. Les améliorations (principalement basées sur l'élevage et la mise en valeur des stocks) pratiquées dans les réservoirs, les lacs et les zones humides des plaines inondables offrent des options relativement écologiques pour une production durable de poisson.

Les pêcheries des eaux continentales libres sont un mélange complexe de pêche artisanale, de pêche de subsistance et de pêche traditionnelle. Leur système de commercialisation est très dispersé et non organisé. Les régimes fonciers sont archaïques et inéquitables.

Les pêches de capture et de mise en valeur étant sous des régimes de propriété commune, souvent la communauté n'est pas habilitée à gérer l'écosystème et les pêcheries de manière durable et équitable. Des interventions appropriées au niveau politique sont indispensables pour les faire passer sous des plateformes de cogestion, et permettre ainsi aux membres de la communauté d'observer les normes.

Dans de nombreux cas, ce n'est pas la complexité des technologies à mettre en œuvre qui freine l'amélioration de la production et le maintien de la durabilité dans l'aquaculture et la pêche en eaux libres. La faible productivité et les pratiques non durables sont à attribuer à l'absence d'un dispositif de gouvernance communautaire adapté pour les pêches en eau libre, au manque de mécanismes institutionnels visant à réglementer la croissance de l'aquaculture.

Il y a aussi une dimension sociale dans la mise en valeur. Les profits tirés de l'aquaculture reviennent à un entrepreneur, un investisseur ou un petit groupe d'individus : c'est un retour sur investissement. Dans un régime équilibré, au contraire, il y aura un partage des bénéfices lorsque la production sera en hausse grâce à la mise en valeur de la pêcherie par un grand nombre de pêcheurs (les principaux intervenants). Il y a un grand gâteau, et chaque partie prenante en reçoit une petite part. Ainsi, la mise en valeur de la pêcherie devient l'occasion d'une croissance inclusive, équilibrée sur le plan économique et équitable sur le plan social.

Pour concrétiser le potentiel de production des masses d'eau libres

Image 1 : Évolution de la production de poisson au cours des six dernières décennies (millions de tonnes)



Image 2 : Les pêches artisanales en Inde

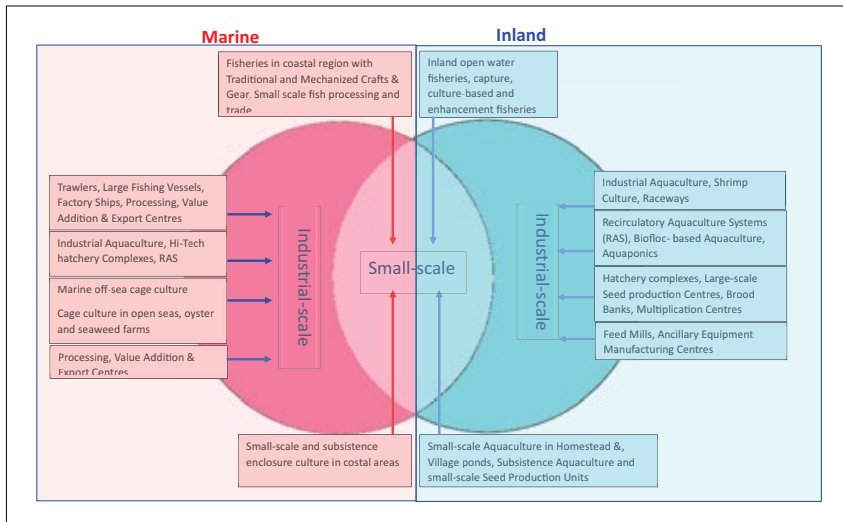
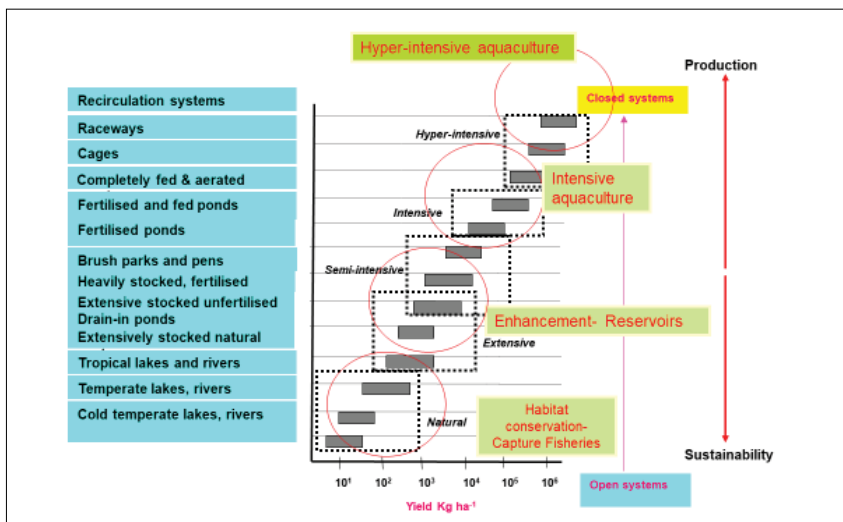


Image 3 : Systèmes de production du poisson en eaux intérieures et leur durabilité (Modifié à partir de Welcomme et Bartley, 1998)



et assurer une croissance durable de l'aquaculture, il faut s'attaquer à plusieurs défis. Les technologies utilisées pour développer les pêches de capture et les mises en valeur dans les eaux libres sont relativement simples; elles n'exigent pas un savoir-faire particulièrement élevé. Elles peuvent être appliquées par toute personne pourvue de compétences de base en matière de gestion et d'intelligence. Pourtant, le taux de prise en compte des avis scientifiques pour la pêche en eaux libres est remarquablement faible.

La plupart des masses d'eau du pays sont encore gérées de façon très arbitraire, ce qui donne lieu à une productivité faible et une durabilité médiocre. Cela tient sans doute à l'absence d'un cadre de gouvernance approprié. Les masses d'eau libre indiennes sont des biens collectifs ; leur gestion relève généralement des activités communautaires. Donc beaucoup dépend de l'organisation de la communauté qui s'occupe du système.

Voici les principales difficultés qui pèsent sur la pêche dans les eaux intérieures libres :

- Des régimes fonciers archaïques qui n'incitent pas la communauté de pêcheurs à tirer parti des ressources naturelles pour améliorer ses moyens de subsistance et générer des revenus de façon durable et équitable.
- Donc, les communautés qui utilisent ces masses d'eau comme

Les ressources en terres et en eau se raréfient à cause d'une demande croissante et souvent conflictuelle venant de divers secteurs consommateurs de terrains et d'eau.

biens communs ne sont ni organisées ni habilitées ; leurs ressources sont en fait exploitées par un grand nombre d'autres intervenants (intermédiaires, prêteurs d'argent...).

- Manque d'infrastructure après capture et pour le marché, longues chaînes de commercialisation, absence de valeur ajoutée, ce qui fait que la pêche n'est pas rentable pour les premiers intervenants.

Par rapport à l'aquaculture intensive, les pêches de capture, les pêches de capture fondées sur

l'élevage permettent des choix de gestion plus conformes aux normes du développement durable. Les systèmes d'élevage ultra intensifs ne sont pas écologiquement durables. Très souvent, ils entraînent des inégalités sociales, empêchant de nombreuses parties prenantes d'accéder aux ressources. La future stratégie de développement des pêches intérieures devrait reposer sur le principe de la croissance et de la durabilité. Le développement durable ne devrait pas dégrader l'environnement ; il devrait être techniquement viable et socialement acceptable.

Production de poisson

Actuellement, la production de poisson en Inde croît au rythme annuel de 6 %. Diverses projections relatives à la demande pour le poisson d'eau douce au cours de la période 2021-2022 varient de 5,3 MT à 15 MT. On considère que le pays pourrait atteindre les 15 MT à cette date, comme prévu dans les objectifs de la Révolution Bleue. Il est évident qu'une croissance forte des disponibilités doit provenir des eaux intérieures compte tenu du lent développement de la mariculture et de la baisse de la production dans les pêches de capture maritimes.

De 2009-2010 à 2017-2018, la production des pêches intérieures a augmenté d'environ 3 MT. On estime que la production actuelle de l'aquaculture intérieure se situe à environ 7,75 MT (7 MT pour l'aquaculture en eau douce, 0,75 million pour l'aquaculture côtière). À la fin de la période 2020-2021, on devrait parvenir à au moins 9 MT, avec l'aquaculture côtière s'approchant de 1 MT et l'aquaculture en eau douce apportant 1 MT de plus.

Il convient de noter que les améliorations de la pêche intérieure (et des pêches de capture) n'ont représenté que 1 MT en 2016-2017, ce qui peut être porté à 2 MT. Combinée à la production des pêches de capture maritimes, c'est la façon d'atteindre l'objectif de la Révolution Bleue fixé à 15 MT à l'horizon 2020-21.

Au-delà de 2020-2021, le maintien de la croissance à 6 % sur une période prolongée (disons jusqu'à 2025-2026) sera confronté à de nombreux nouveaux défis. Les ressources en terres et en eau se raréfient à cause d'une demande croissante et souvent conflictuelle, venant de divers secteurs consommateurs de terrains et d'eau. Le changement climatique et les

préoccupations environnementales accentuent le problème.

Il est inévitable de pratiquer l'aquaculture intensive afin de maintenir le rythme de croissance et de pouvoir répondre aux besoins futurs ; mais il est tout aussi important de s'assurer que tous les moyens d'augmenter la production grâce à une utilisation plus durable des ressources et la protection de l'écosystème soient explorés. D'où l'importance des pêcheries améliorées. La pêche d'élevage et d'autres systèmes de mise en valeur dans des réservoirs ne créent pas de nouveaux besoins en eau. Et comme il n'y a pas d'apport de nourriture ni de traitement chimique, on ne craint pas l'eutrophisation ou la pollution. Il convient donc de produire du poisson en tirant parti des pêches d'élevage, des pêches de capture améliorées et de l'élevage en cage durable dans des réservoirs. Là est la solution pour accroître de façon plus durable la production de poisson dans les eaux intérieures en Inde. Cela éviterait de trop dépendre de pratiques non durables, comme l'aquaculture intensive.

Comme tout autre secteur du développement, les pêcheries du pays sont à un tournant. Les ressources aquatiques vivantes sont certes renouvelables mais pas illimitées. Il faut les gérer selon des critères durables pour les mettre au service du bien-être nutritionnel, économique et social d'une population croissante. Dans leur enthousiasme à produire davantage de poisson dans toutes les masses d'eau disponibles, bon nombre de pays en développement ont eu les yeux sur les rendements en laissant de côté des aspects très sérieux, comme la durabilité écologique et l'équité sociale.

L'Inde n'a pas fait exception. Un certain nombre de biens et services écosystémiques, avec ce que cela signifiait pour la vie, la nutrition et la santé des populations riveraines, ont été quasiment ignorés, en tout cas durant les premières années du développement. De nos jours, on est davantage conscients des impacts écologiques, de la préservation de la biodiversité, des flux environnementaux. Une part importante de la communauté scientifique et de la société civile du pays en général est déterminée à rechercher un équilibre raisonnable entre durabilité et meilleure productivité.

Il serait bon que les planificateurs et décideurs politiques accordent

plus d'attention aux petits pêcheurs qui opèrent dans les eaux intérieures du pays. Il y a un manque évident de mécanismes institutionnels pour veiller à une saine croissance de la pêche et de l'aquaculture dans les eaux intérieures. En général, les responsables de la planification des ressources aquatiques accordent bien peu d'intérêt aux pêcheries en eau douce et à leur base écologique, malgré leur productivité élevée, leur contribution aux moyens de subsistance et à la nutrition des populations pauvres. Cette mauvaise appréciation de l'importance de la petite pêche dans les eaux intérieures a

Il serait bon que les planificateurs et décideurs politiques accordent plus d'attention aux petits pêcheurs qui opèrent dans les eaux intérieures du pays.

plusieurs conséquences. Elle exacerbe le problème du manque de données, qui est une entrave à la recherche et à une bonne gestion.

La politique nationale relative aux pêches intérieures devrait

- Trouver un équilibre entre aquaculture et diverses pratiques d'amélioration pour parvenir à une plus grande production de poisson, pour assurer la durabilité environnementale et l'équité sociale ;
- Aider les pêcheurs à s'organiser pour tirer parti des dispositifs de gestion communautaire et à établir leurs droits d'usage comme cela est prévu dans la Déclaration de Kyoto de 1995 ;
- Fournir les mécanismes institutionnels nécessaires pour veiller à une croissance saine de l'aquaculture et de la petite pêche dans les eaux intérieures. 3

Pour plus d'information



https://igssf.icsf.net/images/SSF%20India%20workshop/Kelkar_Situation%20Paper_Inland%20Fisheries%20and%20Aquaculture%20in%20India.pdf

Gouvernance des pêches et de l'aquaculture dans les eaux intérieures en Inde : Document d'information dans le contexte du Projet de politique nationale de la pêche et de l'aquaculture dans les eaux intérieures et des Directives SSF de la FAO, par Nachiket Kelkar

https://www.icsf.net/images/samudra/pdf/english/issue_81/4399_art_Sam_81_art16_FishCulture_%20JOHAR_Bipin_Bihari.pdf

India: Welcome, JOHAR

Un circuit tortueux

Transformer le poisson en farines pour nourrir des crevettes prive les petits Indiens d'un précieux aliment

Au petit matin du 25 septembre 2019, sur le front de mer de Cuddalore au Tamil Nadu, l'humble sardine commençait son voyage, son voyage dans l'au-delà.

Un groupe de femmes attendait, paniers vides à la main, discutant en attendant l'arrivée des bateaux. Leur attente n'est pas vaine : des embarcations remplies de petites sardines reviennent sur une mer calme. Des sardines, plus des histoires de luttes. Gros chalutiers, petits chalutiers, sennes coulissantes, bateaux en fibre de verre. Aujourd'hui, tout le monde a prélevé des paquets de sardines.

Les femmes attendent avec impatience une bonne vente aux enchères, espérant ramener quelques sardines à leur fidèle clientèle, et gagner leur vie. Les clientes espèrent aussi

sardines en vrac. Trois sardines sur quatre débarquées à Cuddalore parviennent jusqu'aux camions. Les camions sont un refuge pour ces bancs de poissons indisciplinés arrivant en quantités imprévues.

Nous tournons les yeux vers les femmes qui attendent, avec des sentiments mitigés. Certaines paraissent un peu soulagées car elles ont pu obtenir quelques sardines. D'autres visages s'apprentent à afficher leur frustration : leurs espoirs s'effondrent devant elles. Elles n'en voulaient pas beaucoup, mais leurs paniers sont presque vides. La vente aux enchères ne leur a donné aucune chance ! Qui a dit que la concurrence est juste ? Elles ont patienté pour rien. Pas la peine de demander pourquoi les sardines sont passées dans les camions, hors de portée : elles savent bien pourquoi.

Environ 30 % des gens ont des activités agricoles, et les autres pratiquent la pêche ou ont des occupations saisonnières.

Camions qui débordent

À des centaines de kilomètres vers l'ouest, serrés dans une file, les camions franchissent l'entrée d'une usine à Udupi, ville côtière du Karnataka. Des camions venus de ports proches et lointains, remplis de poissons, leurs intestins gonflés poussés hors des paniers qui débordent.

Nous sommes devant une fabrique de farines de poissons, créée en 1989, l'une des toutes premières du pays. Elle est arrivée sur la côte comme un sauveur pour traiter la surproduction des flottilles modernisées, pour transformer donc ces captures exceptionnelles en huiles et farines de poisson. Il n'était pas possible de stocker, de congeler ou consommer de telles quantités. Ces usines venaient à la rescousse et transformaient des prises accessoires apparemment inutiles en « valeur réelle ». Au fil du temps, des dizaines de fabriques de ce genre ont été construites sur les côtes du Karnataka. Les richesses de l'océan allaient pouvoir satisfaire leur insatiable appétit. Elles se sont mises à polluer l'eau, la côte, l'air.

Les camions relâchent leur panse dans des tas de biomasse océanique non identifiable. Le poisson est traité sans égard, pire que du déchet. Il attend de passer dans des machines qui

préparer un bon curry de sardines, et garder un peu pour une friture. De bons currys qui vont donner à la famille le plein de nutriments venant de l'humble sardine. Mais aujourd'hui ce n'est pas le jour de la sardine au curry.

De grandes caisses sont rapidement débarquées des bateaux vers le rivage, sur la tête de manœuvres fatigués qui font prestement passer leur charge jusqu'aux camions en attente. Leurs plaques d'immatriculation indiquent leur origine et leur destination. Des ventres métalliques chargés de tonnes de petites sardines, prêts à remonter les autoroutes vers le Karnataka. On se demande qui a besoin d'autant de sardines dans son estomac ! Vont-elles apaiser les estomacs affamés ? Vont-elles muer en somptueux currys ? Nos regards de spectateurs débordent de questions.

Petites sardines, sardines juvéniles, sardines frétilantes, sardines abîmées,

Cet article a été écrit par Joeri Scholtens (J.Scholtens@uva.nl) et Karuppiyah Subramanian (subu_india@yahoo.com), tous deux de l'Université d'Amsterdam, Pays-Bas, et Amalendu Jyotishi (amalendu.jyotishi@gmail.com), Université Azim Premji, Bengaluru, Inde



Dans une fabrique de farines de poisson à Mangalore, Karnataka. Ce qui, au début, était une petite entreprise s'est mis à contempler la mer d'un air glouton, à désirer tout poisson qui se laisserait prendre.

avalent, brisent, écrasent, saccagent. L'humble sardine devient huile et poudre. Du repas, dit-on, mais pas pour les humains.

Ces usines ont de plus en plus faim. Leur ventre enfle sans cesse ; il faut le rassasier. Elles poussent donc les chalutiers à prendre la mer, incitent à la folie en faisant crédit, signent des contrats avec des chalutiers pour s'assurer des prises, naviguent sur le marché de multiples façons. Des bateaux, des moteurs, des filets sans cesse plus grands étendent leurs tentacules comme les pieuvres. Ils cherchent tout ce qui peut se trouver dans la mer. Les fabriques ne sont pas difficiles : leurs centrifugeuses acceptent gentiment n'importe quel poisson pour en faire de l'huile et des farines.

Ce qui, au début, était une petite entreprise s'est mis à contempler la mer d'un air glouton, à désirer tout poisson qui se laisserait prendre. L'humble sardine est une prise de choix grâce à son huile et ses protéines. De Cuddalore à Kanyakumari, de Malvan à Mangalore, la sardine fait son chemin jusqu'aux voraces machines.

C'est donc ainsi que la petite sardine commence son voyage. Nous continuons à la suivre. Certaines vont se rendre dans des piscicultures à

l'étranger. Nous suivons le plus grand nombre et, contournant les fabriques d'aliments pour crevettes, nous atteignons l'embouchure du Godavari dans l'Andhra Pradesh. La côte ici est en effervescence ; l'esprit d'entreprise a déjà transformé des rizières en 100 000 hectares de bassins à crevettes à haut rendement. La crevette à pattes blanches (*Litopenaeus vannamei*) est descendue de nulle part pour devenir le nouvel or blanc-rose de l'Andhra Pradesh. Et son expansion ne connaît pas de limites.

Cette *Vannamei* aussi a faim : des centaines de milliers de tonnes de crevettes ne peuvent se contenter de l'air du temps et d'eaux troubles. Elles ont besoin du petit poisson réduit en poudre. Asseyons-nous et calculons : pour élever 680 000 tonnes de crevettes, il faut environ 1 MT d'aliments adéquats, dont 220 000 tonnes de poisson de mer. Assez pour recouvrir New Delhi d'un épais tapis de poissons. Il faut un tiers de la production annuelle de poisson de mer pour calmer la faim de ces crevettes.

Désormais transformée en crevette surgelée, la sardine s'apprête à quitter le pays. Des quantités massives sont exportées pour nourrir les élites à l'étranger. Américains, Européens, Japonais raffolent de la crevette

indienne. Sur ce chemin, elle ne nourrit pas le nécessaire, l'enfant qui a faim. Les ventres creux ne peuvent s'offrir de la crevette. Par contre, ces exportations rapportent certainement beaucoup d'argent. La *Vannamei* est une championne dans l'art de transformer notre petite sardine de Cuddalore en dollars. Elle entasse du dollar dans la chaîne de valeur, mais détruit d'autres valeurs en cours de route.

Pourquoi donc faire passer de telles quantités de petits poissons dans l'estomac des crevettes ? Devises et emplois sont choses intéressantes assurément. Mais, si ces sardines avaient été vendues à Cuddalore, Mayurbhanj, Nalgonda ou Srikakulam, elles auraient pu nourrir 35 millions d'enfants, dans un pays qui est dans le groupe de tête des classements mondiaux en matière de malnutrition, de retard de croissance et de maigreur chez l'enfant.

Se propulser dans le groupe de tête des exportateurs de crevette n'est donc pas si anodin. À quelques centaines de kilomètres du delta du Godavari, un rayon d'espoir apparaît tandis que nous parvenons à Cuttack, en Odisha. C'est le 17 octobre 2019. Ici la possibilité d'un voyage autre attise notre imagination. En collaboration avec WorldFish, le gouvernement d'Odisha tente de faire un meilleur usage des petits poissons.

Cela reste un choix entre élever des crevettes pour avoir des dollars et nourrir la nation.

L'idée est simple : fournir une alimentation à base de poissons à ceux qui en ont le plus besoin, nourrir les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, si elles acceptent du poisson dans leur régime alimentaire. Le travail repose sur des structures existantes : les repas de midi et les Services intégrés de développement de l'enfant (ICDS). Il établit la connexion entre malnutrition prolifique et richesse nutritive du petit poisson. Le passage de *fish-meal* (farine de poisson) à *mid-day meal* (repas de midi) est une réorientation salutaire qui convient mieux aux idéaux du cœur.

Un tel changement de cap n'est pas si simple à opérer. Un autre jour, à environ 80 km de Cuttack, nous rendons visite à un refuge appelé Nilachal Seva Pratishthan (NSP), à Kanas. Il accueille

des centaines d'orphelins, des enfants malvoyants et handicapés physiques, des personnes âgées sans domicile, des veuves dans le besoin. Si l'on n'est pas ému par tant de vulnérabilité et de souffrance, rien n'y fera.

C'est le jour de la semaine où du petit poisson est servi au repas de midi. C'est une expérience qui a débuté il y a quelques mois seulement. Nous sommes curieux : comment cuit-on le poisson, que disent les cuisinières, les enfants et les autres quand ils mangent ce repas, quelles sont les difficultés ? Le *Mola* (*Mahurali* en Odia) est frit dans une cuisine en plein air et ajouté à une sauce au curry avec un parfum de moutarde prononcé.

L'écosystème du NSP, c'est comme une famille, bien qu'il n'y ait guère de relation de sang. Des femmes et des hommes valides s'occupent des enfants, des anciens et des handicapés. Leur visage s'illumine lorsque le poisson frit et croquant touche leurs lèvres. Le riz remplit l'estomac qui a faim ; le poisson flatte leurs papilles gustatives.

Les sardines qui manquent dans les assiettes de Cuddalore sont finalement remplacées ici par le plaisir de déguster du *Mahurali*. Ce *Mola* n'est sans doute pas de la sardine. Il peut cependant être en Odisha ce que la sardine est au Telangana ou d'autres régions. Ici, la sardine désigne une plus grande variété de petits pélagiques (sardinelles indiennes, sardines mineures, comètes indiennes, petits maquereaux).

Autres problèmes

Ils apparaissent quand les nombres s'accroissent. Comment adapter cette démarche à une grande échelle ? En Odisha, 6 millions d'enfants vont à l'école. Il y a un nombre égal dans le préscolaire. Et il y aurait aussi tant de femmes enceintes ou allaitantes qui auraient besoin d'une bonne alimentation. Un rapide calcul donne ceci : 10 millions de personnes ayant besoin de 100 gr équivalent poisson frais pendant 50 semaines, cela signifie 50 000 tonnes de poisson uniquement pour l'Odisha. Pour nourrir toute la population non végétarienne du pays, il faut bien plus que cela.

Ceci dit, il n'est point besoin d'aller jusqu'à faire un miracle. Point besoin d'une explosion de la production, d'une innovation de haute-technologie. Il y a abondance de sardines et d'autres petites espèces. Il suffit de changer leur trajectoire, réinventer les circuits de la sardine, et de coordonner un certain nombre d'actions énergiques. La sardine doit retourner dans le panier des

Production et exportation de farines de poisson

À la date d'écriture du présent article, entre 45 et 60 fabriques de farines de poisson fonctionnent en Inde, dont près de la moitié dans l'État du Karnataka. La capacité maximale de ces établissements est de 100 à 800 tonnes de poisson brut par jour. Depuis les années 1970, leur capacité et leurs exportations ont augmenté d'un facteur 100 environ. Selon les données de la FAO, la production totale de crevettes d'élevage en Inde était estimée à 680 000 tonnes en 2018. L'indice de conversion alimentaire (FCR) des crevettes à pattes blanches est de 1,2 à 1,6 kg d'aliments entrants par kg de crevettes produites. Seulement 6 % de ces besoins alimentaires proviennent d'importations ; et 17 à 27 % des aliments sont constitués de farines de poisson. Pour obtenir 1 kg de farine, il faut 4 à 5 kg de poisson frais. Nous avons utilisé les moyennes de ces fourchettes, en vérifiant les données auprès d'industriels locaux. L'Inde est également un exportateur net de farines de poisson (environ 25 % de la production totale, tandis que les importations sont minimales). Donc, la production totale de farines de poisson est plus importante que les besoins de la filière crevetteicole.

Sur la base de ces chiffres, la production de ces farines est estimée à 280 000 tonnes annuelles en 2018, ce qui exige environ 1,25 MT de poisson cru. Cela n'inclut que la production industrielle à partir de poisson frais, et exclut donc le poisson qui a séché au soleil sur les plages, et a été ensuite vendu à des fabricants d'aliments pour volailles. Cela reste de la farine de poisson.

Exportations de crevette

La valeur totale des exportations de crevette s'établissait à 4,8 milliards de dollars en 2017. L'Inde est le premier exportateur mondial dans ce domaine, en termes de volume et de valeur. Elle se situe au quatrième rang pour les exportations totales des produits de la mer. En février 2020, un ministre du gouvernement central déclarait que le pays ambitionnait de devenir le numéro un mondial. Jusqu'à 60 % de ses exportations sont destinées aux États-Unis, à l'Europe et au Japon. En juin 2020, la *Litopenaeus vannamei* d'origine indienne se vendait à 26,90 € (31,5 dollars) le kilo dans un supermarché classique aux Pays-Bas. Elle se positionne donc dans le haut de gamme des prix du poisson et de la viande dans ces établissements.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

En termes absolus, l'Inde compte le plus grand nombre d'enfants émaciés ou souffrant de retard de croissance au monde, deux indicateurs clés de la malnutrition. Selon le Rapport mondial sur la nutrition 2018, et en termes relatifs corrigés en fonction de la population, l'Inde obtient le numéro 102 sur les 117 pays étudiés. Les carences en fer et zinc sont élevées dans ce pays. La teneur totale en fer et zinc du poisson qui entre dans les fabriques de farines est égale à l'apport recommandé de ces nutriments pour 35 millions d'enfants. Du point de vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'intérêt de consommer du « petit poisson » plutôt que des poissons plus gros comme la carpe ou le tilapia tient surtout au fait que les petits poissons sont généralement mangés entiers, y compris les arêtes et la tête, où se trouve une bonne part des nutriments. World Fish recommande une consommation de 75 gr de poisson en poudre ou de poisson sec par enfant et par semaine.



femmes qui attendent. Et on trouvera des technologies simples et rustiques pour le séchage, le conditionnement et la distribution. Ainsi, la sardine devrait trouver sa place dans l'assiette des écoliers de ce pays.

Risque de catastrophe

Notre voyage a retracé le destin de l'humble sardine. La détresse des femmes de la pêche à Cuddalore, avec leurs paniers presque vides, l'atmosphère glauque de la fabrique d'Udupi où les sardines sont réduites en farines pour alimenter crevettes et saumons, la catastrophe qui se profile

à l'horizon de l'Andhra avec sa crevette d'élevage qui exporte la sardine cachée dans sa chair tout en dégradant les sols et les eaux environnantes. Il y a quand même de l'espoir : au NSP, les plats contenant du poisson et le visage heureux des enfants savourant la nourriture malgré l'adversité qui les a amenés là. Il y a un rayon d'espoir !

Nous avons quitté l'endroit avec des pensées un peu utopiques. Comment la sardine peut-elle parvenir dans ces assiettes pour nourrir les enfants au lieu de disparaître dans des marchés à l'exportation ? Ce serait tout simplement du bon sens !

JOERI SCHOLTENS



À Cuddalore, Tamil Nadu, de grandes caisses sont rapidement débarquées des bateaux vers le rivage, sur la tête de manœuvres fatigués qui font prestement passer leur charge jusqu'aux camions en attente.

42

Cela ne veut pas dire que, en matière de bonne alimentation, il suffit de préparer un cocktail adéquat d'éléments nutritifs. La nourriture des humains comporte des préférences historiques et culturelles. Les gens devraient pouvoir choisir un régime alimentaire qui convienne à leurs goûts personnels. Ces régimes, ces préférences évoluent au fil du temps. Qui refuserait que soit ajouté un peu de poisson à des repas scolaires bien pensés ?

Retour sur une page d'histoire : en 1978, lorsque les fabriques de farines de poisson étaient encore dans leur prime enfance, John Kurien faisait une remarque prophétique. Quand il s'agit de choisir entre farines de poisson pour obtenir des devises étrangères ou des protéines pour le plus grand nombre, la réponse semble évidente. Il faisait référence au dilemme des pouvoirs publics en place. Quatre décennies plus tard, nous réalisons que le choix n'est pas évident, que sur ce chemin les affaires sont emmêlées. Cela reste un choix entre élever des crevettes pour avoir des dollars et nourrir la nation. Il faut dénouer le problème, redresser le chemin méandreux de la sardine. Abandonnons cette folie, reconstruisons le parcours traditionnel de la sardine,

qui la conduira jusqu'aux assiettes des enfants nécessiteux, pour bien les nourrir maintenant et pour toujours. 3

Pour plus d'information



<http://changingmarkets.org/wp-content/uploads/2019/10/CM-WEB-FINALFISHING-FOR-CATASTROPHE-2019.pdf>

Le secteur des huiles et farines de poisson constitue une menace pour les pêcheries indiennes

https://www.researchgate.net/publication/267381587_Production_and_marketing_of_fish_meal_in_India_-_a_study

Étude sur la production et la commercialisation des farines de poisson en Inde

<http://eprints.cmfri.org.in/9607/1/3.pdf>
Analyse économique des usines de farines de poisson dans le district d'Uttara Kannada au Karnataka

Le poisson qui nourrit

Le débat international a enfin pris conscience du rôle du poisson dans le droit à l'alimentation et à la nutrition. Il convient maintenant de baliser le chemin pour la suite

Le siècle dernier a été témoin de grandes avancées socio-économiques, d'une amélioration évidente de la vie des gens à travers le monde. Mais il reste beaucoup à faire pour parvenir au but ultime de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à savoir « un monde sans faim ni malnutrition, où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres, d'une manière économiquement, socialement et écologiquement durable ».

L'Agenda 2030 pour le développement durable, à travers ses « objectifs de développement durable » (ODD), a renforcé la mission de la FAO et appelle le monde à éliminer la faim et la malnutrition. Les 17 ODD, avec leurs cibles, sont tous connectés entre eux ; il est donc important de les considérer de manière globale. Ils concernent un large éventail de questions, allant de la sécurité alimentaire et la nutrition à l'utilisation durable des ressources naturelles. Par exemple, l'ODD2 est « faim zéro » ; il rappelle l'importance de la concrétisation progressive du droit humain à une alimentation adéquate. L'ODD14, « la vie aquatique », reconnaît l'importance de l'accès à la pêche et aux ressources connexes, et du soutien aux petits pêcheurs, notamment via la cible 14b relative à « l'accès des petits pêcheurs aux ressources marines et aux marchés ». Les ODD se fondent sur les droits humains et visent à « concrétiser les droits humains pour tous ».

Le droit à l'alimentation est satisfait lorsque les personnes, seules ou en communautés, disposent d'une alimentation satisfaisante ou de moyens pour s'en procurer. La capacité des individus à se nourrir à partir de ressources naturelles est un élément important de ce droit. Le poisson et autres ressources aquatiques ont un impact direct sur le droit à une alimentation adéquate, pour les personnes dépendant de ces ressources pour leur nourriture et leurs moyens de subsistance, pour des populations vulnérables proches ou lointaines qui peuvent ainsi satisfaire leurs besoins

nutritionnels.

L'inclusion du poisson dans l'alimentation contribue au bon développement physique et cognitif. Cela aide à lutter contre des maux multiples : malnutrition, dénutrition, carences en micronutriments, suralimentation et problèmes de santé liés tels que maladies non transmissibles. Le poisson est une précieuse source de nutriments, notamment acides gras oméga-3 (acide eicosapentaénoïque/EPA), acide docosahexaénoïque/DHA), vitamines B12, D et A, minéraux (calcium, fer, zinc, iode). C'est aussi une importante source de protéines animales, souvent plus accessible d'ailleurs.

Le poisson est l'une des seules sources naturelles d'iode, qui aide à réguler la fonction thyroïdienne et réduit le risque de maladies comme le goitre. Il est reconnu par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité

Le droit à l'alimentation est satisfait lorsque les personnes, seules ou en communautés, disposent d'une alimentation satisfaisante ou de moyens pour s'en procurer.

alimentaire et la nutrition (HLPE) comme une source précieuse d'acides gras polyinsaturés à longue chaîne (AGP-LCI), associés au développement cognitif et à la prévention des maladies cardiovasculaires, à la réduction du taux de cholestérol.

Nutrition abordable

Ces nutriments importants sont souvent plus disponibles et accessibles aux populations vulnérables sur le plan nutritionnel grâce à la consommation de petits pélagiques (anchois, sardine...), plus abordables aussi. Traditionnellement consommés entiers (avec les os, les viscères et les yeux), ils peuvent fournir davantage de micronutriments que le filet seul et favoriser l'absorption de minéraux

*Cet article a été écrit par **Molly Ahern** (Molly.Ahern@fao.org), spécialiste de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et **Ana Maria Suarez Dussan** (ana.suarezdussan@fao.org), spécialiste des droits humains. Les points de vue ici exprimés sont ceux des auteurs, et pas nécessairement ceux de la FAO.*

CARSTEN TEN BRINK



Le poisson peut fournir des produits abordables riches en nutriments pour tendre vers les apports nutritionnels recommandés, en particulier dans les groupes vulnérables.

44

tels que le fer et le zinc des aliments d'origine végétale.

S'ils sont correctement conservés, les nutriments contenus dans les poissons et les produits de la pêche peuvent atteindre des communautés situées à proximité ou loin des masses d'eau. Par ailleurs, le poisson peut être transformé en produits très nourrissants, désirables et abordables, qui peuvent contribuer largement aux apports nutritionnels recommandés (ANR) pour les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (femmes enceintes ou allaitantes, nourrissons, jeunes enfants), même lorsqu'ils sont consommés en petites quantités.

Le rapport 2020 sur la Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (SOFIA) de la FAO estime que la production mondiale de poisson a atteint 179 millions de tonnes en 2018. Plus de 87 % (156 millions de tonnes) a servi à la consommation humaine ; ce qui donne une moyenne annuelle de 20,5 kg par habitant. Entre 1961 et 2017, la consommation de poisson pour l'alimentation a connu une croissance annuelle moyenne de 3,1 %, un taux qui est presque le double de la croissance démographique mondiale, estimée à 1,6 % sur la même période. C'est plus que toutes les autres sources de protéines animales. Dans bon nombre de communautés de pays en développement, le poisson constitue

la principale ou seule source de protéines animales et micronutriments, représentant jusqu'à 70% des apports protéiques d'origine animale dans certains pays côtiers et insulaires.

Ceci dit, il importe que les ressources aquatiques soient exploitées et gérées de façon durable pour assurer la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et lutter contre la pauvreté, maintenant et à l'avenir. À cette fin, la FAO a appuyé le développement d'instruments pertinents, notamment les Directives volontaires pour soutenir la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur le droit à l'alimentation) et les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale/SSF). Cela pour que le droit à l'alimentation des pêcheurs artisans et de leurs communautés soit protégé, respecté et satisfait, pour qu'ils disposent des outils appropriés pour assurer leurs moyens de subsistance, répondre à leurs besoins nutritionnels et à ceux d'autres communautés, tout en protégeant la durabilité de la ressource.

Le droit de toute personne à une nourriture suffisante est reconnu par l'article 11 du Pacte international

relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui impose aux pays l'obligation légale de garantir à chacun un accès économique et physique à une quantité et qualité de nourriture adéquates. Les États doivent se conformer à l'obligation de respecter, protéger et satisfaire ce droit pour toute la population, y compris les communautés de pêche marginalisées. Cela implique également que la participation, la responsabilité et le recours à des mécanismes de correction efficaces soient assurés à tous les niveaux et stades de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation.

Le mécanisme d'experts des Nations Unies sur le droit à l'alimentation a démontré que le poisson est un élément important du droit à l'alimentation, pour assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et des moyens de subsistance. Dans son rapport de 2012, l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Oliver De Schutter, décrivait « le lien explicite entre le droit à l'alimentation et les droits de ceux qui la produisent à un accès équitable aux ressources telles que le poisson et l'eau ». Il évoquait en outre deux notions du droit à l'alimentation : une nourriture adéquate et l'éradication de la faim, en mettant bien en évidence tout l'intérêt du poisson comme source de protéines et de micronutriments, en particulier pour les populations démunies.

Le rapport de De Schutter a apporté beaucoup de recherches dans le débat relatif à la consommation de poisson, à la fois pour lutter contre la faim et pour s'attaquer aussi à la faim cachée et aux carences en micronutriments, en mangeant notamment du petit poisson accessible à ceux qui vivent dans la pauvreté. Il contient beaucoup de vitamines et de minéraux, surtout quand on le consomme en entier. Par ailleurs, sa saisonnalité en zones rurales diffère souvent de celle des cultures. Le poisson peut donc fournir une nourriture diversifiée et réduire les vulnérabilités en temps de pénurie alimentaire saisonnière.

La reconnaissance des qualités alimentaires du poisson dans le contexte international des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a marqué un progrès significatif dans la prise de conscience de l'importance du poisson pour la subsistance des communautés de pêcheurs les plus pauvres. En même temps, cela conforte le travail mené par la FAO, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le COFI en la matière, et pour promouvoir des mécanismes inclusifs et participatifs afin que les États se dotent de cadres juridiques et politiques et de stratégies

alimentaires nationales, où la voix des pauvres et marginalisés se fera entendre, et où il y aura des procédures claires pour assurer leur protection et le respect des règles.

En 2014, le CSA a demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) de mener une étude sur le rôle de la pêche durable (y compris la pêche artisanale) et de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le rapport du HLPE indique que le poisson n'a été que marginalement inclus dans les débats sur la sécurité alimentaire. Malgré une prise de conscience évidente de son importance nutritionnelle, il n'est pas souvent mentionné dans les échanges sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires. Les débats sur la sécurité alimentaire portaient auparavant sur les disponibilités des denrées de base, venant essentiellement de chaînes alimentaires terrestres. La valeur nutritive du poisson et d'autres aliments aquatiques n'était pas traitée, ou était une chose à part. Le « vert » et le « bleu » font souvent chambre à part. Pareillement, avant le rapport du HLPE de 2014, le travail de la FAO concernant le poisson et les pêcheries était généralement mené dans l'optique de la gestion des ressources, pas sous l'éclairage de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

La reconnaissance des qualités alimentaires du poisson dans le contexte international des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a marqué un progrès significatif...

Directives sur la pêche artisanale

Cette même année, le COFI adopte les Directives sur la pêche artisanale. Elles viennent appuyer la visibilité, la reconnaissance et le renforcement du rôle des pêches artisanales dans la sécurité alimentaire et la nutrition, contribuant ainsi à l'éradication de la faim et de la pauvreté et, au final, à la concrétisation du droit à l'alimentation et des autres droits humains.

Le rapport du HLPE et les Directives sur la pêche artisanale sont des étapes marquantes pour que le poisson soit reconnu comme une source essentielle de nourriture. Le HLPE a formulé des recommandations à l'adresse des États membres et de la FAO pour que le poisson soit inclus dans les politiques et programmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale. Ces recommandations ont également

souligné l'importance de la production à petite échelle et de l'intégration du poisson dans les politiques de nutrition, en reliant le tout à des programmes de marchés publics pour les petits producteurs.

Se fondant sur le rapport du HLPE et les Recommandations pour la pêche artisanale, la FAO a lancé des études, élaboré des documents techniques, mené des programmes au niveau national en collaboration avec les gouvernements locaux, informé les travaux relatifs aux politiques afin d'attirer l'attention sur l'importance nutritionnelle du poisson. Il serait bon d'examiner quelques exemples de ce que la FAO a réalisé dans ce domaine, de ce qu'elle continue de faire.

Il est de plus en plus évident que l'inclusion de poisson pendant les 1 000 premiers jours de la vie (de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant) a des résultats positifs sur le développement cognitif et physique, tant en croissance linéaire que dans des états de malnutrition sévère. Cette période est particulièrement importante pour une bonne alimentation de la mère pendant la grossesse et l'allaitement, pour de bonnes pratiques alimentaires avec le bébé, en commençant par l'apport de compléments alimentaires après les six premiers mois de la vie du nourrisson.

Grâce à ses remarquables caractéristiques nutritionnelles, le poisson a beaucoup à apporter en matière d'optimisation de l'alimentation pendant les 1 000 premiers jours.

La mise en œuvre synergique des Directives pour la pêche artisanale et des Directives sur le droit à l'alimentation peut faire avancer le dossier de la valeur nutritionnelle pour les 1 000 premiers jours de la vie. Par exemple, les Directives sur la pêche artisanale ont pour objectif premier « d'améliorer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et favoriser la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate ». Les Directives sur le droit à l'alimentation demandent aux États d'établir des méthodes appropriées pour soutenir la sécurité alimentaire et des apports nutritionnels positifs, en veillant particulièrement aux besoins nutritionnels des garçons et des filles, des nourrissons et des femmes enceintes. Ce faisant, ils tiendront compte des habitudes alimentaires des différentes cultures.

Grâce à ses remarquables caractéristiques nutritionnelles, le poisson a beaucoup à apporter en matière d'optimisation de l'alimentation pendant les 1 000 premiers jours. Une étude récente fait état d'une augmentation d'acides gras dans le lait maternel lorsque la mère consomme du poisson, ce qui donne lieu à des résultats intéressants en matière de développement cognitif (quotients intellectuels plus élevés par la suite). Au-delà de l'allaitement maternel exclusif, la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant de l'OMS/UNICEF recommande que les aliments complémentaires bon marché faits maison avec des ingrédients disponibles localement soient proposés aux enfants à six mois. Des études récentes, notamment au Bangladesh et au Cambodge, ont montré que les produits à base de poisson adaptés aux enfants de 6 à 23 mois étaient très bien acceptés, et qu'ils fournissaient une bonne partie des micronutriments nécessaires.

Les repas scolaires sont de plus en plus considérés comme une occasion idéale pour améliorer l'alimentation et la nutrition des enfants dans des pays qui souffrent de malnutrition. Avec des partenaires locaux et les gouvernements nationaux, la FAO a aidé trois pays (Angola, Honduras, Pérou) à incorporer du poisson dans des programmes nationaux de repas scolaires, dans les politiques et stratégies nationales à ce sujet, et à suggérer que les marchés publics fassent une place aux produits de la pêche artisanale en offrant des débouchés réguliers, ce qui contribuerait aussi au développement socio-économique communautaire.

Activités pilotes

Le projet a mené à bien des activités pilotes pour évaluer dans quelle mesure les produits prévus correspondaient à la culture locale et aux âges concernés. Les résultats ont fait apparaître chez les écoliers une acceptabilité élevée des repas contenant du poisson. Malgré ces premiers succès, il reste bien des obstacles à surmonter dans de nombreux pays avant que le poisson ne devienne une composante naturelle des repas scolaires : coût élevé de ces produits, leur caractère périssable, l'opinion que les enfants n'apprécient pas le poisson, l'absence de réelle volonté politique.

Dans les Directives sur le droit à l'alimentation, « les États sont invités à associer l'ensemble des parties prenantes à la conception, à l'exécution, à la gestion, au contrôle

et à l'évaluation des programmes visant à accroître la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs, en particulier ceux riches en micronutriments ». Et également ceci : « Il convient que les États suivent la sécurité alimentaire des groupes vulnérables, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées, ainsi que leur état nutritionnel, y compris la prévalence des carences en micronutriments ». Les Directives sur la pêche artisanale, pour leur part, incitent les États et autres acteurs à élaborer des politiques cohérentes propices à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition, à encourager la consommation de poisson et autres produits de la pêche via des programmes d'éducation des consommateurs afin que ceux-ci sachent bien tout l'intérêt qu'il y a à manger du poisson.

Une étude visant à analyser la consommation du poisson au Brésil a été effectuée par la Commission de la petite pêche, de la pêche artisanale et de l'aquaculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes (COPPESALC, anciennement Commission des pêches intérieures et de l'aquaculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes). L'importance de la consommation de poisson en Amazonie a été bien mise en évidence tout au long de cette enquête. Le poisson est en fait la principale source de protéines animales ; et sa consommation est bien plus grande que ce qui apparaît dans les statistiques officielles, lesquelles ne tiennent pas compte des prises destinées à la consommation familiale. Cependant, dans d'autres communautés indigènes des hauts plateaux ou de zones éloignées des bassins fluviaux, on a relevé de faibles taux de consommation de poisson, avec des effets évidents sur la prévalence de la malnutrition ou d'autres pathologies. Au cours des années précédant l'étude, il a été constaté une baisse de la consommation de poisson du fait de la présence de produits industrialisés ou transformés dans le régime alimentaire des communautés de l'Amazonie, ce qui a provoqué une perte de valeurs culturelles et d'habitudes alimentaires.

Autre grand sujet d'inquiétude, une concentration élevée de mercure (au-delà des limites de sécurité pour la consommation humaine) dans le poisson local. Cela est dû à des activités d'extraction au voisinage des communautés. Il existe une abondante documentation sur les opérations illégales et les normes calamiteuses de certaines concessions minières qui commettent des violations systématiques des droits

humains des populations alentour, notamment le droit à l'alimentation, le droit à la santé. C'est bien le cas pour les communautés autochtones dans l'Amazonie brésilienne. Il faudrait donc un effort commun, entre gouvernement, nutritionnistes et environnementalistes, pour que soient mises durablement en place des mesures de sécurité appropriées dans les établissements miniers à l'origine de ce mercure.

Concernant les populations autochtones, les Directives sur le droit à l'alimentation et les Directives sur la pêche artisanale font de la non-discrimination l'un des principes fondamentaux de l'application de leurs dispositifs. Les Directives sur le droit à l'alimentation stipulent en outre que les États doivent accorder une attention particulière aux populations autochtones et prendre des mesures pour faire en sorte que les groupes vulnérables aient accès aux opportunités et aux ressources économiques.

Pour atteindre les ODD d'ici 2030, il est indispensable de passer par une véritable reconnaissance de l'importance du poisson dans les stratégies et programmes concernés.

Consommation de poisson

Comme cela est relevé dans l'étude de cas sur les communautés d'Amazonie, les statistiques officielles concernant la consommation de poisson sont souvent sous-évaluées, parce que l'apport pourtant fort important de la pêche à petite échelle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle est mal reconnu. Le projet intitulé *Illuminating Hidden Harvests* (Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles), qui est un partenariat entre chercheurs, décideurs politiques, praticiens de la FAO, de WorldFish, de l'Université Duke et des acteurs nationaux et locaux, a réalisé des études de cas dans plus de 50 pays, en plus d'enquêtes thématiques, afin d'évaluer l'apport social, environnemental, économique et gestionnaire des pêches artisanales, particulièrement en matière d'alimentation et de nutrition.

Des analyses spécifiques portent sur la qualité nutritionnelle et la sécurité alimentaire du poisson tout au long des chaînes de valeur, sur le rôle de la production des pêches artisanales pour la santé et la nutrition des femmes

et des jeunes enfants. Les résultats de ces diverses études feront l'objet d'une publication à la fin de cette année.

Les exemples ci-dessus mettent bien en évidence l'importance du poisson et de la pêche à petite échelle en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de moyens de subsistance, particulièrement chez les populations vulnérables, cela tout au long de l'existence : des premiers 1 000 jours jusqu'à l'âge scolaire puis adulte. Ils montrent aussi qu'il importe de rapprocher recherche, politiques et pratiques participatives pour parvenir à des décisions et des programmes qui se fondent sur des données concrètes. C'est la conclusion du Symposium international de la FAO sur la durabilité des pêches pour œuvrer dans cette voie en garantissant la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et des moyens de subsistance. Afin de renforcer de telles interactions, la FAO a établi des partenariats avec d'éminentes universités qui mènent des recherches sur l'intérêt du poisson (notamment les petits pélagiques) du point de vue de la nutrition et de la sécurité alimentaire, cela afin de sensibiliser les gens à la chose et de faire connaître les plus récents travaux de recherche sur le sujet.

Prenant acte des possibilités offertes par le poisson et ses produits dérivés pour l'amélioration de la situation nutritionnelle dans les

alimentaires durables du gouvernement norvégien, afin d'autonomiser les femmes et leurs associations, d'améliorer la manipulation, la transformation, la préservation, le stockage et la valorisation du poisson. Cela devrait permettre d'augmenter la consommation d'un poisson sain et nutritif et de produits dérivés, tout particulièrement chez les enfants.

Le contexte des droits humains

Malgré les progrès réalisés par les divers programmes et projets, il reste beaucoup à faire dans le contexte international des droits humains pour ce qui est des travaux de la FAO, du CSA et de leurs partenaires. Ceux qui sont au niveau national ou au sein des communautés doivent aussi faire leur part pour contribuer à la concrétisation progressive du droit à l'alimentation pour des millions de personnes à travers le monde, pour établir des systèmes alimentaires durables et équitables.

Pour que le droit à l'alimentation devienne réalité, pour atteindre les ODD d'ici 2030, il est indispensable de passer par une véritable reconnaissance de l'importance du poisson dans les stratégies et programmes concernés, par une réelle protection des petits producteurs. 3

Malgré les progrès réalisés par les divers programmes et projets, il reste beaucoup à faire dans le contexte international des droits humains pour ce qui est des travaux de la FAO, du CSA et de leurs partenaires.

communautés de petits pêcheurs et les communautés environnantes, prenant acte de l'importance du secteur après captures pour présenter au consommateur des produits sains, prenant acte de la place des femmes dans ces activités, la FAO a lancé un nouveau projet appelé *L'autonomisation des femmes de la pêche artisanale pour des systèmes alimentaires durables*. Ce projet est financé par NORAD (Agence norvégienne de coopération pour le développement). Il s'étalera de 2020 à 2024 dans cinq pays de l'Afrique subsaharienne : Ghana, Malawi, Sierra Leone, Ouganda et Tanzanie. Par la suite, il inclura aussi des pays asiatiques. Il sera exécuté à la lumière des Directives sur la pêche artisanale et du Plan d'action pour des systèmes

Pour plus d'informations

<http://www.fao.org/3/a-y9825f.pdf>

Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale

<https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-2-zero-hunger.html>

ODD2 : Faim « Zéro »

<http://www.fao.org/fishery/sofia/fr>

La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/2020_Global_Narrative/HLPE_15_2020_Global_Narrative_2030.pdf

Sécurité alimentaire et nutrition : construire un discours mondial pour 2030

https://www.researchgate.net/publication/230469691_GOVERNING_AS_GOVERNANCE_-_Edited_by_Jan_Kooiman

Compte rendu : Gouvernement et Gouvernance

Un coup dur

Les petits pêcheurs non organisés de ce pays ont plus souffert du confinement que du Covid-19

La pandémie du Covid-19 a fondamentalement frappé tous les aspects de la vie dans les pays touchés : les pêches artisanales du Nigeria ne font pas exception. Les petits pêcheurs ont souffert directement et indirectement. Dans ce pays, la majeure partie du secteur de la pêche est composée de petits opérateurs. Ils représentent 70 % de la production intérieure ; et des millions de gens vivent de cette pêche d'une façon ou d'une autre. Pour leur sécurité économique et alimentaire, ils dépendent d'espèces locales. Les petits pêcheurs fournissent ainsi aux populations rurales des protéines et micronutriments indispensables, accessibles et bon marché. Dans le champ social, économique et culturel, leur impact est immense.

Et pourtant, de nombreuses communautés de pêcheurs sont confrontées à une marginalisation sociale, économique et politique. Il ne faut pas aller loin pour en trouver les causes. La contribution du secteur artisanal au produit intérieur brut (PIB) reste dans le flou du fait de la médiocrité des données environnementales, sociales et économiques le concernant. Il s'ensuit que les décideurs politiques ont rarement une vision juste de ces activités, et que leur importance dans l'économie nationale est très largement sous-estimée.

Comme dans la plupart des pays en développement, l'économie informelle du Nigeria a chancelé sous les effets du Covid-19. Le faible nombre de cas positifs et de décès par rapport aux pays développés apporte un certain soulagement. Mais la triste réalité de la fragilité des systèmes de soins est source de profonde inquiétude quant aux capacités à faire face à une forte augmentation des contaminations. Afin de freiner la pandémie qui s'annonçait, le gouvernement a annoncé l'instauration d'un confinement à partir du 30 mars. Il a finalement été porté à cinq semaines à Abuja (la capitale administrative), à Lagos (capitale

économique) et dans l'État contigu d'Ogun. Ces régions étaient les plus touchées par le virus.

D'autres mesures d'urgence ont suivi : fermeture des aéroports aux vols internationaux et intérieurs, interdiction des mouvements entre États, des rassemblements sociaux, des activités économiques et de loisir non essentielles. Plusieurs États adoptaient un confinement partiel ou total. Le poisson et ses produits dérivés entraient dans la liste des produits indispensables, comme d'autres denrées alimentaires. Pour les produits de base, les marchés étaient ouverts certains jours de la semaine pendant quelques heures.

L'effet le plus grave sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés de pêcheurs n'est pas venu de la pandémie elle-même mais du confinement total. Les conséquences

Les petits pêcheurs fournissent ainsi aux populations rurales des protéines et micronutriments indispensables, accessibles et bon marché.

sur les moyens d'existence et le bien-être de familles vulnérables, sur des économies locales dépendant de la pêche sont considérables. Les inégalités sociales et économiques existantes vont s'aggraver sans tarder. Les populations vulnérables vont être encore plus marginalisées.

Détresse

Pa Moses Y Ashade, grand pêcheur de Badagry à Lagos, éclaire un peu la situation apparemment désespérée de la pêche. Le septuagénaire a des décennies de pratique en eaux saumâtres. Il a aussi été trésorier de la Coopérative des pêcheurs de l'État de Lagos. Il a manifesté sa déception face au peu de cas qu'on fait de la pêche artisanale, face à la préférence

Cet article a été écrit par Kafayat Fakoya (kafayat.fakoya@lasu.edu.ng), maître de conférence, et Shehu Latunji Akintola (shehu.akintolaz@gmail.com), professeur, Département des pêches, Faculté des Sciences, Université de l'État de Lagos, Nigeria

KAFAYAT FAKOYA



Construction d'une pirogue à Ikosi-Agbowa, Lagos. La pandémie a provoqué une perte de clientèle et donc une chute des revenus.

50

accordée à l'aquaculture intensive et à la pêche industrielle. Il a également dit que la pêche artisanale « occupe une place à part entière dans le système alimentaire national en mettant à la disposition des gens ordinaires du poisson à prix abordable, ce que les opérateurs organisés ne peuvent faire ».

Les pêcheurs et les coopératives de pêche ne sont pas bien organisés, dit-il. À cause du manque de responsables solides pour établir au niveau national des structures appropriées, la pêche artisanale est restée sans voix, incapable d'argumenter en faveur de ce secteur. Évoquant la présence d'une tribune fédérative réunissant pisciculteurs, pêcheurs et autres acteurs, Pa Moses considérait qu'on n'avait pas encore pris conscience de tout ce qu'apportait la pêche artisanale.

Temi, qui a un diplôme universitaire, pensait que la chaîne d'approvisionnement de poisson fumé offrait des possibilités. Il aide sa mère, Madame Ganiat Olorode, une transformatrice d'âge moyen qui fait commerce de poisson dans la communauté de la lagune d'Ikosi-Agbowa à Lagos. Elle possède au moins cinq pirogues, et quatre pêcheurs permanents et d'autres contractuels travaillent pour elle. Partageant son expérience, Temi a dit que cette

pandémie mondiale a frappé les communautés de pêcheurs de manière totalement inédite. « Les confinements et les protocoles de distanciation sociale ont porté un coup dur à ces populations en déstabilisant les approvisionnements (chaîne de production et intrants). Les fournitures pour filets et les pièces détachées causaient problème, et leurs prix ont atteint des sommets ».

Les pêcheurs et transformatrices de la pêche artisanale continuent de travailler mais leurs revenus ont baissé à cause de la perte de clientèle. « Seulement quelques pêcheurs ont envie de sortir ; du coup, les femmes, qui font surtout de la transformation, ont bien moins de poisson à sécher, fumer et vendre ». Le confinement et les restrictions imposés aux déplacements ont aussi empêché des clients d'aller aux provisions. Pêcheurs et transformatrices ne sont pas équipés pour stocker longtemps la marchandise, et ils sont dépendants de commerçants qui habitent loin. « La seule clientèle accessible aux communautés de pêche se résume aux femmes du voisinage immédiat ou de communautés proches », précise Temi. Pour les marchés urbains, les commerçants se sont procuré du poisson à des prix assez élevés auprès des pêcheurs sur les sites de débarquement. Au début du

confinement, il y a eu de bonnes ventes sur certaines espèces (crayfish, silver catfish...).

Dans la chaîne de valeur de la pêche artisanale, les femmes ont des tâches multiples ; elles sont les piliers de la famille. La pandémie a perturbé leur équilibre émotionnel, économique et physique. Elles comptent essentiellement sur leur capital social pour obtenir du poisson en tant que transformatrices ou commerçantes. Dans les chaînes d'approvisionnement hiérarchisées et centrées sur les femmes, des personnes comme Madame Ganiat ne ressentent pas le contrecoup, contrairement à d'autres catégories de commerçantes en bas de l'échelle. Les poissonnières traditionnelles dépendent des transports routiers, qui sont insuffisants et ne répondent pas de façon optimale aux besoins de la population. Au cours du confinement, il y avait moins de véhicules commerciaux sur les routes ; et ceux qui étaient là fonctionnaient en sous-capacité à cause de la mesure de distanciation sociale de 2 m prises par le gouvernement. Il s'en est suivi une augmentation des tarifs, qui se répercutait sur le prix global du poisson. Et transporteurs et poissonnières, surtout passant d'un État à l'autre, subissaient de fréquentes interventions de la part d'agents particulièrement pointilleux.

Au sein du ménage, les femmes étaient confrontées à un double fardeau : en tant qu'épouses, en tant que dispensatrices de soins. Comme il n'y avait pas d'école, elles devaient accorder plus d'attention aux plus jeunes. Elles se tracassaient davantage pour la sécurité alimentaire, en même temps que de devoir exécuter de multiples tâches ménagères. S'il y avait quand même du poisson, il n'était pas facile de se procurer d'autres denrées de base à cause de la baisse du pouvoir d'achat. L'exception, c'était les familles de pêcheurs qui avaient également quelques cultures pour améliorer leur alimentation, directement ou indirectement.

Vivre au jour le jour

Les personnes les plus touchées sont les vendeuses de poisson au bas de l'échelle. Avant la pandémie, ces femmes et leur famille vivaient de bien peu, subsistant au jour le jour, et sans doute dépourvues d'économies. Elles sont très vulnérables ; elles sont souvent sujettes à des violences domestiques.

Pour répondre aux difficultés économiques, le gouvernement fédéral a sorti quelques mesures de soutien. Alors qu'on estime à 90 millions le nombre de Nigériens qui seraient dans l'indigence, seulement une fraction d'entre eux pourrait bénéficier de la distribution de colis alimentaires ou de transferts monétaires. Dans le secteur informel, beaucoup de gens n'ont pas de compte en banque, ne remplissent pas d'autres conditions pour pouvoir bénéficier des facilités de crédit destinées aux ménages vulnérables. La Loi sur la relance économique ne prévoit d'ailleurs pas de dispositif en faveur des individus et employés de ce secteur non organisé. Même si elle est proprement appliquée, les petits pêcheurs seront quand même exclus parce que la plupart n'apparaissent pas dans la liste des contribuables. Si la pandémie se poursuit, cela veut dire qu'ils perdront leurs moyens d'existence.

Au niveau de l'État, certains pêcheurs à temps partiel ont bénéficié de prêts bonifiés pendant la saison des plantations, coïncidant avec le COVID-19, pour des cultures comme le manioc et le plantain. Bien que destinés aux résidents pour éviter des achats dictés par la panique et permettre l'accès aux denrées alimentaires pendant la

Les femmes se tracassaient davantage pour la sécurité alimentaire, en même temps que de devoir exécuter de multiples tâches ménagères.

période de restriction, les marchés temporaires mis en place ont donné aux pêcheurs et aux agriculteurs d'autres moyens de vendre leur production. Les coopératives pouvaient au mieux proposer des plans d'épargne à ses membres. Au début des confinements, elles ont été chargées de délivrer des cartes d'identité à leurs adhérents pour leur permettre de circuler librement avec leur marchandise.

Pa Ashade et Temi disent que le secteur de la pêche a besoin d'un soutien gouvernemental accru à tous les niveaux. Selon Pa Ashade, les hommes et les femmes du secteur artisanal ont particulièrement souffert de la pandémie. Plein de nostalgie, il ajoute que les années

KAFAYAT FAKOYA



L'atelier d'une transformatrice à Ikosi-Agbowa, Lagos. Comme les pêcheurs, elles manquent d'installations pour pouvoir stocker leur marchandise.

52

1980 ont été les plus mémorables pour les petits pêcheurs. En ce temps-là, l'État fédéral a réalisé plusieurs projets avec le soutien technique du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Cela a permis d'améliorer les pêcheries rurales et les conditions de vie des pêcheurs. Le gouvernement de l'État de Lagos a fourni un appui aux hommes et aux femmes de ce secteur.

Temi reste optimiste sur une reprise des activités de pêche après la pandémie. Pour un renforcement du secteur, il souhaiterait que le gouvernement fédéral prenne diverses mesures appropriées, notamment en matière de modernisation des équipements, d'accès au financement et d'ouverture vers le marché international. Il voudrait aussi que les organisations de pêche s'impliquent davantage, aient une démarche plus dynamique pour protéger les intérêts de leurs membres, et les intérêts du marché contre des difficultés imprévues.

Les confinements vont graduellement s'assouplir ; mais le retour à une situation normale sera lent car la pandémie persiste. Le sort des pêcheries artisanales après le Covid-19

dépend de l'efficacité des mécanismes actuellement mis en œuvre pour faire face. Il faut espérer que les hommes et les femmes de ce secteur trouveront en eux assez de force pour traverser cette période troublée. 3

Pour plus d'information



<https://www.plaas.org.za/african-smallscale-fisheries-in-the-time-of-covid-19-anigerian-perspective/>

Pêches artisanales africaines et Covid-19 : Voix du continent – Point de vue nigérian

<https://fish.cgiar.org/news-and-updates/news/fish-and-aquatic-food-systemscovid-19-updates-nigeria>

Mises à jour WorldFish COVID : Nigéria

<https://fish.cgiar.org/news-and-updates/news/worldfish-discussed-covid-19-impacts-nigerian-aquaculture-community>

Débats entre WorldFish et des aquaculteurs nigériens concernant les effets du COVID-19

30% et 30%

Les efforts de conservation ne devraient pas ignorer les voies démocratiques suivies par ces pays pour l'amélioration de leurs pêcheries et des revenus

Je voudrais partager certaines préoccupations concernant le danger qui menace de déstabiliser la gestion des pêcheries caractéristiques des Îles du Pacifique, et qui sont leur principale source de revenus indépendante. De nouveaux appels ont été lancés en faveur de 30 % d'aires marines protégées (AMP), ce qui semble étrangement trop simpliste. Les aires de conservation communautaire sont de dimensions variées. Et les chances que peuvent avoir ces îles d'établir une zone multinationale de conservation autochtone paraissent en danger.

Les îles du Pacifique constituent 14 pays gouvernés depuis leur indépendance par les populations indigènes qui gèrent une étendue océanique 300 fois plus vaste que leur masse terrestre. Chevauchant ces espaces éloignés, la vie a toujours reposé sur des savoirs et droits traditionnels intimes concernant les espaces côtiers. Ces systèmes fonciers ont été officiellement étendus aux zones exclusives de ces pays depuis la Convention des Nations Unie sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982, et depuis l'Indépendance.

Le thon migrateur est l'une des principales ressources océaniques. Plus de la moitié des stocks mondiaux circule dans les ZEE adjacentes. Jusqu'en 2010, ces pays étaient exploités sans pitié par des flottes de pêche lointaine : une situation tolérée par les grands pays développés. Moins de 10 % de la valeur des prises restait dans les îles.

Lieux de pêche plantureux

Les communautés du littoral ont pu démontrer au monde que, en se fondant sur le droit local appliqué aux eaux côtières, et adoptant une démarche à la fois traditionnelle et moderne, on peut obtenir un système solide de gestion des pêches côtières. Des milliers de communautés pratiquent déjà la chose dans une plus ou moins grande mesure. Elles sont près de mille à avoir été recensées comme impliquées dans une telle démarche. Et il n'y a pas de raison pour que la plupart des communautés de ces pays ne s'y mettent pas aussi à l'avenir. Les points principaux dans cette affaire sont de reconnaître les droits

locaux, d'autonomiser les communautés à partir des besoins locaux, des forces locales. Et on s'abstiendra de leur dire de l'extérieur ce qu'il convient de faire. La conservation, la gestion de ces aires « possédées » par les communautés peut se faire ; mais si on veut généraliser, alors 100 % de la zone doit être proprement géré. Miser sur seulement 30 % ne semble pas adéquat, car cela n'a pas de sens d'un point de vue écologique ou gestionnaire. (Que dire des autres communautés ?).

Dans une véritable révolution qui reflète les pratiques traditionnelles des eaux littorales, les pays par où circule la majeure partie des thons ont pu tirer avantage des droits prévus par l'UNCLOS, et ainsi choisir les méthodes de gestion correspondant à leurs objectifs. Ce ne sont pas nécessairement celles préconisées par les « experts ». Ils ont aussi mis en commun leurs ZEE respectives pour établir un système partagé afin de gérer tout le thon qui passe chez eux. L'outil utilisé s'appelle le Vessel Day Scheme (contingentement des jours de pêche). Il s'agit d'une méthode de contrôle de l'effort utilisée par les pays qui sont Parties à l'Accord de Nauru.

Les îles du Pacifique constituent 14 pays gouvernés depuis leur indépendance par les populations indigènes qui gèrent une étendue océanique 300 fois plus vaste que leur masse terrestre.

Le système fonctionne comme un cartel. Il permet à ces pays insulaires de fixer les règles et les prix que doivent accepter les sociétés souhaitant accéder à des zones de pêche qui sont parmi les plus prolifiques du monde. Le système est si efficace que, en moins de 10 ans, les profits générés par les droits d'entrée ont augmenté de cinq fois, soit environ 25 % de la valeur du poisson. Il a également permis à ces pays de fermer la pêche dans certaines parties du grand large. Cela est important car la réglementation dans ces espaces est généralement plus faible, et les profits ne sont pas pour les

*Cet article a été écrit par **Hugh Govan** (hgovan@gmail.com), conseiller technique auprès du réseau LMMA (Aires marines gérées localement)*

FRANCISCO BLAHA



Débarquement du thon sur les quais de Mua-i-walu aux Fidji. Avec une réglementation stricte, une présence d'observateurs à bord, on peut tenir en respect les navires industriels.

54

pays insulaires. Selon les scientifiques, les quatre principaux stocks de thons sont stables et durables.

Jusqu'à présent, ce système semble être la meilleure méthode pour gérer ces stocks. Les quotas ont échoué comme ailleurs ; et, avec des espèces aussi migratrices, les AMP ne sont pas la meilleure façon de procéder. Il serait particulièrement souhaitable de restreindre encore, et même d'interdire complètement, les opérations de pêche en haute mer qui ne sont pas très contrôlables par ces pays insulaires. C'est pourquoi des efforts considérables sont réalisés afin que la pêche au sein des ZEE conserve son attractivité. Idéalement, les négociations en cours pourraient restreindre fortement la pêche dans ces lieux, et même décider que la haute mer constitue à 100 % une AMP.

En appliquant une réglementation stricte, en maintenant une présence complète d'observateurs à bord, on peut fort bien tenir en respect tout ce qui pourrait menacer le thon et d'autres espèces migratoires au sein des ZEE. À part certains petits espaces particulièrement intéressants (monts sous-marins), les grandes étendues océaniques sont principalement soumises à des phénomènes transfrontaliers tels que le changement climatique et la pollution, qui sont à l'échelle mondiale. Dans ces pays à court d'argent, de grandes AMP n'auraient généralement pas de sens. D'autres modes de gestion existent ; et il est essentiel de se concentrer sur les zones côtières dont la riche biodiversité est vitale pour des populations locales qui trouvent là leurs moyens de subsistance quotidiens.

En excluant une part importante (30 % ou plus) des ZEE du système de gestion communautaire, on incite moins les pêcheurs à s'impliquer dans le PNA, car cela réduirait les ressources que ces pays insulaires peuvent offrir. Il est ainsi probable que l'effort de pêche se déplacera vers des zones moins contrôlées en haute mer. Et les seuls à pouvoir en profiter seront les grosses sociétés, les pays riches, ce qui disloquerait le système PNA (Parties à l'Accord de Nauru).

Il est triste de constater que les organisations environnementalistes et autres structures n'ont pas lancé des études publiques pour vérifier ou infirmer ces préoccupations avant de défendre une démarche qui aura des répercussions disproportionnées sur ces pays insulaires. Les panacées simplistes font assurément de meilleures campagnes ! Mais les possibilités de mobilisation de la solidarité et d'union des forces concernant les grands problèmes des océans sont mises à mal par manque de discussion ou de sensibilisation aux plus petits pays cherchant à trouver par eux-mêmes des solutions durables, et à devenir ainsi moins dépendants des « bienfaiteurs » extérieurs.

J'attends une poursuite du débat sur le sujet ; et je demanderais de la modération dans les appels à consacrer 30 % des océans aux AMP (même chose pour les 30 % des zones locales) jusqu'à ce que ces questions soient convenablement traitées.

3

Pour plus d'information



https://www.usp.ac.fj/fileadmin/files/Institutes/piasdg/SGDIA/SGDIA_WP_Series_2017/SGDIA_WP3_-_Brief_-_Hugh_Govan-Final1.pdf

Des AMP à gestion locale aux océans sous protection autochtone et communautaire

https://drive.google.com/file/d/0B0_HPi4pRUucm1Xa3pGSVo3dlU/view

Exploitation minière dans une AMP aux Îles Cook ?

<https://www.theguardian.com/world/2020/feb/27/palau-marinesanctuary-backfires-leading-to-increasedconsumption-of-reef-fish>

Le sanctuaire marin de Palau provoque en fait une augmentation de la consommation de poissons de récif

<https://isidore.science/document/10670/1.qugfj4>

L'envers du décor dans une grande AMP stricte de l'océan Pacifique

Il y a loin de la coupe aux lèvres

La Conférence UNCLOS 1960, où l'Inde, le Chili et l'Équateur avaient eu un rôle marquant, n'était pas parvenue à un accord complet

La route conduisant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982 était bordée de conférences avortées. En 1930, une conférence de la Ligue des Nations s'est dispersée sans prendre de décision sur la question des eaux territoriales. En 1958, une conférence des Nations Unies n'a pas pu s'entendre sur la largeur de la mer territoriale et ses limites de pêche. En 1960, une conférence de suivi sur ces questions en suspens échouait.

À cet événement, un plan conjoint USA-Canada est apparu en premier lieu. Il proposait une mer territoriale universelle de six milles nautiques plus une zone de pêche non exclusive de six milles, avec la suppression progressive sur dix ans des « droits historiques » pour les États pêchant dans les eaux d'un autre État au cours des cinq années précédentes.

Ce plan, soutenu par les puissances maritimes (qui cherchaient à étendre au mieux la portée mondiale de leur flotte militaire, marchande et de pêche en minimisant les prétentions des autres sur les mers territoriales et les zones de pêche), a également obtenu l'appui des pays de l'Europe de l'Ouest, des anciens dominions britanniques, et de modérés ailleurs. Mais allait-il parvenir au deux-tiers des votes ?

À cette époque, les pays de l'Asie-Pacifique jouaient un rôle central dans la campagne des États côtiers pour obtenir un meilleur contrôle sur leurs eaux côtières. Dans cette région, beaucoup de voix mettaient en cause les prétentions universalistes qui s'exprimaient au nom du droit de la mer, les trouvant pas convaincantes. Les ministres indiens allaient jusqu'à

dire que cette loi de la mer n'avait rien d'international.

À l'approche de la conférence, le Ministre de la défense, Krishna Menon, déclarait que la revendication de droits de pêche historiques dans les eaux côtières d'autres États par les puissances maritimes perpétuait l'exploitation coloniale. Le Ministre de la justice, Ashoke Sen, et d'autres faisaient observer que les grandes puissances avaient l'habitude de considérer la haute mer comme leur propriété privée, de fermer des pans entiers d'océan lorsque cela les arrangeait. Ils citaient l'exemple des Américains établissant des zones dangereuses dans

Les pays de l'Asie-Pacifique jouaient un rôle central dans la campagne des États côtiers pour obtenir un meilleur contrôle sur leurs eaux côtières.

le Pacifique pour les besoins des essais nucléaires de l'atoll de Bikini, ou en Méditerranée orientale durant la crise entre la Syrie et la Turquie.

Lors de la conférence, les États d'Asie-Pacifique ont suivi une double stratégie en réclamant un contrôle plus étendu sur leurs eaux côtières. La délégation indienne faisait valoir que les pays côtiers devraient avoir le droit de contrôler les mouvements des navires de guerre dans la mer territoriale et la zone contiguë. Les délégations des pays latino-américains bordant les côtes du Pacifique réclamaient la reconnaissance de

*Cet article a été écrit par **Kirsten Sellars** (kirsten.sellars@anu.edu.au), chercheur invité à l'École Coral Bell des affaires Asie-Pacifique, Université nationale d'Australie*

zones de pêche exclusives et de droits de pêche préférentiels en haute mer. Ensemble, ces campagnes offraient une alternative convaincante face à l'ensemble minimal du plan américano-canadien.

Mer territoriale

Ashoke Sen, qui conduisait la délégation indienne, incitait les délégations occidentales à accepter un amendement exigeant une autorisation pour les navires de guerre dans la mer territoriale et la zone contiguë. Il ajoutait qu'il avait reçu des instructions strictes du Premier Ministre, Jawaharlal Nehru, pour obtenir des concessions sur ce sujet. Les délégués occidentaux ont alors improvisé une contre-proposition suggérant une notification préalable, mais pas d'autorisation préalable pour les navires de guerre.

Le cabinet de Nehru a refusé la chose. Cela préoccupait les Américains ; et, parlant à l'ambassadeur canadien à Washington, un fonctionnaire du Département d'État se demandait s'il

et non pas l'autorisation préalable réclamée. Quelques jours plus tard, Nehru a fait parvenir à Macmillan une réponse tout aussi ferme : « Comme vous savez, il y a un conflit d'opinion entre certaines grandes puissances maritimes et les petits pays qui, compte tenu d'expériences passées, sont plutôt inquiets de toute interférence avec leur liberté et leur indépendance. Concernant un sujet en particulier, il y a dans ces pays une émotion forte qui me semble justifiée. Il s'agit de navires de guerre étrangers qui viendraient dans nos eaux côtières sans autorisation préalable. Nous avons beaucoup réfléchi à cette affaire ; et nous estimons que la conduite à suivre serait d'obtenir d'abord une telle autorisation ou permission de l'État côtier concerné. C'est une simple affaire de courtoisie ».

Les partisans du plan avaient joué leur dernière carte et avaient été éconduits sans cérémonie. Pas de terrain d'entente sur le passage des navires de guerre. Si l'Ouest ne cédait pas, la délégation indienne voterait contre le plan USA-Canada. Cela menaçait l'avenir de la conférence.

Pour de nombreux délégués, la présence non réglementée de flottes de pêche lointaine dans leurs eaux du large était inacceptable.

Droits de pêche

Tandis que l'Inde se dressait contre les Occidentaux sur la question des navires de guerre, d'autres États s'attachaient à grignoter le volet des « droits de pêche historiques » du plan USA-Canada. Pour de nombreux délégués, la présence non réglementée de flottes de pêche lointaine dans leurs eaux du large était inacceptable. Dans l'hémisphère nord, l'affaire des Islandais se heurtant aux chalutiers anglais protégés par la Royal Navy faisait les titres des journaux. Dans le Sud, les États de l'Asie-Pacifique mettaient la pression aussi. Au milieu des années 1950, par exemple, les Péruviens ont saisi des baleiniers d'Onassis et des thoniers américains opérant dans la limite des 200 milles. Les Sud-Coréens ont arrêté et parfois détruit des chalutiers et des ligneurs japonais qui avaient franchi la Ligne Rhee des 190 milles.

À mesure que se déroulait la conférence, l'opposition au plan USA-Canada prenait de l'ampleur, ce qui incita ses partisans à offrir quelques gâteries aux États côtiers préoccupés

n'était pas nécessaire d'exercer « une vigoureuse pression » sur l'Inde. Le Canadien a répondu que les « tactiques musclées » renforceraient sans doute la détermination indienne.

Puis une autre forme de pression a été appliquée. Le Président Dwight Eisenhower et deux premiers ministres (John Diefenbaker et Harold Macmillan) ont fait parvenir des messages personnels à Nehru pour le persuader d'abandonner l'idée de l'autorisation et de soutenir le plan USA-Canada. Macmillan lui disait que l'attitude de l'Inde serait « très importante pour le succès ou l'échec de la conférence ». Un échec entraînerait des actions unilatérales qui « pourraient donner lieu à de dangereuses frictions ». Mais il n'offrait rien de plus que ce qui avait déjà été rejeté par l'Inde, c'est-à-dire une notification préalable

par la pêche étrangère. Les délégations américaines et canadiennes ont rédigé un amendement à leur propre plan (soumis par le Brésil, Cuba et l'Uruguay), et qui proposait aux États des droits de pêche préférentiels limités en haute mer, soumis à un règlement obligatoire des litiges. Le chef de la délégation américaine, Arthur Dean, offrait à certains pays d'Amérique centrale et du Sud des accords individuels qui annuleraient les revendications américaines concernant des historiques de pêche dans leurs eaux côtières, en échange de votes favorables, ou en tout cas d'abstention. Après ces arrangements, Dean estimait que l'Équateur et le Salvador s'abstiendraient, que l'Argentine, le Guatemala et le Chili voteraient en faveur du plan. Ce serait juste assez pour atteindre la majorité des deux-tiers exigée pour la signature du traité.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Pour preuve, dans les dernières heures avant le vote en plénière, les gouvernements chilien et équatorien ont demandé à leurs délégués de voter contre le plan USA-Canada. Puis il s'est produit un autre revirement : l'amendement Brésil-Cuba-Uruguay est passé en plénière avec une majorité confortable des deux-tiers. Mais on était de plus en plus contre au Japon (le pays de l'une des plus importantes flottes de pêche lointaine du monde) à cause des droits de pêche préférentiels et du règlement obligatoire des litiges. En conséquence, Tokyo a ordonné à sa délégation de s'abstenir au lieu de voter en faveur du plan USA-Canada s'il était amendé par cette proposition Brésil-Cuba-Uruguay.

Au final, il y a eu 54 voix pour et 28 contre, et cinq abstentions, le Liban étant absent. À une voix près, la majorité des deux-tiers n'était pas atteinte : la conférence échouait.

Dans les jours qui ont suivi, les chefs des délégations occidentales ont envoyé des dépêches à leurs gouvernements en faisant peser essentiellement la responsabilité de l'échec sur trois pays : l'Inde, le Chili et l'Équateur. Le chef de la délégation de Nouvelle-Zélande, Robert Quentin-Baxter, résumant les facteurs ayant conduit à ce résultat, déclarait que l'Inde était le plus grand

contributeur parce que son opposition au plan USA-Canada avait « donné du cœur à l'ouvrage » à ceux qui réclamaient des mers territoriales élargies, avait incité certains à modifier leurs positions, enhardi d'autres à tenir bon et à obtenir un meilleur accord.

À une voix près, la majorité des deux-tiers n'était pas atteinte : la conférence échouait.

Les concessions américaines n'avaient pas empêché le Chili de passer du soutien à l'opposition, ni l'Équateur de faire pression pour de « nouvelles demandes privées contre les États-Unis, auxquelles ces derniers ne pouvaient consentir. Ce qui a fait passer l'Équateur de l'abstention à l'opposition. Et le Japon, en réaction contre la proposition de droits de pêche préférentiels, est aussi passé du soutien à l'opposition. En définitive, ces évolutions ont suffi à priver les puissances maritimes de leur traité.

Crise de confiance

Les pays occidentaux ont considéré que cet échec de la conférence de 1960 constituait un problème important. Il a déclenché une crise de confiance dans le processus même d'élaboration des traités. S'ils n'étaient pas capables de réunir suffisamment de voix en faveur de leurs positions sur le droit de la mer, comment pouvaient-ils s'assurer que leurs intérêts soient bien représentés dans d'autres traités généraux multilatéraux ?

À la conférence suivante des Nations Unies sur le droit de la mer en 1973-1982, ils ont donc tenté de réaffirmer leur contrôle sur le processus en persuadant la conférence de s'éloigner d'un vote au profit d'un accord par consensus et d'un arrangement global. 3

Pour plus d'information



https://legal.un.org/diplomaticconferences/1960_los/
Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1960

https://legal.un.org/diplomaticconferences/1973_los/
Troisième Conférence sur le droit de la mer (1973-1982)

<http://www.fao.org/3/s5280T/s5280t00.htm#Contents>
Le droit de la mer

Couper les cheveux en quatre

Aucune raison d'attendre un consensus sur ce qui est juste avant de corriger les injustices dans ce secteur

J'étais invité à parler au récent webinaire organisé par Too Big To Ignore (TBTI), un partenariat mondial pour la recherche sur la pêche artisanale, le 5 juin 2020. Il s'agissait de la « Justice bleue ». Parmi les partenaires présents, il y avait le PLAAS (Institut d'études sur la pauvreté, la terre et l'agriculture) d'Afrique du Sud.

Avec l'Économie bleue/la Croissance bleue qui se répand à travers le monde, j'estime que la question de la justice sociale pour les pêches artisanales est très importante et devient de plus en plus pressante, pour la recherche sociale également. Nous disposons maintenant des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives SSF), qui constitue un progrès décisif, entériné par les États membres de l'Organisation des Nations Unies pour

idées, basées sur diverses contributions plus récentes, concernant la façon d'appréhender la Justice bleue en tant que sujet de recherche. Il ne suffit pas d'être moralement concerné à propos de justice pour les petits pêcheurs. Nous devons aussi savoir de quoi nous parlons, et comment acquérir de nouvelles connaissances sur le sujet. Pour cela, un cadre analytique assez large serait bien utile pour nous guider dans les multiples complexités, dimensions et dilemmes de la Justice bleue.

La Justice bleue

Ceux qui connaissent les publications de TBTI savent que nous nous sommes largement inspirés d'une « théorie de la gouvernance interactive » pour orienter notre recherche, comme cela avait été préconisé à l'origine par le professeur Jan Kooiman des Pays-Bas. Avec d'autres collègues de TBTI, j'ai travaillé avec lui pendant des années. Après son décès, nous avons continué à appliquer sa théorie et à l'étoffer. Nous pensons que la Justice bleue (en tant que concept et phénomène) peut être examinée à travers la façon de regarder les choses qu'il nous a laissées. Dans son livre *Governing as Governance* paru en 2003, il explore ce qu'il appelle les « ordres » de la gouvernance : le méta-(troisième), le deuxième et le premier ordre. Permettez-moi de dire ici quelques mots sur des sujets de recherche liés à la Justice bleue, sous l'angle des différents ordres de gouvernance.

En commençant par le haut, le troisième (méta) ordre de gouvernance montre la manière dont les images, les valeurs et les normes d'un système social particulier se transforment en principes de justice dans le contexte de la gouvernance de la pêche artisanale. Pensez aux « principes directeurs » des Directives SSF. Ils découlent des normes propres aux droits humains, qui toutes concernent la justice. Mais les gouvernements nationaux peuvent se faire une idée de la justice qui ne corresponde pas aux Directives SSF. Les principes de justice du gouvernement peuvent être en décalage par rapport à ceux qui ont cours dans les communautés de petits pêcheurs. Nous ne pouvons pas savoir si de telles disparités existent si nous n'avons pas vérifié la chose empiriquement. Ce que

La société juste est celle qui permet à l'ensemble de ses membres d'accéder aux biens fondamentaux les plus étendus possible.

l'alimentation et l'agriculture (FAO) en juin 2014. Je suis persuadé que, si les États ne font rien pour les mettre en œuvre, les pêcheurs artisans seront perdants dans cette Économie bleue. Les nombreuses injustices auxquelles ils sont confrontés depuis si longtemps ne feront que s'aggraver.

La question de la justice nous accompagne depuis que les humains se sont mis à constituer des groupes et des communautés. Elle n'a jamais disparu, et elle restera probablement là. Tout au long de l'Histoire, des gens ont réfléchi en profondeur et longtemps sur la nature de la justice et sur ceux qui devraient en être les bénéficiaires. À mon avis, on ne peut pas (et on ne devrait pas) débattre de la notion de Justice bleue sans rendre visite à cet antique débat philosophique. Parce qu'il est toujours bien vivant.

Un petit article n'est pas l'endroit pour y entrer en profondeur. Je me contenterai de proposer quelques

Cet article a été écrit par **Svein Jentoft** (svein.jentoft@uit.no), professeur au Collège norvégien des sciences de la pêche, UiT- Université arctique de Norvège, Tromsø, membre fondateur de Too Big To Ignore (TBTI)

nous devrions faire, car cela affecte les processus et les résultats de la gouvernance.

Prenons, par exemple, le célèbre « Principe de différence » du philosophe John Rawls, qui dit : « Les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire à deux conditions : a) elles doivent d'abord être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions de juste égalité des chances ; b) elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société ».

On reconnaîtra le Principe de différence dans la définition que le célèbre économiste français Thomas Piketty donne de la justice sociale, qui pourrait aussi convenir pour la pêche artisanale dans l'Économie bleue si l'on remplace le mot « membres » par les gens de la pêche artisanale. Voici ce qu'il dit : « La société juste est celle qui permet à l'ensemble de ses membres d'accéder aux biens fondamentaux les plus étendus possible », et qui « organise les relations socio-économiques, les rapports de propriété et la répartition des revenus et des patrimoines, afin de permettre à ses membres les moins favorisés de bénéficier des conditions d'existence les plus élevées possible ».

On reconnaît aussi le principe de différence dans plusieurs articles des Directives SSF, notamment le 5.7 : « Les États, s'il y a lieu, accordent un accès préférentiel aux ressources halieutiques présentes dans les eaux relevant de la juridiction nationale afin d'assurer des débouchés équitables aux différents groupes de personnes, en particulier aux groupes vulnérables ».

Le système de gouvernance qui fait l'objet d'un examen minutieux respecte-t-il ce principe ? Si c'est non, pourquoi ? Si c'est oui, comment ? Au second ordre de la gouvernance, l'attention porte sur les institutions (lois, réglementations...) et sur les organisations dont le rôle est de veiller à ce que les règles soient justes, concernant la représentation des pêches artisanales, par exemple. Les règles d'accès en cours sont-elles discriminatoires à l'encontre des petits pêcheurs ? Les petits pêcheurs ont-ils un droit d'accès équitable aux processus décisionnels où sont établies les réglementations les concernant ? Rawls dit qu'ils devraient l'avoir. Cela a trait à ce qu'on appelle la « justice procédurale ».

Avec deux collègues suédois, je travaille actuellement sur un chapitre où nous démontrons que, dans le système de gouvernance des pêches de la Suède, les petits pêcheurs restent en dehors des mécanismes consultatifs et décisionnels. Le système fonctionne principalement dans l'intérêt de la pêche industrielle. Dans les pêcheries suédoises, l'injustice n'est pas tant dans

le troisième ordre que dans le second ordre de la gouvernance, selon la terminologie de Kooiman.

On cherchera aussi à identifier les lacunes de la justice au second ordre de la gouvernance, non seulement ce qui est là mais aussi ce qui n'y est pas. Des structures de gouvernance multiples peuvent travailler côte à côte, et en concurrence les unes avec les autres. Certaines sont du gouvernement, d'autres des communautés ; certaines sont informelles, d'autres coutumières, d'autres plus récentes. La justice doit aussi être évaluée au sein des institutions coutumières, concernant notamment leur degré d'intégration. Elles peuvent faire preuve de discrimination à l'encontre des femmes, ce qui les rend globalement injustes.

Commentant la théorie de la justice de Rawls (dont le Principe de différence), Amartya Sen dit dans son livre *The Idea of Justice* qu'il y a plus dans la justice sociale que des principes de justice et de simples institutions. Nous devons, argumente-t-il, scruter la manière dont la justice se manifeste dans la vie quotidienne des gens, dans les libertés dont ils disposent réellement, les capacités qu'ils possèdent et les choix qu'ils ont ou n'ont pas, et dans les choix qu'ils font. Les institutions guident et dirigent les interactions, mais ne les déterminent pas nécessairement, du moins pas pleinement. Elles ne garantissent pas la justice. Donc la justice est également un problème du premier ordre de gouvernance (dans le schéma de Kooiman). C'est-à-dire dans l'expérience quotidienne des gens de la pêche artisanale.

Les institutions établissent des limites, mais donnent aussi lieu souvent à des conduites irrégulières qui ont des répercussions fâcheuses sur la pêche artisanale. Les Gouvernements sont en principe régis par la loi, gèrent selon la loi. Mais il leur arrive d'abuser de leur autorité. Certaines personnes à l'autre bout ne suivent pas les règles établies, surtout celles qui leur sont imposées. Elles sont fréquemment impliquées dans des jeux stratégiques à des fins de pouvoir et de ressources. Elles parviennent souvent à contourner les règles pour leur intérêt particulier.

Dans un monde idéal, il y aurait de la cohérence entre ces divers ordres. Les principes de la justice au troisième (méta) ordre de gouvernance détermineraient l'aménagement des institutions au second ordre, et ensuite les interactions de la gouvernance au premier ordre. Nous savons bien, cependant, que les choses ne se passent pas obligatoirement ainsi dans la réalité.

Dissonances

Voici à nouveau Piketty : « ...Il faut se méfier des principes abstraits et généraux de justice sociale et

se concentrer sur la façon dont ils s'incarnent dans des sociétés particulières et dans des politiques et des institutions concrètes ».

Les décalages entre les ordres de gouvernance ne sont pas faciles à révéler ou à supprimer. Les dissonances entre les principes du méta-ordre, les règles du second ordre et les interactions du premier ordre peuvent persister. Nous devons donc tenter de comprendre pourquoi c'est ainsi. Où sont les blocages ? Pourquoi le statu-quo se maintient-il ? Malgré le consensus, les principes de justice des Directives SSF vont avoir du mal à s'infiltrer dans les autres ordres, où c'est « business as usual » : une nouvelle étiquette sur une ancienne bouteille.

Les valeurs, normes et principes de justice qui guident les interactions sociales quotidiennes des gens ne vont peut-être pas remonter pour contribuer à des évolutions institutionnelles et normatives...

principes de justice idéaux, sur ce qu'ils devraient être. Même s'ils ne possèdent pas le degré de raffinement conceptuel de philosophes professionnels, ils sont capables de reconnaître l'injustice quand ils la rencontrent.

Pour s'inspirer, ils trouveront de la matière dans les Directives SSF. Selon Piketty à nouveau, les principes de justice du troisième (méta) ordre ne suffisent pas pour faire régner la justice. Mais ce sont des critères d'évaluation pour les processus et les résultats ; et ils pourraient constituer une base dans les litiges si les lacunes persistent.

Ceci dit, selon Amartya Sen, les institutions n'y suffisent pas non plus. Elles sont nécessaires mais pas suffisantes. Pour garantir la Justice bleue, il ne faut donc pas se satisfaire d'une simple création d'institutions au second ordre de la gouvernance. On doit continuer jusqu'au premier ordre. C'est là que doit avoir lieu le test décisif de la justice, puisque la justice est « finalement liée à la façon de vivre des gens, et pas seulement à la nature ou aux institutions qui les entourent », pour citer à nouveau Sen.

Théorie de la justice

Nous ne devons pas attendre des clarifications conceptuelles ou le perfectionnement des institutions. Cela ne se fera sans doute jamais ; mais il faut toujours essayer. Pour l'heure, essayons d'agir plus pour révéler et corriger les injustices qui sont maintenant apparentes, qui surgiront dans l'Économie bleue. Amartya Sen souligne bien ce point : « Il n'est ni nécessaire ni suffisant d'identifier des dispositifs sociaux parfaitement justes pour qu'une théorie de la justice puisse guider un choix raisonné en matière de politiques, de stratégies ou d'institutions ».

Les valeurs, normes et principes de justice qui guident les interactions sociales quotidiennes ne vont peut-être pas remonter pour contribuer à des évolutions institutionnelles et normatives dans la façon de gérer les pêches artisanales. Ainsi, les lacunes de la justice persistent, surtout lorsque des gens puissants ont tout intérêt à les dissimuler. Dans son livre *Principles of Justice*, David Miller écrit : « La justice en vient à ressembler de trop aux institutions et pratiques en place, au lieu d'aider à les examiner de façon critique ».

L'Économie bleue démontrera dans quelle mesure les États membres de la FAO étaient sérieux lorsqu'ils ont adopté les Directives SSF. Ils se sont engagés à respecter et renforcer une série de principes de justice, le Principe de différence entre autres. Agiront-ils de même dans l'Économie bleue ?

Il n'y a évidemment rien de mal en soi dans des concepts tels que l'Économie bleue ou la Croissance bleue. Ils sont neutres, pas faciles à rejeter, et ils peuvent s'appliquer partout. Nous avons toujours eu une économie bleue ! Le problème commence quand on y ajoute des choses, si les pouvoirs en place oublient, dans la pratique, de s'occuper des pêches artisanales, ce qu'ils ont tendance à faire. Alors les petits pêcheurs ont raison de se méfier. Entre les paroles et les actes, il y a un fossé ; c'est un problème qu'il convient de regarder de près. Car il y a de l'hypocrisie là-dedans.

Avant de se mettre à corriger les lacunes, les petits pêcheurs et autres acteurs du milieu maritime (y compris les gouvernements) n'ont pas besoin d'être tous d'accord sur la nature de ces

Pour plus d'information

<https://sk.sagepub.com/books/governing-as-governance>

Gouverner la gouvernance

<https://www.hup.harvard.edu/catalog.php?isbn=9780674007147>

Principes de la Justice sociale

<https://www.hup.harvard.edu/catalog.php?isbn=9780674980822>

Capital et Idéologie

<https://www.hup.harvard.edu/catalog.php?isbn=9780674000780>

Théorie de la Justice

<https://www.cambridge.org/core/journals/utilitas/article/amartya-sen-the-idea-of-justice-london-allen-lane-2009-pp-xxviii-468/1E52B5D37FEBD063DD9EF6206F877E53>

L'idée de la Justice

Espoir, Désespoir, Courage

Un film primé qui montre bien la situation complexe des petits pêcheurs et transformatrices de l'Afrique de l'Ouest

« Je suis à la recherche du bonheur » : c'est ainsi qu'un jeune guinéen nous surprend dans l'atmosphère enfumée d'un four de fumage de sardinelles en Casamance, au Sénégal, dans une séquence du film « Poisson d'or, poisson africain ». Thomas Grand et son compère Moussa Diop nous montrent le prix à payer pour essayer de gagner sa vie sur cette plage grouillante d'activités. Ils nous donnent une analyse au scalpel des réalités complexes d'une communauté provisoire rassemblant, durant 6 mois de l'année, des hommes, des femmes et des enfants, venus de toute l'Afrique de l'Ouest, autour de l'exploitation du poisson.

Ils ont d'autant plus de mérites qu'ils ont réalisé ce film quasi bénévolement avec un budget dérisoire. Le film a été révélé au grand public en 2018 au Festival Pêcheurs du Monde de Lorient ; et depuis, il connaît un extraordinaire succès, primé dans plus d'une vingtaine de festivals dans le monde entier, en France, en Italie, en Inde, au Japon, au Mexique, aux États-Unis et dans de nombreux pays africains.

Les spectateurs y découvrent la vitalité extraordinaire d'un site de débarquement à Kafountine, en Casamance (Sénégal). Il y a dix ans, ce site n'avait guère d'activité et on y rencontre maintenant des milliers de pêcheurs, de porteurs, de femmes fumeuses de poisson qui occupent des dizaines d'hectares sur la côte. Si ce film nous émeut c'est grâce à la force des images et au poids des témoignages de ces hommes et de ces femmes venus de toute l'Afrique de l'Ouest.

D'emblée, le film nous plonge dans la dure réalité de la pêche à la senne sur une grande pirogue d'une vingtaine de mètres. Les pêcheurs rythment leurs efforts par des chants qui sont aussi bien des manifestes politiques que des témoignages de leur humour. Ils dénoncent ainsi les chalutiers industriels qu'on aperçoit au loin : « C'est à cause d'eux que nous devons naviguer toujours plus loin », « Tout le monde nous accuse alors que nous ne

détruisons pas la mer ». Ils rappellent aussi ce que montrent les images : « La pêche au filet nécessite de la force ».

Les scènes de débarquement des sardinelles et de raies sont saisissantes et inoubliables. Des dizaines de porteurs de vieilles caisses de marée, récupérées dans les criées françaises, s'immergent jusqu'aux épaules pour s'agglutiner autour des pirogues et remplir leur caisse de 40 kg, portée sur la tête. Quand la houle est forte,

D'emblée, le film nous plonge dans la dure réalité de la pêche à la senne sur une grande pirogue d'une vingtaine de mètres.

ils risquent l'accident ; et « *quand tu as un accident, ici personne ne peut te soigner* ». Ils peuvent aussi perdre leur contenu, et d'autres grappillent ces poissons avec leur filet. Ils courent ensuite en file indienne avec leur caisse sur la tête, sur des centaines de mètres pour alimenter les tables et les fours où seront fumées les sardinelles.

Les porteurs sont des êtres humains

Un porteur peut ainsi porter de 8 à 10 caisses dans sa journée, pour gagner 2 500 à 3 500 F CFA, soit 4 à 5 euros. Parmi ces centaines de porteurs, on trouve des diplômés de l'Université. La majorité sont des étrangers, essentiellement Guinéens : « On est sorti à l'aventure pour chercher du travail ». Les porteurs se plaignent de l'absence de considération de la part des pêcheurs : « Ici, ils ne considèrent pas les êtres humains, ils ne considèrent que leurs poissons », « Avant de considérer l'argent ou le poisson, il faut considérer les personnes », « Le propriétaire de la pirogue ne te regarde même pas », « La seule règle, c'est de croire en soi et de travailler très dur

Cet article a été écrit par Alain Le Sann (ad. lesann@orange.fr), fondateur et président du Festival international Pêcheurs du Monde, Lorient, France. Version anglaise, Danièle Le Sann

». Ainsi un porteur peut, en 6 mois, gagner de 500 000 à 600 000 F CFA, soit 800 à 900 euros. « Les porteurs souffrent beaucoup ici : ils n'ont pas de leaders pour défendre leurs intérêts ou pour porter leurs revendications ». À l'opposé, « quand les pêcheurs ont besoin de quelque chose, ils

: « Je suis arrivée avec 10 000 F CFA ; c'est comme ça que j'ai pu gagner 200 000 F CFA ».

Ces femmes, Guinéennes pour la plupart, envoient de l'argent dans leur famille : « Lorsque nos maris n'ont pas d'argent, nous supportons les charges familiales à leur place ». Au milieu des fours et de la fumée, des enfants et des bébés accompagnent leur maman. Beaucoup se plaignent de la dégradation de leur santé. Un jeune guinéen se plaint : « Quand tu restes 4 à 5 heures de temps dans la fumée, les yeux vont faire mal ». Il se soigne avec du Doliprane et il reste malgré tout : « En un mot, je suis à la recherche du bonheur ».

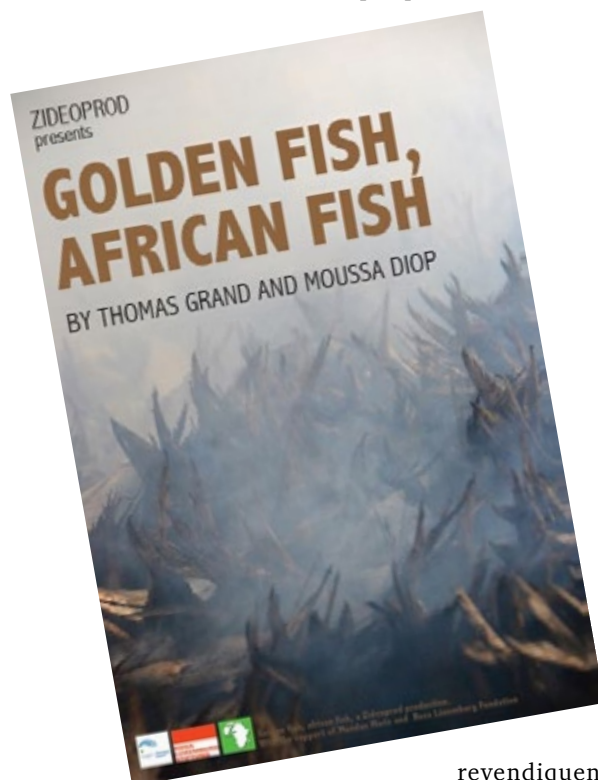
Cette activité de transformation permet d'alimenter toute l'Afrique de l'Ouest en poisson bon marché. Burkinabés, Ivoiriens, Maliens, Libériens, Guinéens et Sénégalais se côtoient près des fours et chargent d'énormes ballots de poisson de 400 kg. Ils ont raison de chanter « Soulève, homme de courage » pour se stimuler et coordonner leurs efforts.

Mais ce n'est pas seulement le poisson qui contribue à nourrir les populations d'Afrique de l'Ouest. Les déchets du fumage après le décorticage des poissons fumés sont soigneusement récupérés et travaillés pour fournir de l'aliment pour les élevages de volaille.

Les représentants de l'administration reconnaissent qu'il faut moderniser le fumage ». C'est une nécessité pour protéger la santé de tous ceux qui sont soumis quotidiennement aux fumées. Par ailleurs, le fumage consomme énormément de bois, souvent coupé illégalement, au grand dam des villageois de Casamance qui vivent de cette forêt. « C'est le prix du bois qui fait peur à beaucoup de commerçants » : ce prix a en effet presque triplé en quelques années et menace la rentabilité de la transformation.

Le risque des usines à farine

Les femmes et les commerçants perçoivent clairement les risques du développement de ces usines : « Si une usine exportatrice venait à s'installer ici, ce serait terrible pour nous, car on n'aurait plus de poisson à parer ; c'est comme si les gens voulaient nous tuer. Ils prennent ce que nous devrions consommer, rejetant en plus des déchets toxiques dans la mer qui nous tuent encore plus. Nous les Africains, comment pourrions-nous survivre ? Cela annonce notre mort ». Si les pêcheurs qui livrent ces usines



revendiquent publiquement ». Pour les porteurs, « on doit traiter tous les travailleurs de façon égale et respecter les droits de chacun ».

Le film nous plonge ensuite dans l'univers enfumé des fours. Des centaines de fours côtoient d'immenses tas de bois et des tables de séchage à perte de vue. Dans cet univers

Le film s'achève sur le retour à la mer de jeunes pêcheurs, fiers et enthousiastes, qui se confient à la caméra.

incroyable, des hommes et des femmes travaillent plusieurs heures par jour pour gagner un peu d'argent, autant que les porteurs. Cependant, certaines femmes entrepreneuses peuvent posséder plusieurs fours employant plusieurs dizaines de personnes, et gagnent un peu plus. Une femme guinéenne, propriétaire de deux fours, est ainsi arrivée à épargner et à investir



Scène du film, en Casamance. Il faut moderniser la transformation pour protéger la santé de tous ceux qui sont soumis quotidiennement aux fumées.

ont leur part de responsabilité, l'État est aussi responsable d'une politique incohérente : « On interdit la capture de juvéniles alors qu'on laisse les usines les acheter et les traiter ».

Quelques mois après le tournage, en 2018, deux usines ont été construites par des Chinois, l'une à Abéné, au cœur d'une aire marine protégée, l'autre à Kafountine, sur le site de transformation occupé par les femmes ; 1000 d'entre elles ont été expulsées et déplacées. L'usine d'Abéné a été arrêtée, suite à la mobilisation des habitants, scandalisés par les odeurs et les rejets de l'usine. Les représentants des organisations de pêcheurs s'opposent au développement des usines, mais ils peinent à convaincre certains pêcheurs, en particulier ceux de Saint Louis, qui trouvent des débouchés rémunérateurs en livrant aux usines de Gambie.

Le film s'achève sur le retour à la mer de jeunes pêcheurs, fiers et enthousiastes, qui se confient à la caméra. Ils sont conscients d'être à la base de la richesse du Sénégal, ils savent que cela représente pour eux la possibilité d'une promotion sociale s'ils peuvent acquérir une pirogue. « Les pêcheurs sont nobles, car ils portent des tenues de mer neuves », « Il est temps que l'on respecte les pêcheurs ». Ils savent pourtant que leur santé est en

jeu car « le pêcheur vieillit très vite et perd subitement sa force, car ce métier est trop dur ». Ils concluent pourtant : « Aucune richesse ne peut me détourner de la mer ».

Le film est sans commentaire des réalisateurs qui saisissent la parole brute des pêcheurs et de tous les acteurs de la filière. C'est ce qui en fait la force ; et le montage permet de saisir toute la complexité d'une communauté inquiète pour son avenir, et qui a raison de s'inquiéter comme le montre le reportage suivant le film. Il nous interpelle aussi sur les évolutions de notre consommation de poisson où la production aquacole dépasse maintenant les débarquements de la pêche. On comprend qui en paie le prix.

Pour plus d'information



<https://caopa.org/wp-content/uploads/2019/08/Rapport-JMO-2019.pdf>

75 bateaux sénégalais livrent à deux usines chinoises en Gambie

<http://sipanews.org/african-fishers-taskgambian-govt-on-fishmeal-plants/>

Des pêcheurs africains posent des questions au gouvernement gambien

<https://www.youtube.com/watch?v=Ueg3ovQCW4>

Poisson d'or, poisson africain

<https://www.pecheursdumonde.org/>
Festival international de films, Lorient : Pêcheurs du Monde

COVID-19

Le Covid-19 se rapproche dangereusement des tribus autochtones d'Amazonie

A lors que le nouveau coronavirus s'est frayé un chemin dans les profondeurs de la forêt amazonienne, les leaders autochtones et des défenseurs des droits demandent instamment au gouvernement d'adopter des mesures urgentes pour éviter une catastrophe.

D'après les chiffres recueillis par l'APIB (Articulation des peuples indigènes du Brésil), principale fédération autochtone du pays, les décès causés par le Covid-19 dans ces communautés sont passés de 46 au 1 mai à 262 le 9 juin. S'ajoutant aux nombres relevés par les services de santé des différents États à travers le pays, les statistiques de l'APIB montrent que 9,1 % des autochtones ayant contracté le virus sont décédés, presque le double de la moyenne générale brésilienne, établie à 5,2 %. Le nombre croissant de cas et la lenteur des réactions gouvernementales ont donné lieu à des allégations d'incompétence et de désordre concernant les mesures officielles de protection des populations tribales vulnérables.

Le Territoire autochtone de la vallée du Javari, qui couvre 85 000

km², abrite le plus grand nombre de communautés indigènes très isolées dans le monde. Elles sont parfois appelées « tribus non contactées ». La FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) a confirmé la présence de neuf de ces groupes dans la réserve, totalisant entre 1 000 et 1 500 personnes. Selon des agents de terrain de la FUNAI, il pourrait y avoir neuf autres groupes.

Relever le nombre des morts et les taux de contagion parmi les populations indigènes du Brésil n'est pas chose facile. Et ce peut être une source de conflit. Le SESAI (Secrétariat spécial de santé indigène) s'occupe seulement des cas survenus dans les territoires autochtones délimités. Ses chiffres n'incluent pas les cas de Covid-19 chez les indigènes vivant dans des villes ou villages qui ne sont pas explicitement désignés comme terres indigènes.

Source: <https://www.nationalgeographic.com/history/2020/06/disaster-loomsindigenous-amazon-tribes-covid-19-cases-multiply/>

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Quand les anciens régimes climatiques de l'océan Indien reviennent

I l y a environ 19 000-21 000 ans, d'épaisses couches de glace couvraient l'Amérique du Nord et l'Eurasie. Les niveaux des mers étaient bien plus bas ; et l'isthme du Pont d'Adam bien découvert reliait le Sri Lanka au sous-continent indien. Cette époque, qui fut le sommet de la période glaciaire, est appelée le Dernier Maximum glaciaire. Des chercheurs ont analysé des simulations de ce climat d'autrefois et ont prédit que le changement climatique actuel pourrait réveiller un modèle climatique ancien dans l'océan Indien.

Ils ont conclu que cela ressemblerait au phénomène El Niño dans l'océan Pacifique, qui déclenche de fréquentes inondations et périodes de sécheresse dévastatrices dans des régions densément peuplées sur le pourtour de cet océan. Si les courbes actuelles du réchauffement continuent, ce nouveau El Niño de l'océan Indien pourrait apparaître dès 2050. Ces résultats ont été publiés dans Science Advances.

En étudiant du zooplancton microscopique appelé foraminifera, l'équipe de chercheurs a retrouvé des preuves de ce même phénomène dans l'océan Indien, ce qui a donné lieu à une publication en 2019. Les foraminifères produisent une coquille de carbonate de calcium. En étudiant cette dernière, on peut tirer des conclusions sur les propriétés de l'eau dans laquelle elle a vécu. Les chercheurs ont examiné de nombreuses coquilles de ce type obtenues dans des carottes de sédiments, et ont pu ainsi reconstruire les conditions de températures de surface dans le passé.

Kaustubh Thirumalai, du Département de Géosciences à l'Université de l'Arizona, co-auteur de la publication, écrivait ceci dans un courriel adressé au journal The Hindu : « Dans l'article précédent, nous avons argumenté pour l'existence d'un El Niño dans l'océan Indien au cours du Dernier Maximum glaciaire. Nous suggérons que cet océan a les capacités de connaître des variations climatiques bien plus importantes que celles observées au cours des récentes décennies ou d'un siècle ».

Source: <https://www.thehindu.com/sci-tech/science/when-the-indian-oceans-ancient-climate-patterns-return/article31934556.ece#:~:text=They%20find%20that%20this%20could,emerge%20as%20early%20as%202050>

64

PROFIL ORGANISATIONNEL

Association pour la Promotion et la Responsabilisation des Acteurs de la Pêche Artisanale Maritime, Mbour, Sénégal

A PRAPAM a été créée en 2010 par un groupe de pêcheurs artisans professionnels (pêcheurs, grossistes, transformateurs) et des citoyens et techniciens spécialisés dans divers domaines de la pêche, et libres de tout engagement par rapport à l'Administration.

Elle a été créée suite à la constatation que, malgré son importance économique, sociale et culturelle dans le pays, la pêche artisanale demeure un parent pauvre dans les politiques publiques et de développement. À cet égard, les programmes et projets d'appui qui sont initiés par l'État ou des ONG du Nord ou du Sud ne placent pas les acteurs professionnels (hommes et femmes) au centre de leur démarche. Afin de contribuer à remédier à cette situation, l'association a été constituée

pour aider les hommes et les femmes de la pêche artisanale à améliorer leurs conditions de vie en accord avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et leur faire prendre conscience des impératifs de la gestion durable des pêches et de l'aquaculture, de la bonne gouvernance et de l'équité hommes-femmes au sein des organisations professionnelles.

La mission que s'est donnée APRAPAM, en relation avec



tous les acteurs du secteur, est de travailler avec les décideurs et les institutions nationales et internationales afin de définir et mettre en œuvre des politiques de pêche capables de susciter une dynamique

de développement durable pour la pêche artisanale, centrée sur le bien-être de ses communautés. APRAPAM soutient le développement des capacités des organisations professionnelles grâce au renforcement des moyens d'action de leurs responsables, via notamment la promotion du dialogue et des synergies entre professionnels pour la résolution des litiges.

Chaque année depuis 2010, APRAPAM organise un forum pour informer et forger les capacités des professionnels de la pêche artisanale en vue d'une pêche durable. Les thèmes retenus portent sur les événements actuels du secteur. Les sujets suivants ont été traités : cogestion, financement de la pêche artisanale, suivi et contrôle participatifs dans la pêche, le rôle de la recherche, les problèmes de l'exploitation

des petits pélagiques pour la sécurité alimentaire (y compris la question des farines de poisson), la transparence de la gestion des pêches au Sénégal...

APRAPAM élabore des plans d'action de trois ans pour définir les axes stratégiques et les actions prioritaires à mener. Le plan 2021-2023, ancré comme toujours dans la promotion du développement durable de la pêche artisanale en impliquant toutes les parties prenantes, met particulièrement l'accent sur la prise en compte des questions de genre dans les politiques de pêche et les processus décisionnels.

Site Internet : <https://www.aprapam.org/>
Courriel : contact@aprapam.org
par Gaoussou Gueye, Président

Utilisation et transformation du poisson

La production de la pêche et de l'aquaculture est très diversifiée sur le plan des espèces, des modes de transformation ainsi que des formes de produits, selon que ceux-ci sont destinés à des usages alimentaires ou non. Le poisson étant un aliment hautement périssable, il faut lui apporter un soin particulier au moment de sa capture ou de sa récolte et tout au long de la chaîne d'approvisionnement afin d'en préserver la qualité et les attributs nutritionnels, d'éviter les risques de contamination et de limiter la perte et le gaspillage.

Dans ce contexte, de nombreux pays ont recouru à la conservation et au conditionnement pour optimiser l'utilisation du poisson, accroître sa durée de conservation et diversifier les produits. En outre, une meilleure utilisation de la production halieutique et aquacole réduit les pertes et le gaspillage, et peut aider à amoindrir la pression exercée sur les ressources et à pérenniser le secteur.

Au cours des dernières décennies, le secteur du poisson est devenu plus complexe et plus dynamique, avec des évolutions motivées par la forte demande du secteur de la vente au détail, la diversification des espèces, l'externalisation de la transformation et le renforcement des liens au sein de la filière d'approvisionnement entre producteurs, transformateurs et détaillants. Le développement des chaînes de supermarchés et des grands détaillants dans le monde entier a accru l'influence déterminante que ces acteurs exercent sur l'établissement des critères et des normes d'accès au marché.

En outre, le développement de la commercialisation, du commerce et de la consommation de poisson et autres produits aquatiques au niveau mondial ces dernières décennies (voir les sections « Consommation de poisson », page 70, et « Commerce du poisson et produits halieutiques ou aquacoles », page 79) s'est accompagné d'une importante évolution des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, d'une amélioration des attributs nutritionnels et d'une réduction des pertes. Pour satisfaire aux normes susmentionnées et assurer la protection des consommateurs, de strictes mesures d'hygiène ont été adoptées aux niveaux national, régional et international sur la base du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche établi par le Codex (Commission du Codex Alimentarius, 2016) et des indications qu'il donne aux pays sur la mise en œuvre concrète de bonnes pratiques d'hygiène et l'application du système de gestion de la sécurité sanitaire des

aliments par l'analyse des risques aux points critiques (HACCP).

En 2018, environ 88 % (soit plus de 156 millions de tonnes) des 179 millions de tonnes de poisson produites dans le monde ont été utilisées pour la consommation humaine directe

(figure 23), tandis que les 12 % restants (soit environ 22 millions de tonnes) ont été utilisés à des fins non alimentaires. Sur ces derniers, 80 % (environ 18 millions de tonnes) ont été réduits en farine et huile de poisson, tandis que le reste (4 millions de tonnes) a été utilisé, pour l'essentiel, aux fins suivantes : ornement, aquaculture (alevins, juvéniles ou petits adultes destinés au grossissement, par exemple), appâts, usages pharmaceutiques, alimentation d'animaux de compagnie ou matière première pour l'alimentation directe des poissons d'élevage, du bétail et des animaux à fourrure.

La proportion de poisson utilisé pour la consommation humaine directe a fortement augmenté par rapport aux 67 % des années 1960. En 2018, le poisson vivant, frais ou réfrigéré représentait toujours la plus grande part du poisson utilisé pour la consommation humaine directe. Cette catégorie, souvent la plus prisée et la plus chère, représentait 44 % de la production, suivie du poisson congelé (35 %), du poisson salé, séché et fumé (10 %) et du poisson préparé et mis en conserve (11 % pour chacune de ces deux catégories). La congélation représente la principale méthode de conservation du poisson de consommation, représentant 62 % du volume total du poisson transformé destiné à la consommation humaine (c'est-à-dire à l'exclusion du poisson vivant, frais ou réfrigéré).

Ces données générales masquent d'importantes différences. L'utilisation du poisson et les méthodes de transformation diffèrent fortement d'un continent, d'une région ou d'un pays à l'autre, voire à l'intérieur d'un même pays. C'est en Amérique latine, suivie de l'Asie et de l'Europe, que la part de poisson utilisée pour

la réduction en farine et en huile est la plus élevée. En Afrique, la proportion de poisson salé, séché et fumé est supérieure à la moyenne mondiale. En Europe et en Amérique du Nord, la production de poisson destiné à la consommation humaine est utilisée pour environ deux tiers sous forme congelée et sous forme préparée et mise en conserve. En Asie, une grande partie de la production est vendue vivante ou fraîche aux consommateurs.

D'importantes améliorations dans la transformation ainsi que dans la réfrigération, la fabrication de glace et le transport ont permis de distribuer le poisson sur de longues distances, par-delà les frontières et sous une plus grande variété de formes. Dans les économies plus développées, la transformation du poisson s'est diversifiée, en particulier au profit de produits à forte valeur ajoutée tels que les repas prêts à consommer. Dans les pays développés, la part du poisson congelé destiné à la consommation humaine est passée de 27 % dans les années 1960 à 43 % dans les années 1980, pour atteindre un niveau record de 58 % en 2018, tandis que la part des formes salées, séchées ou fumées a diminué, passant de 25 % dans les années 1960 à 12 % en 2018.

Dans de nombreux pays en développement, la transformation du poisson a évolué, passant de méthodes traditionnelles à des processus plus avancés à valeur ajoutée, en fonction du produit et de la valeur marchande. Dans les pays en développement, globalement, on a vu croître la part de la production destinée à la consommation humaine sous forme congelée (passée de 3 % dans les années 1960 à 8 % dans les années 1980 et 31 % en 2018) et sous forme préparée ou en conserve (passée de 4 % dans les années 1960 à 9 % en 2018).

Dans les pays en développement, la part du poisson conservé par salage, fermentation, séchage et fumage, pratique très fréquente en Afrique et en Asie, est passée de 29 % de la production totale de poisson destiné à la consommation humaine dans les années 1960

à 10 % en 2018. Dans ces pays, cependant, le poisson continue d'être utilisé principalement sous forme vivante ou fraîche, peu après le débarquement ou la récolte dans les installations d'aquaculture, même si cette part a diminué, passant de 62 % dans les années 1960 à 51 % en 2018. Le poisson commercialisé sous forme vivante est surtout apprécié en Asie de l'Est et du Sud-Est et sur des marchés de niche d'autres pays, principalement parmi les communautés asiatiques immigrées.

En Chine et dans certains pays d'Asie du Sud-Est, le poisson vivant est commercialisé et manipulé depuis plus de 3 000 ans, les pratiques restant souvent traditionnelles et n'étant pas formellement réglementées. Or, il peut être difficile de commercialiser et de transporter des poissons vivants, ces activités étant souvent soumises à des règles sanitaires, à des normes de qualité et à des exigences de bien-être des animaux très strictes (notamment en Europe et en Amérique du Nord). Quoi qu'il en soit, la commercialisation du poisson vivant a continué de se développer ces dernières années grâce à l'amélioration de la logistique et au progrès technologique.

Les propriétés nutritionnelles du poisson peuvent varier en fonction de la façon dont il est traité et préparé. Le chauffage (par stérilisation, pasteurisation, fumage à chaud ou cuisson) réduit la quantité de nutriments thermolabiles, bien que leur concentration puisse augmenter par la cuisson, qui réduit la teneur en humidité relative des aliments, augmentant ainsi la concentration de certains nutriments. Plusieurs produits chimiques – naturels (composants de la fumée, par exemple) ou ajoutés artificiellement (antioxydants, par exemple) – peuvent réduire l'incidence du chauffage ou d'autres traitements sur la qualité nutritionnelle du poisson. La réfrigération et la congélation sont les procédés qui influent le moins sur ses attributs nutritionnels.

Source: SOFIA 2020
<http://www.fao.org/3/ca9229fr/CA9229FR.pdf>

INFOLOG : NOUVEAUTÉS À L'ICSF

Publications

2020 Blue Economy Report: Blue sectors contribute to the recovery and pave way for EU Green Deal

https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/2020_06_blueeconomy-2020-ld_final.pdf

Le Rapport 2020 de l'UE sur l'économie bleue donne un aperçu des performances des secteurs économiques de l'UE liés aux océans et à l'environnement côtier.

Sécurité alimentaire et nutrition : construire un discours mondial pour 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/2020_Global_Narrative/HLPE_2020_FSN_building_a_Global_Narrative_towards_2030.pdf

Ce rapport présente un discours mondial fondé sur ce que nous savons sur la situation actuelle, sur les concepts dans ce domaine.

Small Nets in a Sea of Change

<https://vimeo.com/371511703>

Dirigé par Charles Menzies, Rachel Donkersloot, en collaboration avec des pêcheurs de saumon et de homard dans le nord de l'Irlande.

The call for supporting Covid-19 impacted fisherwomen in Indonesia

<https://www.youtube.com/watch?v=SzmRJ44hGU>

Cette courte vidéo montre les répercussions du Covid-19 sur les hommes et femmes de la pêche, et les initiatives prises par l'amicale des pêcheuses indonésiennes (Persaudaraan Perempuan Nelayan Indonesia) pour faire face aux problèmes et pour demander un appui supplémentaire.

Safety at sea for small-scale fishers in the Caribbean

<http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca8626en>

Ce manuel sur la sécurité en mer pour les petits pêcheurs des Caraïbes est une contribution à la culture de la sécurité

Vidéo infographique sur les Directives SSF : chaînes de valeur, activités après capture et commercialisation

<https://www.youtube.com/watch?v=gYZJAVTJC7o&feature=youtu.be>

Présentation de ces aspects dans la pêche artisanale

Vidéo infographique sur les Directives SSF : risque de catastrophe et changement climatique

<https://www.youtube.com/watch?v=mkMqnbdhV8&feature=youtu.be>

Présentation de ces aspects dans la pêche artisanale

Vidéo infographique sur les Directives SSF : gouvernance des régimes fonciers et gestion des ressources

<https://www.youtube.com/watch?v=uOQ8F4LVyho&feature=youtu.be>

Présentation de ces aspects dans la pêche artisanale

Vidéo infographique sur les Directives SSF : développement social, emploi et travail décent

<https://www.youtube.com/watch?v=R2kdtb6-y4&feature=youtu.be>

Présentation de ces aspects dans la pêche artisanale

FLASHBACK

Nourrir avant d'enrichir ?

Le poisson constitue à la fois une source de nourriture et une source de revenus. Il faut absolument avoir cela à l'esprit quand on parle de sécurité alimentaire. Dans les communautés traditionnelles de pêcheurs, ils sont nombreux à tirer l'essentiel de leurs moyens d'existence de la pêche : la vente du poisson leur permet de se procurer l'indispensable. Il y a aussi tous ceux qui vivent plus directement de culture, de cueillette, de pêche. Dans ce dernier cas, le poisson est moins une source de revenus qu'une source de nourriture qui permet de satisfaire, au moins partiellement, les besoins en protéines.



Dans beaucoup de pays en développement, il existe des groupes sociaux déshérités (ouvriers agricoles, travailleurs des plantations ou des mines...) qui trouvent dans le poisson, distribué surtout par le marché local ou régional, des protéines à prix abordable. Par contre, dans les pays développés, où le consommateur jouit d'une certaine prospérité, ce sont surtout les traditions culturelles, les habitudes ou les choix diététiques qui déterminent la demande. Ce vaste marché est en grande partie alimenté par des importations.

L'augmentation des apports ne bénéficiera guère aux ménages les plus démunis, mais devrait se traduire par une amélioration des revenus chez les petits pêcheurs. Et se concentrer sur l'aspect production sans nullement restreindre la demande pourrait finalement se révéler être contre-productif. Car le marché est le pire ennemi d'une saine gestion de la ressource. Les mécanismes du marché sont toujours suffisamment souples pour absorber de grosses quantités de poisson et peuvent ainsi faire échouer des mesures de gestion, aussi valables soient-elles.

Il est sans doute bien difficile de convaincre les pêcheurs de ne pas se laisser tenter par la demande quand le marché est très porteur. C'est le cas notamment pour la crevette, le thon et les céphalopodes. On voit bien par là combien il est important, et combien il est difficile, de définir une politique lucide en matière de pêche et de sécurité alimentaire. Dans les pays du Sud, on pourrait échafauder des politiques différentes suivant les populations auxquelles on veut garantir la sécurité alimentaire. Pour les communautés de pêcheurs, il importe donc de développer un programme judicieux où seront définies les priorités régionales à partir de considérations à la fois économiques et sociales. Ce programme tiendra aussi compte des besoins des consommateurs locaux. L'objectif primordial (comportant nécessairement deux volets, et donc un peu contradictoire) sera de rechercher à la fois le bien-être des pêcheurs et celui des consommateurs défavorisés. Voilà, à coup sûr, un but difficile à atteindre. Et quoi qu'il en soit, il ne sera jamais atteint si on oublie deux points essentiels : une meilleure gestion et une meilleure protection des stocks et de leur habitat.

— In revue SAMUDRA, no 14, mars 1996

ANNONCES

RÉUNIONS

Vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, 2-7 novembre 2020, Canada

<https://www.cbd.int/meetings/SBSTTA-24>

Réunion technique sur l'avenir du travail dans l'aquaculture et l'économie rurale 23-27 novembre 2020, Genève, Suisse

https://www.ilo.org/sector/activities/sectoral-meetings/WCMS_726161/lang-fr/index.htm

La réunion sera consacrée à l'examen des questions liées à l'avenir du travail dans l'aquaculture, ainsi qu'à la promotion du travail décent dans l'économie rurale, le but étant d'adopter des conclusions, y compris des recommandations concernant l'action à mener.

SITES INTERNET

Covid-19 : Sustainable Fisheries Partnership
<https://www.sustainablefish.org/COVID-19>

Pendant la pandémie, le SFP s'engage à soutenir le secteur de la pêche en protégeant les pêcheurs et autres travailleurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Dans le but immédiat de protéger leur sécurité, nous avons réuni cet ensemble de ressources internationales.

Fish-COV : les pages spéciales de l'ICSF qui traitent des conséquences de la pandémie du COVID-19 sur la pêche et les communautés de pêcheurs
<https://covid.icsf.net/>

L'ICSF suit les événements liés à la propagation du virus dans ses alertes quotidiennes portant sur la pêche. Il collectera également des informations sur divers aspects sectoriels aux niveaux national, régional et international suivant trois paramètres : impact, secours, relance.

WorldFish Response to Coronavirus
<https://www.worldfishcenter.org/pages/covid-19/>
La pandémie de COVID-19 continuant à se répandre dans le monde, de nombreux pays prennent des mesures sans précédent de confinement.



Citation littéraire

UN MONDE SANS PIB

Imaginons : pas de PIB

Difficile, mais il faut essayer

Pas seulement des biens et services

Nous devons y réfléchir

Imaginons : comptabiliser le bonheur, un an

Imaginons : pas de pauvreté

La richesse, pas en de rares mains

Des écoles, la santé, des maisons

Et l'égalité hommes-femmes

Imaginons : tout le monde heureux

Vous direz que je rêve

Mais je ne suis pas seul

Il y a Stiglitz, Sen et Daly

Tirons parti de ce qu'ils ont fait

Imaginons : l'équité sociale

Oh, écoutez donc cet appel !

Pas de place pour la cupidité ou la faim

Tous frères et sœurs

Imaginons : tout le monde se partageant tout le monde

Vous direz que je rêve

Mais je ne suis pas seule âme qui vive

D'autres nous rejoindront, c'est sûr

Jusqu'à notre but atteint

(inspiré de John Lennon, poussé par Eddie Allison)

– John Kurien

